

Rapport annuel 2003

Présentation annuelle



Banque Européenne
pour la Reconstruction et le Développement



Une région tournée vers l'avenir

La Banque européenne pour la reconstruction et le développement investit dans les banques et entreprises essentielles au renforcement de l'économie de marché dans 27 pays, de l'Europe centrale à l'Asie centrale. Son capital est détenu par 60 gouvernements et deux institutions internationales.

Les investissements de la BERD, qui concernent quasiment toutes les catégories d'entreprises et d'institutions financières, prennent essentiellement la forme de prêts et de prises de participation. Ils doivent faire progresser la transition vers l'économie de marché et observer les normes de gouvernance les plus élevées. La BERD ne s'implique pas dans des projets susceptibles d'être financés dans les mêmes conditions par le secteur privé. Pour soutenir ses activités d'investissement, elle maintient le dialogue avec les gouvernements pour promouvoir l'état de droit et la démocratie.

Lettre de transmission aux gouverneurs

Londres, le 2 mars 2004

Conformément à l'Article 35 de l'Accord portant création de la Banque et à la Section 11 de son règlement général, le présent Rapport annuel de la Banque pour 2003 est présenté au Conseil des gouverneurs par le Conseil d'administration.

Le Rapport annuel comprend les comptes annuels approuvés et vérifiés qui doivent être présentés conformément à l'Article 27 de l'Accord et à la Section 13 du Règlement général. Il contient également un résumé des fonds spéciaux, conformément à l'Article 10 de l'Accord portant création de la Banque, ainsi qu'une analyse de l'impact des opérations de la Banque sur l'environnement, conformément aux dispositions de l'Article 35 de l'Accord.

Président

Jean Lemierre

Administrateurs

Konstantin Andreopoulos
Scott Clark
Jos de Vries
Susumu Fujimoto
Torsten Gersfelt
Laurent Guye
Sven Hegelund
Igor Kovtun
Jean-Pierre Landau
Michael Neumayr
Igor Očka
Philippe Petit-Laurent
Yuri Poluneev
Enzo Quattrocio
Gonzalo Ramos
Kaarina Rautala
Simon Ray
Peter Reith
Gerd Saupe
Jean-Louis Six
Mark Sullivan
Tadeusz Syryjczyk
Stefanos Vavalidis

Administrateurs suppléants

Patrick Walsh
David Plunkett
Hidde van der Veer
Osamu Sakashita
Desmond O'Malley
—
Tomas Danestad
Mikhail Jernov
Marc Jullien
Ohad Bar-Efrat
Imre Tarafás
Vassili Lelakis
Stefan Presura
Francesco Saverio Nisio
León Herrera
Tor Hernæs
Jonathan Ockenden
Byung-Hwa Jin
Peer Stanchina
Georges Heinen
—
Kalin Mitrev
José Veiga de Macedo

Présentation annuelle

Table des matières

02 Introduction

2003 en chiffres
Nouveaux projets de 2003
La région d'intervention de la BERD
Message du Président

12 Une région tournée vers l'avenir

Le plan de marche de la BERD
À l'écoute des populations
Unis dans l'action

24 Europe centrale et États baltes

Climat de l'investissement
Activités de la BERD

32 Europe du Sud-Est

Climat de l'investissement
Activités de la BERD

40 Europe orientale et Caucase

Climat de l'investissement
Activités de la BERD

48 Fédération de Russie

Climat de l'investissement
Activités de la BERD

56 Asie centrale

Climat de l'investissement
Activités de la BERD

64 Financement des partenaires

Coopération technique
Cofinancement provenant de sources officielles
Programme de redressement des entreprises
Programme de transition juridique
Partenariat pour l'environnement dans le cadre
de la dimension septentrionale
Sûreté nucléaire

76 Évaluation des projets et appels d'offres

Évaluation des projets de la BERD
Appels d'offres

83 Projets signés en 2003

100 Structure de la BERD

Gouverneurs et administrateurs
Principaux responsables
Changements au sein des ressources humaines
et de l'équipe de direction
Renseignements complémentaires et
notes aux lecteurs

Le rapport annuel 2003 de la BERD est constitué de deux volumes distincts :
la présentation annuelle et les résultats financiers, qui comprennent les comptes annuels
et les notes annexes.

Ces deux volumes sont publiés en allemand, en anglais, en français et en russe.
Des exemplaires peuvent être fournis gratuitement par le Bureau des publications de la BERD.

Téléphone : +44 20 7338 7553
Télécopie : +44 20 7338 6102
Courriel : pubsdesk@ebrd.com

2003 en chiffres

■ 3,7 milliards d'euros

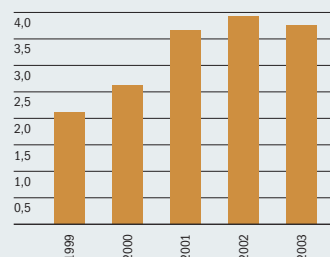
engagés dans un nombre record de projets répartis sur l'ensemble de la région.

■ 119 projets

signés en 2003, ce qui porte le nombre total de projets de la BERD à plus de 1 000.

Engagements annuels 1999-2003¹

en milliards d'euros



¹ La valeur en fin d'exercice des engagements annuels a diminué en 2003 à la suite de la dépréciation du taux de change du dollar par rapport à l'euro, soit environ 20 % pour l'ensemble de l'année.

Répartition géographique :

■ 1,10 milliard d'euros

engagés en Fédération de Russie.

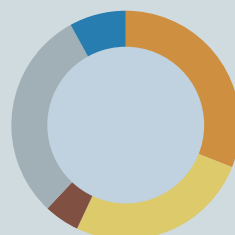
■ 1,17 milliard d'euros

engagés dans les pays aux stades avancés de la transition (Europe centrale et États baltes).

■ 1,45 milliard d'euros

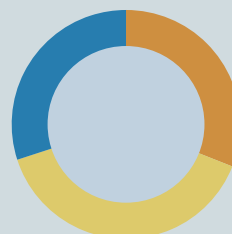
engagés dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition (Asie centrale, Europe du Sud-Est, Europe orientale et Caucase).

Engagements par région en 2003



Europe centrale et États baltes 31 %
Europe du Sud-Est 26 %
Europe orientale et Caucase 5 %
Fédération de Russie 30 %
Asie centrale 8 %

Engagements selon les différents stades de la transition en 2003



Stades avancés 31 %
Premiers stades/stades intermédiaires 39 %
Fédération de Russie 30 %

Stades avancés :

Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République Slovaque, République tchèque, Slovaquie

Premiers stades/stades intermédiaires :

Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ERY de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine

Répartition par secteur :

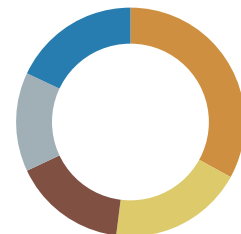
I Un tiers

des opérations sont destinées à soutenir les entreprises locales par le biais des institutions financières

I Deux tiers

des investissements sont consacrés aux infrastructures, à l'énergie, aux industries manufacturières et à d'autres secteurs comme l'agro-industrie, l'immobilier et le tourisme, et les télécommunications.

Engagements de la BERD par secteur en 2003

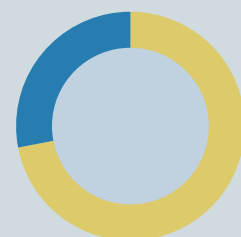


■ Institutions financières 33 %
■ Infrastructures (infrastructures municipales et transports) 19 %
■ Énergie 16 %
■ Industries manufacturières 14 %
■ Autres secteurs (agro-industrie, immobilier/tourisme et télécommunications) 18 %

I 72 pour cent

des projets de la BERD concernent le secteur privé.

Pourcentage des investissements dans le secteur privé et le secteur d'État (1991-2003)

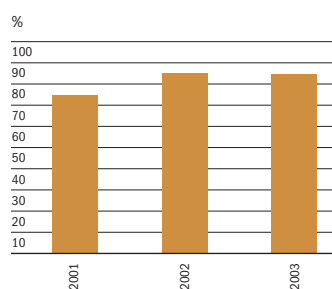


■ Secteur privé 72 %
■ Secteur d'État 28 %

I 83 pour cent

des investissements de la BERD en 2003 ont eu un impact sur la transition jugé "bon" ou "excellent".

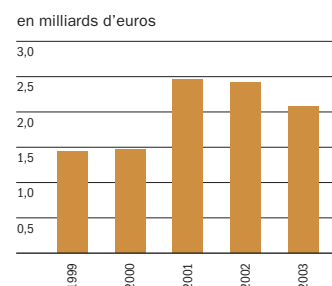
Impact sur la transition des projets signés 2001-2003



■ Projets ayant eu un impact sur la transition jugé à la signature "bon" ou "excellent".

I 2,10 milliards d'euros ont été décaissés en 2003.

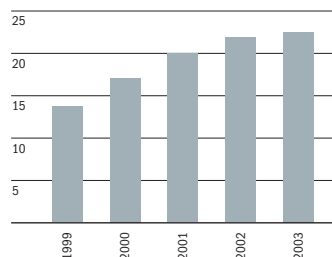
Décaissements annuels bruts 1999-2003¹



¹ La diminution des décaissements en 2003 par rapport à ceux de l'année 2002 s'explique par une plus forte proportion de garanties dans les opérations de la Banque et par la dégradation du taux de change du dollar par rapport à l'euro au cours de l'année.

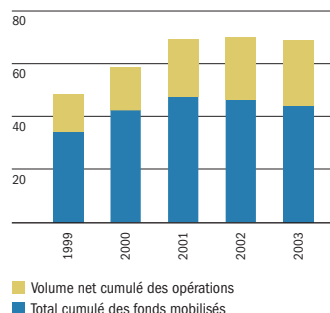
Total cumulé du volume des opérations 1999-2003

en milliards d'euros



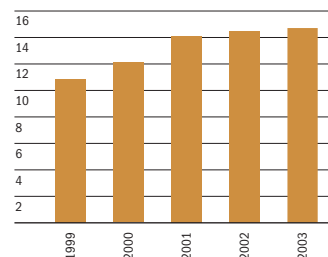
Total cumulé des fonds mobilisés 1999-2003

en milliards d'euros



Portefeuille de la BERD 1999-2003

en milliards d'euros



Total cumulé des opérations :
22,7 milliards d'euros. Elles ont
permis de mobiliser 45,8 milliards
d'euros supplémentaires.

Bénéfice après
dotation aux provisions :
378,2 millions d'euros.

Engagements annuels, 1999-2003

	2003	2002	2001	2000	1999	Total cumulé 1991-2003
Nombre de projets	119	102	102	95	88	1 017
(en millions d'euros)						
Financement de la BERD	3 721	3 899	3 656	2 673	2 162	22 668
Ressources mobilisées	5 307	4 862	6 212	5 188	4 862	45 822

Résultats financiers, 1999-2003

(en millions d'euros)	2003	2002	2001	2000	1999
Produit d'exploitation ¹	557,9	471,8	501,5	519,2	376,4
Frais généraux et dotation aux amortissements ¹	(158,0)	(177,1)	(206,7)	(192,1)	(172,8)
Bénéfice brut d'exploitation	399,9	294,7	294,7	327,1	203,6
Provisions pour dépréciation	(21,7)	(186,6)	(137,6)	(174,3)	(160,9)
Bénéfice net de l'exercice	378,2	108,1	157,2	152,8	42,7
Capital libéré	5 197	5 197	5 197	5 186	5 163
Fraction reçue (cumulée) du capital	4 626	4 350	4 063	3 769	3 480
Total des provisions et des réserves	2 159	1 952	1 713	1 278	1 040
Total des actifs	22 045	20 112	20 947	21 290	19 595

¹ Pendant l'exercice, la Banque a différé 45,2 millions d'euros (2002: 45,2 millions d'euros) de coûts directs liés à la constitution des prêts et au maintien des engagements sur le bilan, conformément aux normes comptables internationales. Ces coûts, ainsi que les commissions d'ouverture et d'engagement correspondantes, seront comptabilisés en produit des intérêts sur la période comprise entre le décaissement et le remboursement du prêt concerné. Exception faite de l'incidence de ces reports, le produit d'exploitation s'est élevé à 603,1 millions d'euros (2002 : 517 millions d'euros) pour l'exercice, les frais généraux et la dotation aux amortissements se montant à 203,2 millions d'euros (2002 : 222,3 millions d'euros).

Nouveaux projets de 2003



Institutions financières

En 2003, par ses prêts, garanties et prises de participations, la BERD a soutenu et renforcé le secteur financier pour lui permettre de mieux répondre aux besoins des entreprises locales. Les opérations concernant les institutions financières ont représenté **33 %** du volume total d'opérations de l'année.

Prêts aux banques

Les prêts aux banques, rétrocédés à des entreprises locales, ont continué d'augmenter, atteignant un total de **333 millions d'euros** en 2003. Ce chiffre reflète l'augmentation des financements allant aux petites entreprises dans les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne, ainsi que le nouveau programme de soutien aux municipalités locales par l'intermédiaire du secteur financier. Le nombre annuel des transactions effectuées dans le cadre du Programme d'aide aux échanges commerciaux a également augmenté, passant à 939 en 2003, soit un montant total de **319 millions d'euros**.

Prises de participations

En 2003, la Banque a pris dix participations au capital de banques. Ces opérations vont d'une participation de 0,1 million d'euros dans une augmentation de capital à un investissement pré-privatisation de 88 millions d'euros. De nouveaux engagements d'un montant total de **135 millions d'euros** ont été contractés dans les pays aux premiers stades ou aux stades intermédiaires de la transition et en Russie. La Banque continue d'être un des premiers investisseurs dans les fonds de placements privés qui fournissent des capitaux aux entreprises locales. En 2003, elle a investi environ **55 millions d'euros** en Europe Centrale. Dans le cadre de son Fonds régional de capital-risque, elle a également investi **13 millions d'euros** dans les pays aux premiers stades ou aux stades intermédiaires de la transition et en Russie.

Autres financements

Les financements accordés aux petites et micro entreprises par l'intermédiaire de banques locales se sont poursuivis en 2003 (voir page 19). Les nouveaux engagements, sous forme de participations et de prêts aux banques locales se sont élevés à **83 millions d'euros**. Le programme en faveur des petites et micro entreprises a été étendu à quatre nouveaux pays, ce qui porte à dix-huit le nombre total de pays bénéficiant du programme. Pendant l'année, la BERD a considérablement développé ses financements aux compagnies d'assurance, aux sociétés de crédit-bail et aux institutions de prêts hypothécaires. Le montant des nouvelles opérations a atteint **295 millions d'euros** pour l'année, principalement dans les pays aux stades avancés de la transition.



Infrastructures

Les projets d'infrastructures municipales et de transport entrepris dans la région en 2003 représentent **19 %** des investissements de la BERD.

Infrastructures municipales et environnementales

Les projets d'amélioration des systèmes de distribution d'eau et de traitement des eaux usées ont constitué une part importante des investissements de la BERD dans le secteur des infrastructures municipales en 2003. La Banque a également investi dans la modernisation des réseaux routiers et du chauffage urbains. Les projets signés dans ce secteur représentent au total **188 millions d'euros** et bénéficient d'un important financement des banques commerciales. Environ la moitié des projets ont été réalisés dans des pays candidats à l'adhésion à l'Union Européenne, ce qui traduit la demande soutenue de financements de la Banque dans ces régions. La BERD a également continué d'investir en Roumanie et en Russie. Un projet de traitement des eaux usées industrielles en Hongrie et une coentreprise avec la compagnie des eaux anglaise United Utilities (voir page 27) figuraient au nombre des nouveaux projets.

Transport

En 2003 les nouveaux projets lancés incluaient d'un prêt de deux millions d'euros pour la modernisation de l'aéroport de Tachkent (Ouzbékistan) et un prêt de 230 millions d'euros pour le financement d'un grand projet de construction routière en Russie. Le montant total des projets signés par la Banque s'est élevé à **512 millions d'euros** au cours de l'exercice. De même que par le passé, ces prêts ont été principalement accordés aux États, les prêts souverains représentant 70 % du total. Cela témoigne de la place prédominante que l'État continue de jouer dans le secteur des transports. Toutefois, les prêts à des entreprises étatiques non assortis de garanties souveraines et les projets du secteur privé devraient représenter à l'avenir une part croissante du portefeuille de la BERD dans le secteur des transports.



Énergie

Les projets liés au pétrole et à l'électricité ont occupé une place prépondérante dans ce secteur en 2003, tandis que l'efficacité énergétique et le respect des normes environnementales ont fait l'objet d'une attention croissante. Les projets énergétiques ont représenté **16 %** des engagements totaux de la Banque au cours de l'exercice.

Ressources naturelles

Le développement du secteur pétrolier russe est resté un secteur clé pour la BERD en 2003. La Banque a accordé un prêt de 59 millions d'euros à Transneftproduct, la société d'État qui gère les oléoducs transportant le pétrole raffiné russe, en vue de moderniser le réseau, d'accroître sa capacité et de mieux prévenir les déversements accidentels. Un investissement de la BERD dans Lukoil-Perm devrait améliorer les pratiques environnementales et l'efficacité opérationnelle de l'entreprise. Par ailleurs, un projet ambitieux visant à renforcer les normes écologiques en Europe centrale a été signé au cours de l'exercice. La BERD a accordé 150 millions d'euros à la compagnie pétrolière et gazière nationale hongroise, MOL, afin de financer des opérations de désulfuration et d'aider l'entreprise à se mettre en conformité avec les normes européennes. En Bulgarie, la BERD a accordé son premier prêt à des détaillants du secteur pétrolier afin de financer la construction de stations d'essence. Au total, les investissements de la BERD en 2003 se sont élevés à **238 millions d'euros**.

Électricité et énergie

Malgré les difficultés rencontrées sur le marché mondial de l'électricité, les investissements de la BERD ont atteint un niveau record en 2003. La Banque a signé cinq projets, d'un montant total supérieur à **313 millions d'euros**. Il s'agissait notamment du premier investissement dans le secteur privé bulgare et du premier projet transfrontières – associant l'ERY de Macédoine et la Bulgarie. La Banque a également financé des projets de distribution d'électricité, de production de charbon et d'expansion de la capacité de production d'électricité. Trois projets sont réalisés dans le cadre de partenariats avec de nouveaux investisseurs stratégiques. En outre, la Banque a engagé une série de consultations sur les questions de politique sectorielle. Il s'agit notamment d'une concertation avec l'Union européenne sur l'établissement d'un marché régional de l'énergie en Europe du Sud-Est et d'une concertation avec le gouvernement russe sur la restructuration du secteur de l'électricité du pays.

Efficacité énergétique

Le gouvernement des Pays-Bas et la BERD ont créé en 2003 l'un des premiers Fonds carbone afin de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre (voir page 22). Tous les projets que la BERD finance sont désormais soumis à une étude d'économie d'énergie. Cette initiative est financée par des dons des gouvernements italien, grec et néerlandais. Le montant investi dans de nouveaux projets comprenant une composante efficacité énergétique s'élève à **36 millions d'euros**. Parmi ces projets, figurent un investissement dans le secteur du potasse en Russie et une opération de modernisation des chemins de fer en Roumanie.



Autres secteurs

En 2003, les projets réalisés dans les secteurs de l'agro-industrie, de l'immobilier, du tourisme et des télécommunications ont représenté **18 %** du total des engagements de la BERD, tandis que les investissements dans le secteur manufacturier comptaient pour **14 %** du volume des opérations dans la Banque.

Agro-industrie

Dans ce secteur, les engagements au cours de l'année ont atteint un niveau élevé, les financements de la BERD s'élevant à **324 millions d'euros**. La Banque a en particulier signé des projets dans certains des pays les plus pauvres de la région. Les activités de Nestlé en Ouzbékistan, du groupe WJ en Moldova et du groupe Castel dans le Caucase devraient stimuler les économies de ces pays. Dans l'alimentation de détail, de nouveaux projets ont été signés pour le développement des supermarchés Cora en Hongrie (voir page 28) et la construction de supermarchés Billa, en Bulgarie, en Roumanie et en Ukraine. La BERD a également aidé Bonduelle, le premier producteur mondial de conserves de légumes, à s'implanter en Russie.

Immobilier et tourisme

Les secteurs de l'hôtellerie, de l'immobilier résidentiel et de l'immobilier de bureaux ont tous bénéficié de financements de la BERD en 2003. Au total, huit projets d'un montant de **159 millions d'euros** ont été signés dans onze pays. Le secteur des loisirs a été l'un des principaux bénéficiaires de ces opérations. Un prêt de 41 millions d'euros au groupe allemand TUI financera la rénovation d'hôtels et de clubs de vacances dans cinq pays d'Europe Centrale et d'Europe du Sud-Est (voir page 35). La Banque a signé les premiers projets d'immeubles de bureaux en Azerbaïdjan et en Serbie-et-Monténégro. Elle a également fait appel à un financement "mezzanine" novateur pour un projet d'immobilier résidentiel en Pologne. En 2004, la tendance à l'extension géographique de ces investissements devrait se poursuivre.

Télécommunications, technologies de l'information et médias

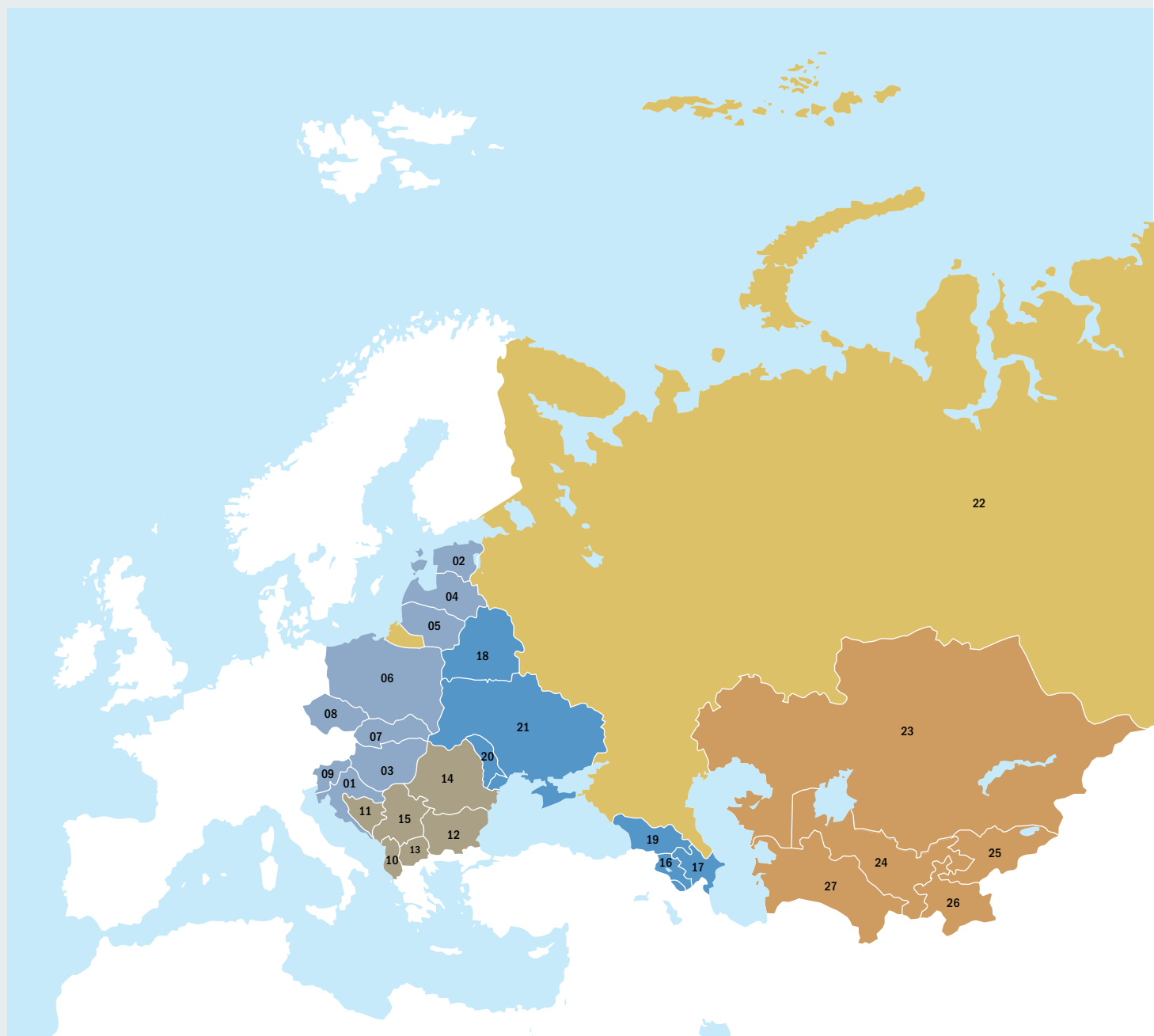
En 2003, la BERD a développé ses activités dans de nouveaux domaines tels que la télévision par câble, les services téléphoniques à large bande (Aster City en Pologne et Astral Telecom en Roumanie), les tableaux d'affichage électronique (News Outdoor en Russie) et la transmission de données à l'aide d'une technologie novatrice utilisant le laser (Laserbit en Hongrie). Dans le même temps, la Banque a continué à développer ses activités de base dans le domaine des télécommunications mobiles (Vodafone en Albanie et NTC en Russie). Outre un financement de la Banque de **202 millions d'euros**, les projets signés au cours de l'année ont mobilisé 900 millions d'euros provenant de banques commerciales et d'autres sources, avec notamment le premier prêt syndiqué au secteur kazakh des télécommunications (voir page 60). La Banque a également participé à plusieurs manifestations consacrées aux questions réglementaires et aux investissements.

Industries manufacturières

En 2003, la BERD a investi **516 millions d'euros** dans 27 projets manufacturiers couvrant des secteurs très divers, dans dix pays. La majorité de ces projets concerne la Russie. Il s'agit notamment d'une usine de production de panneaux de fibre (Kronospan), d'une usine de fabrication de verre flottant (Pilkington) et d'une usine de construction aéronautique (Sirocco Aerospace, voir page 51). Parmi les autres projets, on notera la création d'une co-entreprise entre le premier sidérurgiste mondial et un sidérurgiste russe (Severstal-Arcelor), l'expansion à l'échelle régionale des activités d'un fabricant croate de ciment (Nasicecement) et la construction de la première briqueterie roumaine (Wienerberger).

La région d'intervention de la BERD

Au 31 décembre 2003



Europe centrale et États baltes

- 01 Croatie
- 02 Estonie
- 03 Hongrie
- 04 Lettonie
- 05 Lituanie
- 06 Pologne
- 07 République slovaque
- 08 République tchèque
- 09 Slovénie

(voir page 24)

Europe du Sud-Est

- 10 Albanie
- 11 Bosnie-Herzégovine
- 12 Bulgarie
- 13 ERY de Macédoine
- 14 Roumanie
- 15 Serbie-et-Monténégro

(voir page 32)



**Europe orientale
et Caucase**

- 16 Arménie
- 17 Azerbaïdjan
- 18 Bélarus
- 19 Géorgie
- 20 Moldova
- 21 Ukraine

(voir page 40)

Fédération de Russie

- 22 (voir page 48)

Asie centrale

- 23 Kazakhstan
- 24 Ouzbékistan
- 25 République kirghize
- 26 Tadjikistan
- 27 Turkménistan

(voir page 56)

Message du Président



Alors que les pays de sa région d'intervention progressent sur la voie de la transition, la BERD opère sa propre transformation. Les résultats obtenus en 2003 traduisent bien le chemin parcouru et esquissent des perspectives pour l'avenir.

La croissance économique de la région a permis à la Banque de lancer un programme d'investissement record : 119 nouveaux projets répartis sur l'ensemble des 27 pays, de l'Europe centrale à l'Asie centrale en passant par la Russie. Ces projets ont été choisis pour le rôle moteur qu'ils pouvaient jouer dans la transition vers l'économie de marché. Le volume des opérations – 3,7 milliards d'euros – et les bénéfices réalisés – 378 millions d'euros – témoignent de la qualité des investissements et des bonnes performances de ces projets, conçus pour attirer les investisseurs privés dans la région.

L'année 2004 ne sera pas exempte de changements. Forte des bons résultats acquis en 2003, la Banque s'emploiera à explorer de nouvelles voies. Les bénéfices obtenus seront réinvestis dans des projets peut-être plus risqués, mais dont l'impact potentiel sera d'autant plus élevé pour les habitants de la région. La BERD continuera de mettre l'accent sur les pays les moins avancés, dont les besoins sont les plus immédiats mais qui manquent de moyens pour attirer les investisseurs. Dans les pays les plus pauvres des Balkans, du Caucase et de l'Asie centrale, de nouveaux programmes d'aide aux petits investissements viendront soutenir les entrepreneurs et les commerçants qui sont au cœur de l'économie de marché. Le montage des opérations tiendra compte des difficultés qui caractérisent le climat des affaires dans ces différents pays. Grâce à sa crédibilité et aux bons résultats enregistrés en 2003, la Banque est désormais en mesure de s'engager dans cette voie.

Les investissements dans les huit pays d'opérations qui rejoindront l'Union européenne en 2004 se poursuivront sous une forme adaptée à leurs besoins : si ces pays ont progressé de manière spectaculaire en développant leur économie tout en s'ouvrant à la démocratie, il leur reste à achever leur transition vers une véritable économie de marché. La Banque s'attachera à renforcer les moyennes entreprises et à développer le secteur bancaire. Elle apportera son aide aux municipalités, pour que les habitants puissent bénéficier de services publics économiquement viables et de meilleure qualité, notamment dans les domaines des transports, de l'eau et du chauffage urbain.

Dans des pays comme la Russie, la Banque s'attaquera aux disparités entre les grandes agglomérations et les régions en renforçant ses investissements dans les petites villes et les zones rurales. Celles-ci pourraient tout particulièrement bénéficier de projets dans les domaines des agro-industries, de la réorganisation des services municipaux et du financement de petites entreprises, projets qui contribuent également au développement des infrastructures.

Ce sont les enseignements de 2003 qui dessineront le plan de marche pour l'année 2004. L'année écoulée a été marquée par des projets de taille plus réduite – notamment dans les moins grands pays – et par des opérations d'ampleur exceptionnelle comme la construction de l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan (BTC). Dans les petits comme dans les grands projets, nous avons appris à mieux travailler avec les populations locales pour adapter notre action à leurs besoins. Pour le projet BTC, la Banque a organisé une enquête publique pour que les populations géorgiennes et azéries puissent présenter leurs questions, obtenir des réponses et proposer des améliorations. À la faveur de ce projet, des nombreux contacts établis et des diverses réunions tenues – à Londres et ailleurs – avec les organisations non gouvernementales, la Banque a établi de nouvelles normes en matière de consultation des populations concernées par ses investissements.

Dans cet esprit, un mécanisme officiel a été créé en 2003 afin que toute communauté concernée par un projet financé par la BERD puisse exprimer ses préoccupations. Le Mécanisme de recours indépendant, qui entrera en vigueur en 2004, permet à la Banque de s'assurer – en toute transparence – que ses projets respectent les normes et procédures en vigueur et renforce son statut d'institution comptable de son action.

Nous avons également organisé en 2003 des consultations dans plusieurs villes afin d'actualiser notre politique de l'environnement – une des pierres angulaires de nos opérations. En outre, dans le cadre d'une nouvelle politique de communication, nous mettons nos principaux documents de stratégie et de politique à la disposition du public dans les différentes langues des pays où la Banque intervient.

Lors de son Assemblée annuelle de 2003, tenue en Ouzbékistan, la BERD a réaffirmé sa volonté de se mettre à l'écoute de tous ses membres. Un dialogue approfondi s'est instauré, consacré à la mission spécifique de la Banque : promouvoir les principes de la démocratie et de l'économie de marché. L'Assemblée annuelle nous a également offert l'occasion privilégiée de nous entretenir des problèmes régionaux avec les Présidents des pays d'Asie centrale.

L'année 2003 nous a montré l'importance d'être à l'écoute – et, avant tout, à l'écoute de nos clients. Ce point est d'autant plus important que davantage d'entreprises de la région décident progressivement d'investir dans leur propre pays ou chez leurs voisins immédiats. La BERD a modifié sa politique d'allocation des ressources humaines en renforçant la présence de ses banquiers sur le terrain. En contact étroit avec les clients et grâce aux compétences acquises au siège de la Banque, ils se trouvent particulièrement bien placés pour apprécier les possibilités de projets et évaluer les besoins de ces pays.

Notre stratégie d'investissement s'appuie sur le jugement professionnel de ces banquiers – qu'ils soient basés dans la région ou à Londres – ainsi que sur le dialogue que les cadres de la Banque et moi-même entretenons de manière continue avec les responsables politiques et les chefs d'entreprise des pays d'opérations. Dans toute la région, chacun – du Président à l'entrepreneur – nous adresse un message clair pour l'avenir : quand bien même la voie de la transition serait semée d'embûches, elle est bien celle que nous devons suivre.



Jean Lemierre
Président

01 Une région tournée vers l'avenir





Au cours de l'année écoulée, la BERD a travaillé intensément et obtenu de bons résultats. Ses activités et ses succès sont à l'image d'une région qui avance à grand pas.

Pour la troisième année consécutive, la croissance des pays d'opérations de la BERD a dépassé celle du reste du monde et chacun des 27 pays de la région, de l'Europe centrale à l'Asie centrale, a enregistré un taux de croissance positif. Huit pays en transition ont progressé sur la voie de leur adhésion à l'Union européenne en 2004. L'élargissement de l'Union européenne est un événement économique et politique majeur qui témoigne des progrès substantiels accomplis par ces pays sur la voie d'une économie de marché viable et efficace et marque une nouvelle étape dans le processus d'intégration au marché unique européen.

En 2003, la Russie a résolument avancé sur la voie d'une économie plus solide et mieux intégrée à l'économie mondiale. Ailleurs, on a également assisté à une évolution politique et notamment à une reprise prometteuse du processus démocratique en Géorgie. Dans un certain nombre de pays, de nouvelles réformes économiques ont été mises en œuvre pour améliorer le climat de l'investissement tandis que de nouveaux investissements transfrontières associant plusieurs pays ont été réalisés.

La BERD a travaillé à un rythme soutenu. Elle a conclu en 2003 un nombre record d'opérations et identifié de solides projets dans chaque pays et dans presque tous les secteurs. Mais, en allant de l'avant, elle a aussi pris soin de rester à l'écoute des habitants de la région pour bien cerner l'évolution de leurs besoins et – le cas échéant – infléchir ses priorités. Elle a aussi lancé de nouvelles idées et des produits novateurs, conçus en fonction de son objectif : aider les pays à opérer une transition judicieuse vers une véritable économie de marché fondée sur les principes démocratiques.

Le plan de marche de la BERD

Encouragée par les bons résultats de la région, la BERD a investi 3,7 milliards d'euros en 2003, réalisant ainsi les objectifs fixés. Un nombre record de projets ont été entrepris, souvent plus petits que par le passé. Au total, la BERD a financé 119 projets, contre 102 au cours de l'année précédente.

En 2003, plus de 80 % des opérations de la BERD ont eu un impact sur la transition jugé "bon" ou "excellent". Au cours de l'année, des projets ont été signés dans tous les 27 pays d'opérations. Le nombre de ces projets a été conforme aux objectifs fixés.

Au fur et à mesure des progrès de la transition, les pays d'Europe centrale et les États baltes – qui se trouvent déjà aux stades avancés – ont un besoin permanent de sources complémentaires de financement. En 2003, 31 % du volume des opérations de la BERD ont concerné ces pays. Cette part devrait

diminuer progressivement au cours des prochaines années, mais restera importante, compte tenu des besoins d'investissement qui continueront à se faire sentir après l'adhésion à l'Union européenne.

Les pays d'Asie centrale, d'Europe du Sud-Est et du Caucase aux premiers stades de la transition ont reçu 39 % des financements en 2003. La BERD s'intéressera de plus en plus à cette partie de la région, dont les pays comptent parmi les plus pauvres et dont le besoin de financement est le plus pressant. Le volume des investissements de la Banque devrait donc s'élever au cours des prochaines années, au fur et à mesure qu'elle accroîtra la proportion de ses activités dans la région.

En 2003, 30 % des investissements de la BERD sont allés à la Russie. Les bonnes politiques économiques appliquées par ce pays, combinées à une croissance vigoureuse, ont permis à la Banque de financer dans les secteurs public et privé des projets de tous ordres : des petites

initiatives privées aux opérations de grande ampleur dans le secteur gazier et pétrolier. Il est probable qu'à l'avenir, la part des activités de la BERD en Russie continuera d'augmenter, compte tenu des énormes besoins d'investissement de ce pays.

La dépréciation du taux de change du dollar par rapport à l'euro, soit environ 20 % au cours de l'année, a entraîné une diminution de la valeur des transactions et des décaissements comptabilisés à la fin de l'année. Elle a également eu un léger effet de distorsion sur la répartition régionale des investissements car les opérations effectuées en Russie et dans les pays aux premiers stades de la transition étaient libellées en dollars (monnaie plus faible) tandis que celles effectuées dans les pays d'Europe centrale étaient libellées en euros (monnaie plus forte). Les décaissements de l'année 2003 se sont établis à 2,1 milliards d'euros, soit un niveau légèrement inférieur à celui de l'année précédente du fait de la dépréciation du taux de change et de l'augmentation de la part relative des garanties dans



Un large éventail de projets

En 2003 en Lituanie, la BERD a investi 7 millions d'euros pour améliorer la gestion du trafic et encourager l'activité à Vilnius, ville dont l'activité joue un rôle moteur dans l'économie nationale. Le projet finance également d'autres activités de développement urbain et devrait être suivi de nouveaux investissements de la BERD et d'autres institutions financières dans l'infrastructure de la ville.

Dans un contexte tout à fait différent, la BERD a consenti un prêt de 88 millions d'euros à la Banca Comerciala Romana, principale banque roumaine, pour financer sa privatisation et améliorer les perspectives d'adhésion de ce pays à l'Union européenne.

l'ensemble des opérations de la BERD. À la fin de l'année, le stock des actifs dépréciés était à son niveau le plus bas depuis 1997, soit 492 millions d'euros, contre 619 millions d'euros à la fin de l'année 2002.

L'impact des financements de la BERD a été amplifié par le succès sans précédent des actions entreprises pour associer des institutions commerciales à des **opérations de cofinancement**. Ces institutions ont investi environ 2,7 milliards d'euros en association avec la BERD, soit un niveau dépassant de plus de 30 % le record atteint en 2001. Les financements syndiqués ont concerné 15 pays, pour des montants s'élevant, par ordre décroissant, à 1,1 milliard d'euros en Hongrie, à 397 millions d'euros en Russie, à 346 millions d'euros en Bulgarie et à 310 millions d'euros en Pologne. Deux seulement des projets cofinancés en Russie ont concerné le secteur pétrolier pourtant particulièrement rentable, ce qui indique clairement que la BERD est déterminée à soutenir des projets industriels diversifiés et que ses partenaires de cofinancement sont prêts à l'appuyer. Dans l'ensemble de la région, les investissements conjoints se sont orientés vers un large éventail de nouvelles activités, de la sidérurgie à l'électricité en passant par la production de potasse et les techniques de stockage.

À l'écoute des populations

La BERD s'attache en permanence à écouter les commentaires des habitants de la région sur ses projets, à constamment réexaminer les priorités, et ensuite – selon les orientations fournies par les actionnaires et dans le cadre de processus institutionnels bien définis, énoncés dans des documents comme le *Medium-Term Strategy Update* – à procéder à un recadrage et, si nécessaire, à modifier ses priorités.

Ce travail d'analyse permanent s'effectue de diverses façons : en évaluant les besoins les plus aigus et l'impact potentiel d'un investissement sur la région, en se mettant à l'écoute des habitants et en ajustant les outils dont dispose la BERD



Prêts en association avec le secteur privé

L'investissement de la BERD dans Severstal-Acelor constitue un bon exemple des moyens qu'utilise la BERD pour attirer des bailleurs de fonds commerciaux et les associer à des projets novateurs dans un secteur exigeant. Il s'agit de la première grande co-entreprise associant l'un des principaux producteurs russe au plus grand sidérurgiste occidental. Ce prêt, d'un montant de 90 millions d'euros et d'une durée de sept ans, financera la construction d'une chaîne de production d'acier destiné principalement à l'industrie automobile locale. La BERD a syndiqué un prêt de 32 millions d'euros auprès de banques commerciales d'Europe occidentale et du Canada. Grâce à cette opération, elle a diversifié les sources de financement et augmenté l'impact de son prêt.

En Europe centrale, la BERD apporte une valeur ajoutée en s'associant à des banques commerciales dans ses domaines d'expertise comme l'environnement et les restructurations industrielles. Elle a, par exemple, participé à un investissement de 750 millions d'euros dans la compagnie pétrolière et gazière hongroise MOL. Le prêt de la BERD, soit 150 millions d'euros, qui vise à améliorer les performances environnementales de la compagnie, s'accompagne d'un prêt syndiqué de 600 millions d'euros accordé à MOL par un syndicat de banques commerciales.

pour communiquer avec ses nombreux pays membres. Cette année, tous ces éléments sont entrés en jeu.

Si, dans son ensemble, la région a progressé, certains pays ont incontestablement connu des difficultés particulières. Dans les pays les plus avancés, les stratégies d'investissement s'attaqueront à de nouveaux défis, tels que la restructuration de grandes sociétés et l'expansion des activités des entreprises locales qui seront la pierre angulaire de la nouvelle économie au sein de l'Union européenne. Le document *Medium-Term Strategy Update* prescrit également de mettre d'avantage l'accent sur la Russie et les autres pays situés plus à l'est, qui sont en retard par rapport aux pays d'Europe centrale et ont besoin de disposer à l'avenir d'une aide accrue pour accélérer leur transition vers une véritable économie de marché.

En 2003, la BERD a continué à financer les secteurs vitaux de l'économie dans ses 27 pays d'opérations. Elle a également accordé une attention particulière aux besoins de certains des **pays les plus pauvres**. Une initiative a été mise en œuvre pour lutter contre la pauvreté et

éliminer les obstacles à l'investissement dans le groupe de pays suivants : Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize et Tadjikistan. Sur cette base, la BERD a commandé en 2003 une étude visant à déterminer quelles pourraient être, au-delà du programme d'investissement traditionnel, les modalités d'une aide spéciale à ces pays. En 2004, la BERD commencera à utiliser de nouveaux instruments et à mettre en œuvre de nouveaux programmes spécialement conçus pour les environnements les plus difficiles, en s'attachant particulièrement à la coopération régionale et à la réforme du secteur public.

Le **Programme de redressement des entreprises**, déjà en place, met le talent d'entrepreneurs expérimentés venus de tous les horizons au service de certains des pays les plus pauvres afin d'aider des entreprises en difficulté à modifier leurs méthodes de travail. Ce programme, qui est entièrement financé par des donateurs, contribue au développement des économies de ces pays et ouvre la voie à de nouveaux investissements de la BERD.

Dans tous ses investissements, la BERD met tout particulièrement l'accent sur le respect des **principes démocratiques**. Chaque stratégie de pays comporte une évaluation de l'engagement des autorités envers les principes de la démocratie pluraliste, du pluralisme et de l'économie de marché énoncés à l'Article 1 de l'Accord portant création de la BERD et de l'application de ces principes. De graves réserves ayant été émises à cet égard au Bélarus et au Turkménistan, la BERD limite ses investissements dans ces pays à des projets du secteur privé favorisant le processus de réforme.

En mars 2003, la BERD a adopté une nouvelle stratégie pour l'Ouzbékistan, qui lie l'intervention de la BERD dans ce pays à des progrès manifestes dans les sphères économique et sociale. Cette stratégie établit sept critères précisant les domaines dans lesquels ce pays doit prendre des mesures essentielles dans le sens de la démocratie pluraliste et de l'économie de marché. L'un de ces critères est le respect des droits de l'homme, conformément aux conclusions du Rapporteur du Haut-Commissaire des



Investissements transfrontières

Les investissements transfrontières sont un des moyens permettant de soutenir les petits pays en les aidant à combiner leurs atouts. En 2003, la BERD a financé le premier prêt transfrontière dans le secteur de l'énergie. Il s'agissait d'un investissement de 40 millions d'euros dans la société Elektrostopanstvo na Makedonija (ESM), société d'état de l'ERY de Macédoine. Ce prêt contribuera à la construction d'une ligne de transport de 150 km qui pénétrera en Bulgarie voisine et desservira les deux pays. Ce projet devrait également favoriser la création d'un marché régional de l'électricité en Europe du Sud-Est.

Nations Unies aux droits de l'homme, qui a fait état du caractère "systématique" de la torture dans ce pays.

Après l'adoption de cette stratégie, les progrès réalisés aux termes de ces sept critères ont été examinés lors de l'Assemblée annuelle de la BERD, qui s'est tenue à Tachkent en mai 2003, et de deux missions d'évaluation dirigées par le Secrétaire général de la BERD en juillet et novembre de la même année. En février 2004, une délégation du Conseil d'administration de la BERD s'est rendue en Ouzbékistan pour préparer l'évaluation de la stratégie de la BERD dans ce pays, qui doit avoir lieu en 2004. La BERD prendra également en compte les évaluations faites par d'autres institutions internationales et organisations non gouvernementales (ONG).

En décembre, le Conseil d'administration a décidé de lancer le processus permettant à la **Mongolie** de devenir l'un des pays d'opérations de la BERD. Dans la mesure où ce pays a fait partie de la sphère d'influence de l'ex-Union soviétique et se trouve confronté aux mêmes difficultés que d'autres pays d'opérations, la BERD estime qu'elle peut contribuer à faciliter sa transition vers l'économie de marché. En janvier 2004, le Conseil d'administration et le Conseil des gouverneurs ont déclaré qu'ils appuyaient unanimement la demande d'admission de la Mongolie au statut de pays bénéficiaire. Cette admission requiert un amendement de l'Accord portant création de la Banque, dans la mesure où la Mongolie se trouve à l'extérieur du territoire d'activité de la BERD, tel que l'Accord l'a défini au départ.

En 2003, l'un des grands projets examinés par la BERD a été l'oléoduc **Bakou-Tbilissi-Ceyhan** (BTC). Ce projet a innové en matière de consultation des populations concernées par les opérations de la Banque. Sa préparation a donné lieu à de nombreuses réunions et échanges de correspondance avec les ONG, le promoteur du projet, les entreprises, les autorités et les autres parties prenantes.

Avant la présentation du projet au Conseil d'administration, en novembre 2003, la BERD a tenu avec la Société financière internationale six réunions publiques en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Turquie. Environ 800 personnes sont venues exprimer leur point de vue sur l'indemnisation des terres expropriées, sur les emplois et sur le trajet de l'oléoduc, qui traversait des zones écologiquement fragiles. Ces réunions publiques ont été l'occasion de mieux comprendre les préoccupations des habitants et de donner aux collectivités locales des informations et des explications sur la construction et le fonctionnement de l'oléoduc et sur les contrôles qui seraient mis en œuvre pour préserver l'environnement.

Lorsqu'il a décidé de financer le projet, le Conseil d'administration a examiné le rapport décrivant ces nombreuses consultations. Dans le même esprit, des initiatives parallèles ont été lancées. La BERD et le groupe pétrolier BP ont décidé de lancer une initiative régionale de développement pour créer des emplois à long terme et promouvoir un développement économique durable après l'achèvement de la construction de l'oléoduc. Cette initiative encouragera le développement du secteur privé par le biais de nombreuses initiatives locales, telles que des prêts ou des dons aux micro-entreprises, des programmes de formation et la mise en place d'infrastructures. La BERD et le groupe pétrolier BP ont chacun alloué un montant de 20 millions d'euros sous forme de dons et de prêts au titre de cette initiative.

De nombreuses consultations ont également été menées en vue de l'actualisation de la **politique de l'environnement** de la BERD. Là aussi, la Banque a organisé des réunions sur le terrain à l'intention des habitants de la région et des alentours, qui sont concernés par cette politique environnementale (voir page 18). Cet exercice de grande ampleur a assurément contribué à améliorer la qualité de la nouvelle politique environnementale de la BERD, mais aussi à mieux faire comprendre l'importance du respect de l'environnement dans toutes les activités d'investissement de la BERD.

La démarche suivie dans le cadre de projets tels que le BTC, et la révision des politiques de la Banque, telles que la politique environnementale, témoignent de sa volonté d'opérer de façon **transparente et responsable**. La politique de l'information de la Banque, qui établit des principes clairs en matière d'information et de consultation du public a également fait l'objet d'une révision majeure en 2003.

La nouvelle **politique de l'information** prévoit des consultations plus nombreuses et plus faciles avec les communautés locales et l'ensemble du public. Aux termes de cette politique, la BERD invite le public à participer à la préparation de la nouvelle stratégie dans chacun des pays d'opérations. La BERD met en lumière les questions qui seront traitées et demande au public de présenter des commentaires sur l'ensemble des questions soulevées par la stratégie. Un délai d'au moins 8 semaines est prévu à cet effet. Le Conseil d'administration prend connaissance de tous les commentaires avant d'approuver la stratégie. Ces commentaires sont ensuite publiés sur le site web de la Banque. Ces principes directeurs s'appliquent également à toute nouvelle politique sectorielle.

La BERD affiche le calendrier des examens de stratégie à venir sur son site web pour que les ONG et les autres parties intéressées puissent participer pleinement au processus de consultation. Après que le Conseil d'administration a approuvé la stratégie, la version finale est également affichée sur le site web.

À titre expérimental, toutes les stratégies de pays approuvées par le Conseil d'administration seront traduites dans la langue locale pertinente. Les principales politiques qui régissent la transparence des opérations de la Banque et le dialogue avec le public – la politique de l'information, la politique de l'environnement et le nouveau Mécanisme de recours indépendant – sont également en cours de traduction.

Nouvelle politique de l'environnement

La BERD, après des consultations approfondies, et notamment l'organisation d'ateliers à Londres, Szentendre, Moscou et Bakou, a approuvé en avril 2003 une nouvelle politique de l'environnement. Cette nouvelle politique ne traite pas seulement des questions d'écologie et d'hygiène industrielle, mais aussi de problèmes comme le travail des enfants, le travail forcé et la discrimination sur le lieu de travail. Elle établit en outre des critères pour l'examen des questions ayant trait aux communautés locales telles que l'impact des investissements de la BERD sur les populations et sur leur héritage culturel.

Selon cette nouvelle politique, tous les projets financés par la BERD doivent se conformer aux normes nationales et internationales en la matière. Tout projet impliquant une réinstallation ou concernant une population autochtone ou un héritage culturel doit également respecter les politiques de sauvegarde de la Banque mondiale.

De nombreuses améliorations ont été apportées au mécanisme de consultation du public et de communication de l'information. Par exemple :

- Les études d'impact sur l'environnement (EIE) – établies pour les projets les plus sensibles (de catégorie A) – doivent être communiquées au public dans les langues locales.
- Lors de la préparation de ces études, un programme de consultation et d'information du public doit être établi afin d'identifier les personnes qui seront affectées par le projet. Le programme doit également indiquer comment le client a l'intention de communiquer avec ces personnes, quel type d'information sera donné et de quelle façon les commentaires seront pris en compte.
- Après les consultations, le client doit informer les personnes concernées par le projet de la façon dont leurs commentaires ont été pris en compte et leur communiquer les décisions finales qui ont été prises sur le projet.
- Dans le cas de projets moins sensibles (catégorie B), un résumé des principaux problèmes et des mesures à prendre doit être communiqué aux communautés locales avant l'examen du projet par le Conseil d'administration de la BERD.
- Après l'approbation du projet par la BERD, le client doit informer chaque année le public sur les questions relatives à l'environnement et à l'hygiène industrielle et sur les procédures de consultation dans le cas des projets de catégorie A. Pour toutes les autres catégories de projets, la situation en termes d'environnement fera l'objet d'un rapport disponible sur le site web de la BERD et régulièrement mis à jour (dans le synopsis correspondant).

Pour améliorer la façon dont elle s'acquitte de ses responsabilités, la BERD publiera, à compter de l'année 2004, un rapport annuel sur les aspects écologiques de ses investissements et sur les résultats des entreprises dans ce domaine.

Le **Mécanisme de recours indépendant** établit une procédure pour le traitement des plaintes émanant de personnes qui pourraient être affectées par un projet financé par la BERD. Cette procédure permet de déterminer si la Banque a respecté les principes fixés et si elle doit faire appel à des techniques de résolution des problèmes, telles que les missions de collecte de données indépendantes. Ce Mécanisme devrait entrer en vigueur au cours de l'année 2004.

Outre l'adoption de nouvelles politiques, la Banque a créé en 2003 une nouvelle **structure organisationnelle** séparant les fonctions de trésorerie de la gestion des risques. Elle se conforme ainsi aux meilleures pratiques financières et aux normes les plus rigoureuses en matière de gouvernance des entreprises (voir page 102). Afin que la BERD reste à la pointe du progrès dans ce domaine, le Conseil d'administration a décidé de créer un groupe de travail pour réexaminer le mandat du Comité d'audit. Après examen des différentes options, il a également été décidé de maintenir le siège de la Banque dans son site actuel (One Exchange Square, Londres) plutôt que de le transférer sur un autre site.

Le Responsable de la déontologie de la BERD veille à ce que le personnel de la Banque se conforme aux normes éthiques les plus rigoureuses dans ses activités professionnelles. Il examine les conflits d'intérêt qui pourraient survenir et enquête sur d'éventuels manquements. Au sein de la Banque, il s'emploie à promouvoir le respect des normes d'**intégrité** et à mettre en place les mécanismes de contrôle applicables aux opérations et aux clients de la Banque, notamment en matière d'enquête et de lutte contre le blanchiment d'argent, le financement du terrorisme et la corruption.

Unis dans l'action

Les principales opérations de la BERD sont des prêts et des participations, consentis en vue de financer les entreprises de nombreux secteurs. Toutefois, la Banque dispose d'un éventail de méthodes pour répondre à des besoins particuliers selon les sites, les périodes et les contextes. Elle a considérablement développé ses financements aux petites entreprises et créé de nouveaux mécanismes, tels que l'échange de droits d'émission de carbone pour des projets favorables à l'environnement ou encore un programme de soutien au commerce international, activité d'importance capitale. Souvent, les organisations partenaires apportent également des financements et d'autres formes d'appui.

Le financement des petites entreprises est un instrument d'action important. Dans nombre de pays aux premiers stades de la transition, il est difficile ou simplement impossible d'obtenir de petits prêts. Pour répondre aux besoins croissants dans ce domaine, la BERD consent des lignes de crédit aux banques

locales qui rétrocèdent des prêts aux micro et petites entreprises. Elle finance également des fonds de placement qui apportent un appui aux petites entreprises et crée des établissements spécialisés dans le microfinancement.

En 2003, nous avons apporté certaines innovations au programme en faveur des micro et petites entreprises, comme des micro-prêts "express" qui sont le plus souvent décaissés dans les 24 heures. Les emprunteurs n'ont pas à fournir des garanties et peuvent obtenir des prêts allant de 550 à 2 400 euros. Le programme a également créé des "succursales mobiles" qui permettent d'atteindre certaines des populations isolées, et peuvent ainsi offrir à ces collectivités leur premier accès aux banques. Un projet pilote a rencontré un grand succès dans une région montagneuse de Géorgie.

Les États-Unis ont été la principale source de financement de ces programmes avec une contribution de 71 millions d'euros. Le **Mécanisme EU-BERD de financement des PME** encourage le développement du secteur

privé en Europe du Sud-Est et dans les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition. Depuis son démarrage en 2000, le Mécanisme a fourni près de 200 000 prêts, d'un montant total de 950 millions d'euros à des micro, petites, et moyennes entreprises (PME) de 12 pays, par l'intermédiaire d'un réseau de banques locales. En maintenant le montant moyen des prêts à un montant inférieur à 5 000 euros, il peut répondre aux besoins de très petites entreprises qui rencontrent des difficultés pour trouver des financements d'autres sources. Le Mécanisme vise également à alléger les obstacles juridiques et réglementaires qui pèsent sur le financement des petites entreprises.

En 2003, le programme en faveur des micro et petites entreprises a été étendu à la Croatie, à l'ERY de Macédoine, à la Serbie-et-Monténégro, au Tadjikistan dans le cadre des actions menées par la BERD pour apporter une aide aux plus pauvres de ses pays d'opérations. Au cours des deux premiers mois, 165 prêts environ ont été décaissés au Tadjikistan, d'un montant moyen de 1 900 euros. Dans



Soutien aux petites entreprises

En 2003, la BERD a accordé près de 200 000 prêts d'un montant total de 956 millions d'euros, dans le cadre d'un programme de prêts aux micro et petites entreprises. En encourageant l'essor de ce secteur, elle soutient l'innovation, la concurrence et la transparence, qui sont essentielles pour créer plus d'emplois, réduire la pauvreté et stimuler la croissance. Depuis son lancement, ce programme a accordé près de 450 000 prêts, d'une valeur de 2,47 milliards d'euros. Les financements, qui bénéficient de l'appui de donateurs, s'effectuent par l'intermédiaire de 52 institutions financières, opérant dans 18 pays.



Un prêt modeste, des résultats spectaculaires

La société Boriana est une entreprise familiale d'un petit village de la région montagneuse de Rhodopa (Bulgarie). Sa principale activité est la fabrication de lames de parquet à partir de billes issues des forêts locales. En 2003, les besoins de financement de la société étaient en hausse rapide. Les affaires étaient en plein essor, le nombre de clients augmentait et la société avait la possibilité d'obtenir des ristournes si elle commandait de gros volumes de bois à ses fournisseurs. Pour faire face à ses besoins de financement, elle s'est adressée à la banque Raiffeisen (Bulgarie) qui bénéficie du Mécanisme UE-BERD de financement des PME.

Après une analyse approfondie du dossier, la Banque a accordé un prêt de 10 000 euros sur 24 mois. Ce financement a permis à Boriana d'accroître son chiffre d'affaire de 24 %. Les commandes locales ont augmenté et la société a commencé à exporter en Grèce, accroissant ainsi ses profits. Six mois plus tard, elle a demandé des financements supplémentaires et obtenu un nouveau prêt de 4 700 euros pour l'achat de matériel de façonnage du bois. Les nouvelles machines ont contribué à l'accroissement de la capacité de production et à de nouveaux gains d'efficacité.

les pays, comme la Bulgarie et l'Ukraine, où le programme est établi depuis plus longtemps, le nombre de prêts attribués a été respectivement de 2 000 et 5 000. Au Kazakhstan, le programme en est à sa cinquième année, plus de 75 000 prêts ont été décaissés.

Le Mécanisme UE-BERD de financement des PME accorde des financements à des banques, à des sociétés de crédit-bail et à des fonds de placement dans les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne. Outre les lignes de crédit de la BERD, le Mécanisme apporte une assistance technique aux institutions participantes et les aide à renforcer leurs capacités de façon à mieux répondre aux besoins des PME clientes ; environ 2 700 agents de crédit et de prêt ont déjà été formés dans le cadre de ce programme. En 2003, la Banque a porté le volume des financements disponibles à 700 millions d'euros, tandis que l'Union européenne finance des activités de prêt et de crédit-bail à hauteur de 114 millions d'euros.

Les opérations du programme couvrent les dix pays qui vont devenir membres de l'Union européenne. À la fin de l'année 2003, 26 banques et 18 sociétés de crédit-bail participaient au Mécanisme et les engagements contractés par la BERD pour des projets déjà signés s'élevaient à 645 millions d'euros. Ainsi, plus de 25 000 prêts et opérations de crédit-bail, d'un montant total de 590 millions d'euros ont concerné des PME dans toute la région. En maintenant le montant moyen des prêts à un niveau assez bas – 25 500 euros – le Mécanisme a pu aider les plus petites de ces entreprises. Grâce à lui, les PME clientes bénéficient d'un meilleur accès aux moyens de financement et de services de meilleure qualité.

Le **Mécanisme d'investissement direct** de la BERD offre un autre moyen d'investir là où les besoins sont les plus importants. Il finance des prises de participations dans des entreprises privées des régions les plus pauvres qui n'ont guère accès à d'autres sources de financement : Caucase, Asie centrale, Europe du Sud-Est, certaines parties de la Russie et des États voisins du Bélarus, de Moldova et d'Ukraine. À la fin de l'année 2003, 29 projets avaient été approuvés dans 14 pays et environ 25 millions d'euros avaient décaissés. Dans les régions les plus pauvres, l'investissement moyen est de 600 000 d'euros, tandis qu'il atteint 2 millions d'euros dans les régions à revenus plus élevés. Le Mécanisme encourage également l'adoption de bonnes pratiques de gestion et favorise la transparence et l'amélioration de la gouvernance des entreprises.

Le **Programme d'aide aux échanges commerciaux** (PAEC) de la BERD garantit les transactions commerciales en vue d'encourager le commerce d'importation et d'exportation. Il accorde également des prêts à court terme à certaines banques, qui rétrocèdent ces prêts aux importateurs et exportateurs nationaux. Plus de 30 % des transactions bénéficiant de garanties dans le cadre du Programme concernent les produits et le matériel agricoles, tels que l'exportation de tracteurs du Bélarus à destination de la Moldova et de vins de la Moldova vers la Russie. La majorité des opérations concernent les petites entreprises et la moitié sont d'un montant inférieur à 100 000 euros. Un grand nombre de ces transactions seraient impossibles sans le Programme.

En 2003, le volume des opérations effectuées au titre du Programme a progressé de 47 % par rapport à l'année précédente. Le nombre total de transactions est passé de 676 en 2002 à 939 en 2003 et le chiffre d'affaires cumulé a atteint 467 millions d'euros. En novembre, le Programme a conclu sa 2 000^e transaction – un accord de crédit qui aidera la Moldova à importer des céréales du Kazakhstan – et le volume de ses opérations a dépassé

un milliard d'euros. 79 banques émettrices de la région et plus de 450 banques confirmatrices du monde entier participent aujourd'hui au Programme. En facilitant le commerce, le Programme ne contribue pas seulement à créer des emplois mais aussi à promouvoir la coopération et la compréhension entre les pays.

De nombreux pays d'opérations sont encore aux prises avec l'héritage de l'ère soviétique, époque où l'on se souciait peu d'**environnement**. La pollution s'est alors aggravée sans que des mesures correctrices soient prises. Pour que ce problème soit résolu et que la construction de nouvelles installations se fasse dans le respect de saines pratiques environnementales, un flux régulier d'investissements est nécessaire.

De nombreux projets de la BERD ont un objectif environnemental clair – par exemple améliorer l'efficacité énergétique ou assainir l'approvisionnement en eau d'une ville – mais la BERD pose également des conditions en termes d'écologie pour des projets dont l'investissement principal vise un autre objectif : construction d'une nouvelle usine, par exemple. Lors de l'évaluation de l'impact des projets sur l'environnement, la BERD identifie les problèmes que doit résoudre le client. Ces conditions, qui figurent dans le contrat signé au titre du projet, prennent alors un caractère obligatoire.

En 2003, la BERD a investi 413 millions d'euros dans des projets environnementaux concernant les infrastructures municipales, l'efficacité énergétique et les opérations d'assainissement. Il s'agit notamment d'un projet de traitement des eaux usées à Wrocław, quatrième ville polonaise, et d'une opération visant à accroître l'efficacité énergétique de la société Uralkaly, premier producteur de potasse russe. La BERD a également investi 234 millions d'euros pour financer des opérations environnementales dans d'autres secteurs, comme les industries manufacturières et l'agro-alimentaire, notamment dans le cadre des plans d'action environnementale.



Protection de l'environnement dans le Nord-Ouest de la Russie

La coopération entre le gouvernement russe et la communauté internationale a aussi permis de lancer de nombreux projets environnementaux dans le Nord-Ouest de la Russie. Le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale associe l'expertise de la BERD, de la Commission européenne, de la Banque européenne d'investissement, de la Banque nordique d'investissement, de la Russie et de la Banque mondiale pour résoudre des problèmes tels que la sécurité nucléaire, l'approvisionnement en eau, le traitement des eaux usées et l'efficacité énergétique.

Avec la Communauté européenne, les pays qui contribuent actuellement au Fonds sont l'Allemagne, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, la Norvège, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Russie et la Suède. Sur une contribution totale de 196 millions d'euros, 148 millions d'euros sont affectés à des projets de sécurité nucléaire. Ce Fonds est géré par la BERD, sous le contrôle d'une assemblée des contributeurs.

A la fin de l'année 2003, 13 projets – d'un montant total de 1,3 milliard d'euros – avaient été identifiés. L'assemblée des contributeurs avait approuvé un cofinancement du Partenariat d'un montant de 39 millions d'euros pour sept projets, allant des usines de traitement des eaux usées aux systèmes de chauffage urbain. La BERD a financé quatre projets du Partenariat en 2003. Il s'agit notamment d'un projet pour aider la ville d'Arkhangelsk à moderniser ses usines de traitement des eaux et à éliminer le rejet d'effluents non traités dans la mer de Barents.

La BERD procède à une évaluation du niveau actuel et futur des **émissions de gaz à effet de serre** pour chaque projet qu'elle finance. Sur l'ensemble des projets signés par la Banque en 2003, 22 avaient des niveaux d'émission importants. Il s'agissait principalement de projets dans les secteurs de l'électricité, de l'énergie, et de l'industrie. Dans les projets prévoyant la remise en état d'installations existantes, l'investissement de la BERD devrait contribuer à réduire les émissions. Pour ce qui est des projets comprenant la construction de nouvelles installations, elle s'est assurée que ces installations seront conformes aux meilleures pratiques actuelles en matière d'émissions de gaz à effet de serre.

Les émissions de gaz à effet de serre sont dangereuses non seulement pour les pays d'opérations de la BERD, mais pour le monde entier. Pour aider à réduire le niveau global des émissions, la BERD et le gouvernement néerlandais ont mis en place le premier **Fonds carbone européen pour l'échange de droits d'émission**.

Créé en octobre 2003, ce Fonds investira dans des projets "respectueux du climat" qui auront pour effet de réduire les émissions de gaz à effet de serre dans de nombreux pays, de l'Europe centrale à la Russie et à l'Ukraine.

Des crédits d'émission de carbone sont accordés pour des projets qui réduisent ou éliminent les émissions de gaz tels que le dioxyde de carbone et le méthane, par exemple, l'amélioration des systèmes de chauffage urbain et des projets d'énergies renouvelables comme l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Les Pays-Bas accorderont un financement de 32 millions d'euros pour réduire ces émissions et bénéficieront en contrepartie de crédits d'émission qui les aideront à honorer leurs engagements au titre du Protocole de Kyoto. La BERD examine actuellement avec d'autres pays la possibilité d'établir des fonds similaires.

Le Président de la BERD a en outre confirmé l'engagement de la BERD envers le développement durable en participant à une conférence mondiale organisée à Kyoto (Japon), sur la gestion durable des ressources en eau ainsi qu'à la 5^e Conférence ministérielle "Un environnement pour l'Europe" qui s'est tenue à Kiev en mai 2003.

Les activités de la BERD dans le domaine de l'environnement sont généralement entreprises en collaboration avec d'autres organes internationaux. En 2003, la BERD a approuvé le premier projet d'investissement cofinancé par le **Fonds pour l'environnement mondial** (FEM). Elle y apporte une contribution de 45 millions d'euros pour aider la Slovaquie à nettoyer le bassin du Danube. Ces fonds sont accordés aux banques locales qui les rétrocèdent à des entreprises du secteur privé et aux petites municipalités. Celles-ci emploient les fonds pour des projets visant à réduire la pollution à l'entrée du bassin. Le financement de la Banque a été complété par un don de 10 millions d'euros du FEM.

Le Compte pour la **sûreté nucléaire**, le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl, le Fonds de soutien au Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale et trois fonds internationaux pour le déclassement apportent un financement complémentaire pour les projets de sûreté nucléaire de 1,6 milliard d'euros. La BERD gère ces fonds pour le compte des donateurs. Les projets approuvés en 2003 comprennent des subventions à la construction d'installations de stockage du combustible irradié et des déchets en Bulgarie et en Lituanie.

Dans de nombreux secteurs, les projets de la BERD sont cofinancés par des **institutions financières internationales** et d'autres partenaires officiels, organismes publics par exemple. En 2003, la BERD a mobilisé un total de 597 millions d'euros provenant de ces sources, pour plus de 50 projets. Le principal contributeur a été la SFI, qui a apporté 162 millions d'euros à l'appui de huit projets. Ces opérations concernent principalement des projets dans les secteurs du microfinancement,

des banques, des télécommunications et des industries manufacturières. La Communauté européenne, la Banque européenne d'investissement, la Société néerlandaise de financement de développement et la Banque nordique d'investissement figurent parmi les autres bailleurs de fonds.



Exploitation durable des ressources

La BERD a lancé des initiatives spéciales en vue de promouvoir l'exploitation durable des ressources – par exemple en matière de gestion forestière. Tout projet comprenant une composante forestière fait l'objet d'une analyse approfondie au stade de l'évaluation environnementale et des conditions particulières relatives à cette composante sont insérées dans les documents relatifs au projet. Les clients qui possèdent des forêts, ou bien les exploitent, reçoivent un appui qui doit leur permettre de se conformer aux normes internationales en matière de gestion durable des forêts. Les entreprises qui achètent du bois pour leurs opérations doivent s'assurer d'une part que ce bois ne provient pas de forêts protégées et, d'autre part que le maintien de la diversité biologique de l'écosystème forestier est assuré. En 2003, ces procédures ont été suivies par deux sociétés qui ont bénéficié d'un investissement de la BERD : l'usine de fabrication de panneaux de fibre de Kronospan et la scierie d'UPM-Kymmene à Pestovo (Russie).

02 Europe centrale et États baltes





En 2003, alors que huit pays progressaient vers l'adhésion à l'Union européenne, la BERD et de grandes entreprises occidentales ont investi plus d'un milliard d'euros à l'appui de projets novateurs dans la région.

Climat de l'investissement

Lors du sommet historique qui s'est tenu à Copenhague en décembre 2002, l'Union européenne a invité huit pays de la région à la rejoindre en mai 2004. En 2003, ces pays – ainsi que la Croatie qui a formulé officiellement sa demande d'adhésion en février 2003 – ont fait preuve d'une bonne capacité d'adaptation sur le plan macro-économique et d'une volonté résolue de poursuivre les réformes.

En 2003, ce sont les États baltes qui ont enregistré les meilleurs résultats de la région. Ils ont été, avec la Croatie, les seuls pays où la croissance a dépassé 4 %. Forts de l'accélération rapide de la dépense du secteur privé et de la hausse de l'investissement intérieur et étranger, les États baltes ont eu pendant trois années consécutives le taux de croissance le plus rapide de toute l'Europe orientale, ce qui leur a valu le surnom de "tigres de la Baltique".

Le taux de croissance moyen de l'ensemble de la région s'est élevé à 3,3 % en 2003, bénéficiant de l'amorce de la reprise de l'économie polonaise après une longue période d'atonie. La croissance des autres pays de la région s'est établie entre 2 % et 4 % en 2003. Dans nombre de ces pays, cette croissance est liée à l'essor de la dépense privée et publique et à des gains de productivité substantiels alors que les investissements et les exportations n'ont que légèrement progressé.

La forte augmentation des dépenses budgétaires des grands pays, qui a soutenu la croissance au cours des dernières années, est devenue problématique pour l'ensemble de la région. En Hongrie, en Pologne, en République slovaque et en République tchèque, les déficits publics consolidés des deux dernières années ont été supérieurs à 4 % du PIB. Dans chacun de ces pays, une large part du déficit est structurelle, d'où la nécessité d'opérer des réformes en matière de finances publiques – en particulier dans le système de sécurité sociale – et de nouvelles réformes de l'administration publique.

La récente expansion économique de la région doit beaucoup à l'augmentation des dépenses publiques discrétionnaires, en particulier à des hausses des salaires et des pensions dans le secteur public à l'approche des élections. Plusieurs des gouvernements de ces pays ont récemment indiqué qu'ils étaient déterminés à s'attaquer à ces problèmes budgétaires. La République slovaque a opéré une réforme fiscale courageuse qui établit un impôt sur le revenu à taux uniforme et une taxe sur la valeur ajoutée à taux unique. Ces mesures, qui s'accompagnent de réformes du régime de retraite, du système de santé et de l'enseignement supérieur devraient accroître l'efficacité du secteur public et réduire sa taille en pourcentage du PIB. Les gouvernements hongrois et tchèque ont également commencé à mettre en oeuvre des plans de redressement budgétaire ambitieux. Toutefois, la plus grande partie des mesures d'économie budgétaire ou d'augmentation des impôts nécessaires n'ont pas encore été mises en oeuvre, ce qui porte atteinte à leur crédibilité.

On assiste dans l'ensemble de la région à un début de reprise des exportations et celles-ci ont déjà fortement progressé dans plusieurs pays. Dans le même temps, tous les pays, à l'exception de la Pologne, de la République slovaque et de la Slovénie, ont enregistré en 2003 des déficits courants de 4 % du PIB ou plus. Ceux-ci dépassent même 6 % dans certains pays. Toutefois, compte tenu du

fort potentiel de croissance de la région – qui cherche à rattraper le niveau de vie de l'Union européenne – et du rendement élevé attendu de l'investissement, il est possible d'envisager le maintien de déficits élevés du compte courant, dans la mesure où ces derniers s'inscrivent dans le cadre d'un processus, viable à long terme, visant à combler l'écart de productivité qui sépare les pays de la région de ceux de l'Union européenne.

L'adhésion à l'Union européenne, qui interviendra en mai 2004, est une étape politique et économique majeure.

Il est essentiel que les pays investissent les ressources empruntées à l'étranger de façon efficace pour obtenir des rendements élevés à moyen et à long termes. Ces investissements, associés à une modération des dépenses, produiront l'excédent primaire qui permettra d'assurer le service des engagements extérieurs.

Selon les estimations, les investissements étrangers directs (IED) nets effectués dans les pays d'Europe centrale et dans les États baltes seraient en baisse, s'élevant au total à environ 7,2 milliards d'euros en 2003, contre 22,6 milliards d'euros en 2002. Jusqu'à présent, cette baisse ne met pas en danger le financement des déficits courants élevés dans la mesure où les entrées d'investissements de portefeuilles et les prêts internationaux ont compensé la baisse de l'investissement direct.

Il reste que ces flux peuvent être très volatils et que cette volatilité peut être exacerbée par les "jeux de convergence" d'investisseurs exploitant les écarts entre les taux d'intérêt élevés pratiqués dans les pays d'Europe centrale et dans les États baltes, et les taux d'intérêt plus faibles appliqués dans l'Union européenne et aux États-Unis. Bien que les investisseurs soient convaincus que les devises des pays de la région ne s'affaibliront probablement pas vis-à-vis de l'euro pendant la période menant à

l'adoption finale de cette monnaie, ces "jeux de convergence" demeurent risqués. Ils reposent sur des hypothèses fragiles et leurs résultats peuvent se dégrader soudainement.

De nombreuses mesures ont été prises en 2003 dans le domaine législatif, motivées par la volonté de chaque pays d'adapter sa législation en vue de l'adhésion à l'Union européenne. La Croatie, la Lituanie et la Pologne ont révisé leur législation sur la faillite afin d'améliorer les procédures de liquidation judiciaire et de réorganisation. En République tchèque cependant, la réforme de la loi sur la faillite est restée bloquée et doit être relancée en 2004.

La Croatie a fondamentalement modifié sa loi sur les sociétés commerciales afin de renforcer la protection des actionnaires minoritaires et d'établir clairement la responsabilité des organes de direction et de contrôle. La Hongrie a approuvé une nouvelle loi visant à réduire la fraude et à accroître la transparence dans l'utilisation des fonds publics. Cette loi stipule également que les autorités nationales et locales doivent assurer la publicité de tous les marchés publics d'un montant important.

La Lituanie a adopté une nouvelle loi sur les concessions de service public qui est entrée en vigueur en octobre 2003. Sous l'empire de la loi précédente, en vigueur depuis 1996, aucune concession n'avait été accordée. La nouvelle loi, qui a été rédigée avec l'assistance technique de la BERD, établit un régime de partenariat beaucoup plus souple entre le secteur public et le secteur privé (voir page 73).

L'adhésion des huit pays à l'Union européenne en mai 2004 est une étape importante tant sur le plan économique que sur le plan politique. Elle marque des progrès sensibles dans l'intégration au marché unique de l'Union et indique la poursuite de restructurations, des innovations et une véritable convergence. Elle ne signifie pas toutefois la fin du processus de transition. Les pays d'Europe centrale et les États baltes ont réalisé des progrès substantiels dans la transition vers une économie de marché

viable et efficace, mais il leur reste des lacunes importantes à combler – par exemple en ce qui concerne l'approfondissement et l'élargissement des marchés financiers et la restructuration de secteurs sensibles, tels que l'énergie, l'industrie lourde et l'agriculture. Ils ont encore des progrès à réaliser dans le domaine de l'administration publique, notamment aux niveaux régional et municipal, ainsi que dans le domaine judiciaire de façon à utiliser efficacement les financements de l'Union européenne et à améliorer le climat des affaires.

À moyen terme, la politique budgétaire aura un rôle de plus en plus important à jouer en matière de stabilisation de la production tandis que la politique monétaire sera de plus en plus axée sur la stabilisation du taux de change dans la perspective du passage à l'euro. Il serait donc très utile que les pays de la région puissent réagir avec une plus grande souplesse aux facteurs extérieurs et il est notamment nécessaire que certains pays opèrent un redressement rapide et effectif de leurs finances publiques. L'adoption rapide de l'euro reste une gageure pour certains des pays candidats à l'adhésion, compte tenu de la nécessité de maîtriser leurs finances publiques et de réaliser la convergence avec les membres actuels de l'UE.

Croissance du PIB réel

	2003 %	2002 %
Croatie	4,6	5,2
Estonie	4,5	6,0
Hongrie	3,0	3,3
Lettonie	7,0	6,1
Lituanie	8,9	6,8
Pologne	3,6	1,4
République slovaque	3,9	4,4
République tchèque	3,0	2,0
Slovénie	2,3	3,2



Amélioration des services d'eau en Europe centrale

L'amélioration de la qualité de l'eau potable, la modernisation du traitement des eaux usées et la diminution des fuites ne sont que quelques-uns des avantages attendus de l'intervention du secteur privé dans les opérations de trois compagnies municipales des eaux - Tallinna Vesi (ASTV) en Estonie, Aqua Bielsko-Biala en Pologne et Sofijska Voda (SV) en Bulgarie.

Ces trois sociétés ont participé à une coentreprise réussie associant une société de services britannique, United Utilities, et la société International Water dont le capital est détenu par les sociétés américaines Bechtel et Edison. Après le départ d'International Water, United Utilities a demandé à la BERD de prendre la place de son ancien partenaire. La participation de la Banque permettra aux programmes de modernisation de se poursuivre sans interruption.

La BERD a acquis 50 % des intérêts qu'International Water détenait dans les trois sociétés, United Utilities s'étant porté acquéreur du reste. Selon Les Bell, Directeur général de United Utilities International : "Nous nous sommes engagés à offrir des services de haute qualité à nos clients d'Europe centrale. La BERD est un partenaire qui, comme nous, est engagé à long terme dans la région."



Offrir un meilleur choix aux consommateurs

Le développement des supermarchés hongrois est une bonne nouvelle, tant pour les clients que pour les producteurs locaux de denrées alimentaires. Les agriculteurs et les cultivateurs locaux bénéficient de l'accroissement de la demande de leurs produits tandis que les consommateurs disposent d'un plus grand choix. L'appui de la BERD à l'expansion de la chaîne d'hypermarchés Cora contribuera à accroître ce double avantage.

Le groupe Louis Delhaize, qui possède déjà six hypermarchés en Hongrie, prévoit la construction de trois autres hypermarchés dans le pays, financée par un prêt de 160 millions d'euros mis en place par la BERD avec l'appui d'un groupe de banques commerciales dont le chef de file est la banque autrichienne RZB.

Les producteurs locaux bénéficieront non seulement des recettes supplémentaires tirées de l'augmentation des ventes de leurs produits, mais aussi d'une aide des hypermarchés pour l'amélioration des normes de qualité et pour une formation dans des domaines tels que l'hygiène alimentaire et la présentation des aliments. La société collabore également avec les producteurs afin de développer les marchés de produits biologiques et d'autres spécialités.

Les fournisseurs locaux, qui seront payés rapidement par les hypermarchés et bénéficieront de contrats de vente à long terme, pourront obtenir un financement auprès des banques pour effectuer de nouveaux investissements. Dans le même temps, les consommateurs bénéficieront de la diminution du prix des denrées alimentaires rendue possible par les économies d'échelle et les gains d'efficacité réalisés par les hypermarchés.

Le projet exécuté en association avec Louis Delhaize devrait être suivi d'autres projets d'hypermarchés en Roumanie et en Serbie-et-Monténégro. Selon Vincent Descours, Directeur financier du Groupe Louis Delhaize : "Grâce à la participation de la BERD, le groupe a pu obtenir des financements importants auprès des banques commerciales afin de compléter le prêt de la Banque. Bénéficiant de solides appuis financiers, il se trouve en bonne position pour continuer à développer ses activités en Europe centrale et en Europe du Sud-Est.

Engagements de la BERD

	Nombre de projets signés ¹	2003 Engagements en millions d'euros	Nombre de projets signés	2002 Engagements en millions d'euros	Nombre de projets signés	Total cumulé Engagements en millions d'euros
Croatie	5	125	8	318	51	1 232
Estonie	1	26	4	73	42	451
Hongrie	6	379	1	27	66	1 526
Lettonie	1	45	0	9	24	332
Lituanie	1	16	1	5	27	393
Pologne	10	315	10	463	129	2 843
République slovaque	1	138	4	121	38	1 012
République tchèque	4	82	2	69	41	916
Slovénie	1	44	1	181	26	506
Total	30	1 170	30	1 265	444	9 210

Remarque : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays.

Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 83 à 99, où les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée. Les chiffres sont arrondis.

Activités de la BERD

En 2003, la BERD a investi 1,2 milliard d'euros dans les pays d'Europe centrale et dans les États baltes, portant le total des investissements de la Banque dans la région à 9,2 milliards d'euros. Le total des décaissements réalisés au cours de l'année s'élève à 914 millions d'euros.

Les pays d'Europe centrale et les États baltes, même ceux qui se trouvent aux stades avancés de la transition, continuent de demander les services de la BERD, qui reste donc très présente dans la région. Cette présence s'explique également par les efforts de la Banque pour adapter ses produits à l'évolution des besoins des clients et apporter des financements là où ils sont le plus nécessaires, par exemple la restructuration des entreprises et le développement de leurs activités. En 2003, de nombreux projets de la Banque ont aidé les pays de la région à remplir les conditions d'adhésion fixées par l'Union européenne.

La Banque a maintenu une coopération étroite avec l'Union dans le cadre du mécanisme spécial de financement des PME et de la création du mécanisme UE-BERD de financement municipal. Ce nouveau mécanisme, financé à hauteur de 120 millions d'euros,

accordera à de petites municipalités (moins de 100 000 habitants) des financements pour des projets d'infrastructure qui les aideront à mettre leurs équipements en conformité avec les normes de l'Union en matière d'environnement, de santé et de sécurité.

Pour de nombreux projets, la BERD s'est associée à de grandes entreprises occidentales.

Dans un certain nombre de projets, la BERD a combiné son expertise de la région à celle de grandes sociétés occidentales. Elle a notamment collaboré en République slovaque avec le plus grand assureur allemand, Allianz, en Pologne avec le groupe français Intermarché pour le financement de supermarchés, et en Slovénie avec la société Lafarge, leader mondial dans le domaine des matériaux de construction, pour la restructuration d'une cimenterie. La Banque s'est également associée au groupe électronique allemand Siemens pour un projet de transport en République tchèque, et a apporté son appui à un projet de privatisation en République

slovaque (voir page 30), en partenariat avec E.ON, principal distributeur d'électricité du pays.

Une autre opération réussie, menée avec un grand investisseur d'Europe de l'Ouest a permis, grâce à une facilité de financement de 350 millions d'euros, de développer un complexe pétrochimique à Plock, au centre de la Pologne. La BERD a accordé 85 millions d'euros pour une coentreprise associant Orlen, le premier raffineur de pétrole polonais et Basell, l'une des premières sociétés de pétrochimie néerlandaise. La participation d'un intervenant d'Europe de l'Ouest aidera à moderniser le secteur pétrochimique polonais grâce à l'introduction de techniques de pointe et de meilleures pratiques de gestion. Le projet a été choisi par le *Project Finance Magazine* comme contrat de l'année dans le secteur de la pétrochimie en Europe.

En 2003, la Hongrie a été le premier bénéficiaire des financements de la BERD (379 millions d'euros), suivie de la Pologne et de la République slovaque. Les projets ont concerné un large éventail de secteurs, parmi lesquels l'agro-industrie, les institutions financières, les infrastructures municipales, les ressources naturelles, l'immobilier, les télécommunications et les transports.



Un meilleur réseau électrique pour les Slovaques

La privatisation des compagnies d'électricité, parce qu'elle entraîne des gains d'efficacité, mobilise de nouveaux investissements et permet un meilleur recouvrement des sommes dues, bénéficie à l'ensemble de l'économie, aux compagnies d'électricité et à leurs clients.

En République slovaque, environ un million de clients bénéficieront directement de tels avantages à l'issue de la première phase de privatisation de la compagnie de distribution d'électricité de l'Ouest du pays, Zapadoslovenska Energetika (ZSE).

Cette privatisation marque une étape importante dans l'exécution du programme de la République slovaque visant à mettre en place un marché compétitif de l'électricité, conformément aux conditions posées pour l'adhésion à l'Union européenne. La BERD a collaboré avec les autorités slovaques tout au long de ce processus et sa présence a contribué à intéresser au programme de grands investisseurs internationaux.

La BERD a acquis 9 % des parts de la compagnie de distribution ZSE, sur les 49 % détenus par E.ON Energie, l'une des premières compagnies européennes d'électricité. L'expertise technique d'E.ON et l'expertise régionale de la Banque aideront ZSE à moderniser ses opérations et appuieront la libéralisation du secteur de l'énergie.

ZSE est désormais bien placée pour réaliser des investissements dans son réseau de transport, qui dessert une clientèle comprenant aussi bien des ménages que des entreprises de l'industrie lourde. La réduction des coûts et une attention accrue au service de la clientèle sont deux avantages attendus de l'amélioration de la gestion et des opérations. La réussite de cette première privatisation devrait aussi attirer de nouveaux investisseurs du secteur privé dans le secteur de l'électricité slovaque, notamment pour la privatisation de la centrale, qui est actuellement propriété de l'État.

Selon Johannes Teyssen, Président de E.ON Energie, "la collaboration entre la BERD et E.ON sera bénéfique pour nos clients et nos employés et appuiera la restructuration à long terme du secteur de l'énergie de la République slovaque". Le financement de la coopération technique a été assuré par le Royaume-Uni et les États-Unis.

Décaissements de la BERD

	2003 en millions d'euros	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Croatie	160	264	942
Estonie	19	87	423
Hongrie	164	47	1 141
Lettonie	23	42	267
Lituanie	18	10	304
Pologne	268	264	2 058
République slovaque	140	47	865
République tchèque	89	80	791
Slovénie	33	79	467
Total	914	918	7 258

La BERD a étendu ses activités dans le secteur de l'immobilier en finançant des projets de développement hôtelier et résidentiel. En Croatie et en Hongrie, elle a accordé des financements pour rénover et développer les installations hôtelières destinées à recevoir des touristes étrangers. En Pologne, elle a consenti un prêt de 30 millions d'euros à l'entreprise Dom Development pour financer la construction de nouveaux immeubles d'habitation dans la région de Varsovie. Le projet contribuera à accroître l'offre de logements bon marché qui est insuffisante dans le pays. Dom utilisera une partie des financements pour construire le projet Park Mokotów, qui couvre 18 hectares, et deviendra l'un des plus grands complexes résidentiels européens. Ce projet est le premier investissement de la Banque dans le secteur du logement dans l'un de ses pays d'opérations.

Dans le secteur des infrastructures, la BERD a financé des projets allant d'un programme de gestion des déchets solides qui préservera les sources d'eau de la ville de Zagreb à un projet de gestion du trafic à Vilnius qui réduira les encombrements et la pollution dans le centre de la ville.

Perspectives

En 2003, la BERD a approuvé de nouvelles stratégies de pays pour la République tchèque, la Hongrie et la Lettonie. La Banque continuera de rechercher les moyens d'améliorer le climat de l'investissement et d'établir le cadre juridique nécessaire pour promouvoir une croissance durable. Elle s'efforcera notamment de concevoir des produits financiers qui ne peuvent être facilement obtenus d'autres sources et continuera d'appuyer les restructurations, le processus de privatisation et le développement des entreprises locales. Dans le secteur des infrastructures, la Banque cherchera à mettre en place des mécanismes n'exigeant pas de garantie souveraine.

La BERD aidera les pays de la région à faire face aux défis de l'adhésion à l'Union européenne, qui resteront significatifs après l'élargissement de mai 2004. Elle jouera un rôle majeur, par exemple en aidant les autorités centrales et locales à utiliser avec une bonne efficacité-coût les nouveaux financements qui deviendront disponibles après l'adhésion. Il sera également nécessaire d'attirer de nouveaux investissements privés.

Pour relever les défis posés par le processus de transition, la Banque doit innover et rester à la pointe du progrès. L'évolution des opérations de privatisation contribuera probablement à réduire ses interventions dans le secteur financier, tout en accroissant ses participations dans le secteur des infrastructures et dans des secteurs industriels complexes. Ainsi, elle développera ses participations plutôt que ses prêts, apportera son appui aux autorités locales plutôt qu'au pouvoir central et privilégiera de nouveaux domaines tels que l'assurance et le crédit-bail, de préférence au secteur bancaire. Elle intensifiera également sa collaboration avec l'Union européenne et la Banque européenne d'investissement.

03 Europe du Sud-Est





En 2003, la BERD a joué un rôle décisif en encourageant les initiatives du secteur privé, notamment par son soutien à la privatisation et à la restructuration et par ses investissements dans de nouveaux secteurs d'activités comme le tourisme.

Climat de l'investissement

La récente stabilité dont jouissent les pays d'Europe du Sud-Est a été propice à une croissance vigoureuse au cours des trois dernières années, favorisée par l'intensification de la coopération entre les pays de la région et le resserrement des liens avec l'Union européenne. Deux des pays de la région, la Bulgarie et la Roumanie, sont candidats à l'adhésion à l'Union européenne en janvier 2007.

Les nombreuses restructurations d'entreprises sont allées de pair avec l'amélioration des résultats économiques. En 2003, les économies de la région ont progressé de 4,5 %. La croissance a été particulièrement vigoureuse en Bulgarie et en Roumanie – les deux principales économies – et en Albanie, où le taux de croissance a atteint 6 %. Toutes les économies de la région sont en expansion, y compris celle de l'ERY de Macédoine, qui se remet encore du conflit ethnique de 2001. En Serbie-et-Monténégro, la croissance modérée a été principalement soutenue par le secteur des services tandis que la production industrielle est restée faible et que le secteur agricole subissait les effets d'une sécheresse prolongée. Au cours des derniers mois, on a pu déceler des signes ténus de reprise dans le secteur industriel du Monténégro.

En Serbie-et-Monténégro, la croissance et la prospérité à long terme dépendront des progrès réalisés dans la restructuration des entreprises et du secteur financier, en particulier des grandes sociétés étatiques ou coopératives et des banques. Outre les privatisations de grandes entreprises, un flux soutenu d'investissements est nécessaire pour obtenir à moyen terme des taux de croissance plus élevés.

Deux pays de la région, la Roumanie et la Serbie-et-Monténégro ont réussi à abaisser considérablement leur taux d'inflation. En Roumanie, le taux d'inflation est tombé à 14,1 %, soit à peine plus que la cible de 14 % fixée pour la fin de l'année, ce qui s'explique en partie par la forte hausse des prix de l'énergie et des autres services. En Serbie-et-Monténégro, l'inflation a chuté considérablement et était inférieure à 10 % en fin d'année 2003. Elle est également restée faible dans les quatre autres pays de la région.

Au cours des dernières années, plusieurs pays d'Europe du Sud-Est ont pris des mesures d'assainissement budgétaire. Si le déficit budgétaire albanais reste relativement élevé, soit 5,7 % en 2003, le déficit des administrations publiques, qui avait atteint 12 % du PIB en 1997, a ensuite diminué. En Roumanie, le déficit budgétaire s'est progressivement résorbé, tombant de 5 % à 2,7 % du PIB de 1998 à 2003. La situation des finances publiques de la Serbie-et-Monténégro s'est également améliorée grâce à une augmentation considérable des recettes recouvrées et à une meilleure discipline budgétaire des entreprises d'État. Toutefois, les déficits budgétaires restent élevés dans plusieurs pays de la région.

Comme dans les grands pays d'Europe centrale et orientale, les déficits budgétaires considérables des pays d'Europe du Sud-Est se traduisent généralement par des déficits courants élevés et persistants. Bien que ceux-ci aient considérablement diminué par rapport

aux niveaux record qu'ils avaient atteints en 2001, le déficit courant moyen des pays de la région dépassait encore 9 % en 2003, celui de la Bosnie-Herzégovine atteignant même près de 20 % du PIB. Le risque d'un double déficit insoutenable est exacerbé par les besoins d'investissement substantiels de la région, la diminution de l'aide et le poids déjà important de la dette. Jusqu'à présent, la région n'a guère réussi à financer ses investissements par des entrées de capitaux privés et a souvent dû leur substituer l'aide publique.

Pour accélérer la croissance, les pays de la région doivent attirer des investissements privés supplémentaires. Or, ils ne reçoivent généralement qu'un sixième environ du total des flux nets de capitaux privés à destination des économies en transition. Dans certains pays, le montant des remises de fonds – transferts de monnaie provenant d'expatriés – est supérieur aux investissements étrangers directs (IED).



Or, si ces remises de fonds financent parfois la création de petites entreprises ou de petits investissements, elles sont le plus souvent utilisées pour acheter des biens de consommation importés.

Les réformes structurelles et institutionnelles progressent et, dans leur ensemble, les pays de la région ont commencé à se hisser au niveau des pays d'Europe centrale et de la Baltique pour ce qui est des progrès en matière de transition. Au cours de l'année 2003, les progrès des réformes menées en Bulgarie ont été manifestes, ce pays maintenant le cap de l'adhésion à l'Union européenne en 2007, malgré les retards intervenus dans certaines privatisations essentielles. Dans l'autre pays candidat à l'adhésion, la Roumanie, la mise en œuvre des réformes s'est ralentie au cours du premier semestre de l'année, pour reprendre ensuite. L'adhésion à l'Union européenne reste possible à condition que ce pays applique les réformes voulues à un rythme soutenu au cours des prochaines années.

La Bulgarie et la Roumanie restent candidates à l'adhésion à l'Union européenne en 2007.

S'agissant des Balkans occidentaux – Albanie, Bosnie-Herzégovine, ERY de Macédoine, Serbie-et-Monténégro – l'Union européenne a réaffirmé en juin 2003, lors du sommet de Thessalonique, son engagement envers le processus de stabilisation et d'association, ce qui devrait encourager les pays à poursuivre leurs réformes.

Au cours de l'année 2003, la Bosnie-Herzégovine et la Serbie-et-Monténégro ont réalisé des progrès dans un certain nombre de domaines, y compris la privatisation de petites entreprises, l'amélioration du climat des affaires et le renforcement de la discipline financière dans le secteur des sociétés. Ces deux pays partent toutefois d'un niveau très

bas. L'assassinat du Premier Ministre serbe, Zoran Djindjic, en mars 2003, a été suivi de mesures répressives contre la criminalité organisée et la corruption, mais la dynamique des réformes a ensuite été interrompue par la campagne électorale qui a précédé les élections présidentielle et parlementaire.

Des progrès notables ont été réalisés dans l'adoption de lois sur les transactions garanties. Au début de l'année 2003, l'ERY de Macédoine a adopté une loi sur le contrat sur gage qui s'applique à tous les biens. En mai 2003, la Serbie a adopté une loi sur les sûretés mobilières. Cette loi a été rédigée avec l'assistance technique de la BERD, mais sa mise en œuvre reste difficile dans la mesure où le registre nécessaire à l'inscription des sûretés n'a pas encore été établi. Cette nouvelle loi, de même que l'intensification de la lutte contre la corruption, vise à attirer les investissements étrangers qui font défaut et à accroître l'investissement intérieur.

Développement du tourisme en Europe du Sud-Est

Les touristes qui se rendent en Bulgarie et en Roumanie y trouvent un climat agréable et des paysages splendides, mais de nombreux hôtels ont besoin d'être rénovés pour répondre à leurs attentes.

La BERD et le groupe allemand TUI, principale entreprise européenne de tourisme, aident les hôteliers locaux à moderniser leurs installations pour inciter un plus grand nombre de touristes internationaux à séjourner dans des hôtels trois ou quatre étoiles. Ce projet devrait dynamiser les économies de ces deux pays en stimulant l'activité dans divers secteurs, allant de la construction au commerce de détail.

La Banque a accordé un prêt de 41 millions d'euros à TUI qui rétrocédera au cas par cas des montants moins importants à de nombreux hôtels locaux. TUI aura l'exclusivité du marketing et de l'exploitation de ces hôtels. Aux termes

de l'accord, TUI accordera également des prêts à des hôtels situés au Monténégro, en Hongrie et en Croatie. Le financement de la BERD devrait permettre de mobiliser des investissements à hauteur de 80 millions d'euros. En collaborant avec TUI, la BERD peut financer un éventail de projets hôteliers qui, pris individuellement, seraient trop petits pour bénéficier d'un financement direct de la Banque.

TUI assurera la formation des employés locaux de façon à mettre les pratiques hôtelières au niveau des normes internationales. À long terme, le projet contribuera également à renforcer la concurrence dans le secteur du tourisme. Pour Monsieur Heim, Directeur régional de TUI pour l'Europe du Sud-Est : "TUI considère cette région comme une destination familiale idéale et est convaincue que l'offre d'hébergement et de loisirs de haute qualité contribuera à développer ce marché".



Réduction de la pollution dans le secteur de l'énergie

Dans les années 90, il a été établi que la centrale électrique Maritza Est III, proche de la ville de Stara Zagora, en Bulgarie méridionale, était l'une des premières sources de pollution par le soufre en Europe. Cette centrale de 840 mégawatts utilise comme combustible le lignite, abondant en Bulgarie mais dont la teneur en soufre est très élevée. Les émanations de soufre, si elles ne sont pas neutralisées, entraînent des pluies acides aux effets préjudiciables à la végétation, aux habitations et à l'approvisionnement en eau.

Pour résoudre ce problème, la BERD et un groupe de banques commerciales financent des travaux de modernisation de la centrale qui la mettront en conformité avec les normes environnementales de l'Union européenne – une des conditions fixées pour l'adhésion de la Bulgarie à l'Union en 2007. Il s'agit du plus gros investissement étranger en Bulgarie et du premier investissement privé majeur dans le secteur de l'électricité du pays. Un financement de 650 millions d'euros permettra de moderniser la centrale, d'accroître son efficacité et d'installer des absorbeurs-neutraliseurs qui réduiront de 95 % les émissions de dioxyde de soufre.

En choisissant de moderniser la centrale plutôt que de la fermer, la Bulgarie pourra maintenir une fraction importante de sa capacité de production, ce qui permettra d'avancer la fermeture des installations nucléaires plus anciennes de Kozloduy. Ce projet est l'un des plus complexes que la Banque ait jamais entrepris et son montage a demandé six ans. Tom Wray, de la compagnie d'électricité Maritza Est III, en parle en ces termes : "L'appui de la BERD nous a permis de conclure cette opération à un moment où le secteur mondial de l'énergie enregistrait de sérieuses difficultés, ce qui souligne bien l'importance du projet".

L'engagement total de la BERD s'élève à 112 millions d'euros, le solde étant apporté par neuf banques commerciales, parmi lesquelles figurent des établissements bulgares et internationaux. Sur le prêt de la BERD, quelque 70 millions d'euros ont par la suite été syndiqués auprès de la Banque du commerce et du développement de la mer Noire et d'autres institutions financières. La centrale Maritza Est III est détenue par deux compagnies d'électricité étrangères, Entergy et Enel, et par la compagnie bulgare de transport d'énergie NEK.

En matière de finances publiques, les problèmes que les pays de la région ont à résoudre sont considérables. Dans la plupart des pays, les soldes sont négatifs avant même le versement des intérêts de la dette publique. En outre, la Bulgarie et la Roumanie doivent assumer les coûts additionnels de la mise en conformité de leur législation avec les normes juridiques et réglementaires européennes. Pour les aider dans cette tâche, l'Union européenne accordera un financement de 1,2 milliard d'euros à la Bulgarie et de 2,8 milliards d'euros à la Roumanie. Dans le reste de la région, les financements des bailleurs de fonds diminuent actuellement et il faudra donc réduire les dépenses publiques.

Dans un environnement économique qui reste marqué par la faiblesse des investissements étrangers directs, où l'investissement intérieur reste peu dynamique, et où la productivité commence seulement à regagner du terrain, les pouvoirs publics doivent s'attaquer aux problèmes persistants de la fiscalité, de la corruption et de la lenteur des réformes institutionnelles. Si chacun des pays se trouve à un stade de développement différent, ils ont tous besoin de développer les échanges commerciaux et la coopération transfrontières, de mettre en place des infrastructures et de renforcer leur secteur financier. Il est également indispensable de diminuer l'ampleur du secteur "informel" et de développer l'économie officielle. À cet effet, il est nécessaire d'élargir l'assiette de l'impôt, en appliquant toutefois de faibles taux aux tranches les plus basses, et de mettre en place une réglementation et un système d'octroi de licences efficace dans le secteur des entreprises.

Croissance du PIB réel

	2003 %	2002 %
Albanie	6,0	4,7
Bosnie-Herzégovine	3,5	5,5
Bulgarie	4,5	4,8
ERY de Macédoine	2,8	0,7
Roumanie	4,5	4,9
Serbie-et-Monténégro	2,0	4,0

Engagements de la BERD

	Nombre de projets signés ¹	2003 Engagements en millions d'euros	Nombre de projets signés	2002 Engagements en millions d'euros	Nombre de projets signés	Total cumulé Engagements en millions d'euros
Albanie	2	47	2	42	15	170
Bosnie-Herzégovine	2	36	2	39	19	259
Bulgarie	8	240	6	182	46	848
ERY de Macédoine	3	102	2	20	20	307
Roumanie	14	385	6	447	75	2 361
Serbie-et-Monténégro	9	149	10	135	24	509
Total	38	959	27	864	198	4 454

Remarque : Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays.

Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 83 à 99, dans laquelle les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée. Les chiffres sont arrondis.

Activités de la BERD

Les investissements de la BERD en Europe du Sud-Est ont atteint 959 millions d'euros en 2003. La Banque a notamment augmenté ses investissements en Albanie, en Bulgarie, dans l'ERY de Macédoine et en Serbie-et-Monténégro. Les financements de la Banque ont notamment appuyé la privatisation et la restructuration d'importants établissements financiers afin de renforcer le secteur bancaire et d'améliorer l'aide aux petites et moyennes entreprises (PME). La BERD a apporté un appui à des entreprises industrielles nationales et étrangères, a contribué à la modernisation du secteur de l'électricité dans la région et soutenu le développement de grandes infrastructures nationales et régionales telles que les réseaux de transport, les lignes de transport d'électricité et les services municipaux.

Parmi les interventions marquantes de la BERD en 2003, on mentionnera la participation au capital de la Banca Comerciala Romana roumaine, lors de la privatisation de cet établissement (voir page 38) et un appui aux opérations préalables à la privatisation de la compagnie d'assurance INSIG en Albanie. La Banque a également aidé les PME par le biais de prêts consentis aux banques nationales, aux sociétés de crédit-bail et aux organismes de microfinancement dans l'ensemble de l'Europe du Sud-Est.

Dans le secteur des entreprises, la BERD a apporté un appui aux investisseurs étrangers dans de nouveaux secteurs tels que le tourisme (voir page 35) et aidé les entreprises locales à étendre leurs activités dans leur pays ou dans les pays voisins, notamment dans le secteur de l'agro-industrie. La BERD a, par exemple, accordé un prêt de 10 millions d'euros à Marbo, grande entreprise alimentaire implantée en Serbie-et-Monténégro et en Bosnie-Herzégovine pour lui permettre d'augmenter sa production et de développer ses exportations à destination des autres pays de la région.

La BERD a aidé les pays à unir leurs efforts par des investissements transfrontières.

Dans le secteur de l'énergie, l'appui apporté par la BERD à la centrale thermique bulgare Maritza Est III contribuera à réduire sensiblement la pollution (voir page 36). Le montage du projet constitue une première en Bulgarie dans la mesure où il apporte un financement privé dans le secteur de l'énergie. Autre projet historique, le projet d'interconnexion des lignes de transport d'électricité entre l'ERY de Macédoine et la Bulgarie constitue une étape

essentielle sur la voie du développement d'un marché régional de l'électricité en Europe du Sud-Est.

Un prêt consenti à l'ERY de Macédoine pour financer la rocade de Skopje devrait permettre de réduire les encombrements dans la capitale et rendre le trafic routier régional plus fluide. Le prêt financera également l'amélioration d'autres tronçons nationaux du réseau routier paneuropéen.

Dans le cadre du Pacte de stabilité pour l'Europe du Sud-Est, la BERD a continué à jouer un rôle déterminant en prenant des initiatives dans le secteur privé de la région, s'attachant plus particulièrement à aider les PME et à développer les échanges transfrontières. Elle a étroitement collaboré avec l'Union européenne, d'autres institutions multilatérales et donateurs bilatéraux afin de mobiliser des dons et des cofinancements.

En tant que membre du groupe directeur chargé des infrastructures, établi dans le cadre du Pacte de stabilité afin de promouvoir le développement des infrastructures et d'améliorer la coordination entre les principales institutions donatrices, la BERD a contribué à l'élaboration d'un classement par ordre de priorité des investissements dans ce secteur en Europe du Sud-Est.



Appui à la privatisation de la principale banque roumaine

Le succès de la privatisation de la Banca Comerciala Romana (BCR), principale banque commerciale roumaine, marque une étape majeure tant pour le développement de l'économie du pays que pour ses perspectives d'adhésion à l'Union européenne.

En 2002, les autorités roumaines avaient tenté de vendre BCR à un investisseur stratégique international, mais en avaient été empêchées par la situation du marché. Compte tenu de l'importance de mener à bien la privatisation de la banque, le gouvernement a persisté et invité la BERD et la Société financière internationale (SFI) à participer à la privatisation.

En 2003, la Banque et la SFI ont décidé d'acquérir conjointement une participation de 25 % dans le capital de BCR, avec un investissement total de 176 millions d'euros. Cette opération constitue le premier stade d'un programme en trois phases qui doit conduire à la privatisation de la banque avant la fin de l'année 2006.

Avant cette date, la BERD et la SFI collaboreront avec la direction de la BCR et de l'Agence roumaine de privatisation, l'APAPS, pour moderniser les opérations de la banque. Il s'agira notamment d'améliorer la gouvernance et la gestion des risques et d'entreprendre une révision majeure de sa stratégie et de ses opérations.

Ces actions devraient augmenter les chances de vendre la BCR à un investisseur stratégique et promouvoir des normes plus élevées dans l'ensemble du secteur bancaire roumain. Selon Ovidiu Musetescu, Président de l'APAPS : "Le Gouvernement roumain s'est engagé à mener à bien la privatisation de la BCR et, avec l'appui de la BERD et de la SFI, la banque sera en meilleure position que jamais".

Au fur et à mesure de l'avancement de la privatisation, les trois millions de clients de la BCR bénéficieront notamment d'un meilleur accès à l'information sur leurs comptes, de meilleurs services à la clientèle et d'un plus large éventail de produits bancaires.

Décaissements de la BERD

	2003 en millions d'euros	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Albanie	14	11	70
Bosnie-Herzégovine	23	11	103
Bulgarie	36	55	501
ERY de Macédoine	17	7	185
Roumanie	173	263	1 531
Serbie-et-Monténégro	66	46	120
Total	329	393	2 509

Elle participe à 21 des 51 projets du Pacte de stabilité. Sa contribution est de 800 millions d'euros sur un montant total de 2,1 milliards d'euros.

La BERD continue de coopérer avec les États-Unis dans le cadre du Mécanisme EU-BERD de financement des PME. En juillet 2003 une nouvelle banque spécialisée dans le financement des micro-entreprises a été créée dans l'ERY de Macédoine. Elle est reliée au réseau d'établissements de microfinancement déjà été mis en place en Albanie, en Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie, en Roumanie, en Serbie-et-Monténégro et dans la province du Kosovo. En 2003, ces banques ont accordé des financements d'un montant de 280 millions d'euros à plus de 48 000 entrepreneurs.

Pour compléter ces actions, le Programme de consultants locaux et le Programme de redressement des entreprises ont étendu leurs activités en Europe du Sud-Est (voir page 70). Ils ont fourni un appui important aux PME de la région en mettant à leur disposition des services de conseils locaux ou des conseillers industriels spécialisés. La BERD a également considérablement élargi son Programme d'aide aux échanges commerciaux en 2003, en contractant des engagements de 49 millions d'euros auprès des banques de la région en vue de faciliter les opérations d'import et d'export des entreprises locales (voir page 21).

Perspectives

En 2003, la BERD a approuvé de nouvelles stratégies de pays pour la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie et la Roumanie. En Bosnie-Herzégovine, la Banque s'attachera à développer le secteur privé en finançant des privatisations essentielles. Elle diversifiera également les financements qu'elle accorde aux PME et apportera un appui au développement de l'infrastructure locale et régionale, en particulier des services municipaux et du réseau routier.

La BERD continuera d'aider la Bulgarie et la Roumanie dans le processus d'adhésion à l'Union européenne. Outre son aide au secteur des entreprises et au secteur financier, elle s'attachera à mettre en place des financements privés et des financements non souverains en faveur d'infrastructures et d'équipements collectifs, par exemple dans les secteurs de l'énergie et des télécommunications. Dans ces deux pays, la Banque redoublera d'efforts pour mobiliser des cofinancements auprès de banques commerciales et d'autres sources. Elle utilisera également les fonds que l'Union européenne verse pour aider les pays dans le processus d'adhésion.

En Serbie-et-Monténégro, la BERD continuera de s'attacher à renforcer la confiance du public dans les banques locales, qui souffrent d'un grave manque de capitaux. Nous travaillerons également avec les investisseurs étrangers pour soutenir les restructurations et les privatisations. Les secteurs de l'énergie et des infrastructures recevront également l'aide de la BERD. L'Albanie et l'ERY de Macédoine bénéficieront des mêmes priorités.

04 Europe orientale et Caucase





Dans cette région dont la croissance a été soutenue en 2003, les investissements de la BERD ont atteint près de 200 millions d'euros, principalement dans le secteur financier, l'agroalimentaire et les industries manufacturières.

Climat de l'investissement

L'Ukraine, la Moldova et le Bélarus ont enregistré un taux de croissance supérieur à 6 % en 2003. Cette croissance a été encore plus élevée dans les pays du Caucase, dont les taux d'inflation sont aussi parmi les plus faibles des pays de l'ex-Union soviétique.

En Ukraine, le maintien d'une forte progression de la production industrielle et l'essor de l'activité dans le secteur de la construction ont plus que compensé l'effet de la mauvaise récolte céréalière sur la production agricole. De ce fait, la croissance économique est estimée à 8,1 %, contre 4,8 % au cours de l'année précédente. Cette forte croissance s'est toutefois accompagnée d'une accélération de l'inflation, principalement imputable aux effets de la mauvaise récolte.

En 2003, l'Ukraine a, dans l'ensemble, achevé son programme de privatisation des petites entreprises, tandis que le programme de privatisation des grandes entreprises a pour la première fois atteint les objectifs fixés en matière de recettes. Par ailleurs, des progrès sensibles ont été réalisés sur le plan législatif : approbation d'une baisse de l'impôt sur les sociétés et de l'impôt sur le revenu, réforme du régime des retraites et adoption d'une loi sur le crédit hypothécaire. Toutes ces réformes sont entrées en vigueur au début de l'année 2004.

Les pouvoirs publics ukrainiens doivent avant tout mener à bien la réforme fiscale et élargir l'assiette de l'impôt. Il leur faut aussi prendre des mesures pour améliorer la gouvernance des entreprises, conclure les négociations d'accession à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) et approuver et appliquer un nouveau programme de privatisation des grandes entreprises.

En Moldova, la croissance s'est légèrement ralentie en 2003, par rapport à l'année précédente mais reste robuste, à environ 6 %. Au nombre des événements positifs, une solution a été trouvée pour mettre fin au long conflit qu'avait suscité la vente des trois compagnies d'électricité. Toutefois, le rythme des réformes reste lent et l'investissement étranger est entravé par le mauvais climat des affaires. Les privatisations progressent très lentement et les prêts du FMI et de la Banque mondiale ont été suspendus. Le gouvernement a également accumulé des arriérés de paiement sur une partie de sa dette extérieure.

À moyen terme, la Moldova doit relever plusieurs défis. Il est essentiel qu'elle retrouve l'accès aux financements du FMI et de la Banque mondiale. Des réformes sont nécessaires dans le secteur de l'énergie, notamment en matière d'électricité et de chauffage urbain, et il faut imposer aux entreprises d'État des contraintes budgétaires plus rigoureuses. Un signal clair des autorités qui témoignerait de leur engagement sur la voie de l'économie de marché, accompagné d'une limitation de leur ingérence, contribuerait à rétablir la confiance des investisseurs.

Le PIB du Bélarus a progressé de 6,8 % en 2003, reflétant la poursuite de la production industrielle qui a compensé la baisse de production agricole enregistrée au cours du premier semestre de l'année. Toutefois, plus d'un tiers des grandes entreprises enregistreraient des pertes. La décélération de l'inflation se poursuit et le taux annuel d'inflation est passé au dessous de 30 %. Certains progrès ont été réalisés en matière de réformes

structurelles, principalement en ce qui concerne les privatisations de petites entreprises, la déréglementation des activités commerciales et l'introduction de nouvelles réformes bancaires.

En dépit de ces améliorations, le Bélarus demeure aux premiers stades de la réforme. Les privatisations de grandes entreprises n'ont guère progressé et l'investissement étranger direct reste faible. Les principales actions à mener sont la réduction ou la levée des obstacles à l'activité du secteur privé et la mise en œuvre de nouvelles mesures de restructuration des entreprises et d'incitation à l'investissement étranger. En outre, les autorités doivent mettre en œuvre des politiques monétaires et budgétaires plus strictes pour abaisser à nouveau le taux d'inflation.



Tous les pays du Caucase ont enregistré une solide croissance en 2003.

Tous les pays du Caucase ont connu une croissance solide en 2003. Au cours des dernières années, l'Azerbaïdjan a bénéficié de l'effet d'aubaine de la hausse des prix du pétrole et de l'accélération de l'investissement, principalement dans le secteur des ressources naturelles. En 2003, le taux de croissance a atteint le niveau record de 11,2 %. Bien que la croissance ait bénéficié à de nombreux secteurs au cours des dernières années, l'économie reste fortement dépendante du secteur pétrolier et gazier, dont la production représente environ 30 % du PIB.

En Géorgie, la croissance a atteint 7 %, soit le taux le plus élevé enregistré au cours des dernières années, en dépit de la crise politique qui a éclaté à la fin de l'année. Toutefois, les autorités n'ont pas

respecté les conditions fixées par le FMI dans le cadre du programme de trois ans accordé au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), ce qui a conduit à la suspension de ce programme en août 2003. Il est indispensable que le nouveau gouvernement opère des réformes essentielles en matière de finances publiques, de façon à pouvoir négocier un autre programme avec le FMI en 2004 et obtenir le rééchelonnement de sa dette dans le cadre du Club de Paris. Pour la deuxième année consécutive, le taux de croissance du PIB arménien a dépassé 10 %, grâce en partie aux bons résultats du secteur industriel. Par ailleurs, ce pays est devenu membre de l'OMC en 2003.

Les politiques macroéconomiques appliquées par les pays du Caucase se sont heurtées à des difficultés en 2003, notamment en Géorgie où les objectifs fixés en matière de recettes publiques n'ont pas été atteints et où l'inflation a été supérieure à la cible de 5 %.

Aide aux entrepreneurs en Azerbaïdjan

Fakhraddin Bakhishev et Mahir Mishiyeu ont constitué le Partenariat FM, entreprise de briqueterie dans la ville de Sumgait (Azerbaïdjan). La société fournit des briques et d'autres matériaux au secteur local de la construction.

Devant l'augmentation régulière des commandes, la société a compris qu'il lui fallait investir pour répondre à la demande. Elle a donc fait appel à Unibank qui lui a consenti un prêt sur 3 ans d'un montant de 238 000 euros pour accroître sa capacité de production et élargir sa gamme de produits.

L'aide à des petites et moyennes entreprises (PME) comme le Partenariat FM est l'une des principales activités d'Unibank, l'une des plus grandes banques privées azéries, issue de la première fusion dans le secteur bancaire privé du pays. Depuis 2002, Unibank a accordé aux petites entreprises des prêts à plus long terme par le biais d'une ligne de crédit d'un million d'euros financée conjointement par la BERD et le Fonds international pour la Coopération et le développement du Taipei chinois.

En 2003, la BERD a accru son aide en acquérant une participation de 20 % dans Unibank. Il s'agit de la première participation de la Banque dans un établissement bancaire du pays. Ce financement augmentera le capital d'Unibank et l'aidera à développer de nouveaux produits. La Banque pourra ainsi améliorer ses services aux PME de façon à atteindre son objectif à long terme : devenir la première banque du pays dans le domaine des services aux sociétés et aux particuliers et offrir une gamme complète de services. Les activités de formation et d'assistance technique sont financées par le programme TACIS de l'Union européenne.



Appui régional au secteur des boissons dans le Caucase

Le groupe français Castel est le premier distributeur européen de vins. Il arrive à la deuxième place à l'échelle mondiale. Souhaitant s'implanter sur les marchés émergents, Castel a été en 1997 l'une des premières sociétés internationales à investir dans le Caucase.

Au cours des six dernières années, ce groupe s'est établi sur les marchés de la bière, du vin et de l'eau, en Arménie, en Azerbaïdjan, en Géorgie et en Russie. Mais, malgré les succès obtenus ailleurs, Castel rencontrait d'importantes difficultés pour assurer un bon retour sur investissement.

À la fin de l'année 2001, la société s'est lancée dans une restructuration à grande échelle de ses opérations dans la région et a demandé à cet effet l'aide de la BERD. La Banque a pris une participation de 35 % dans le holding afin d'aider Castel à restructurer les opérations de production et de distribution de ses filiales.

Le renforcement de la structure de gestion et l'application de meilleures normes de gouvernance aidera la société à renouer avec les bénéfices. Cette opération servira également de modèle pour des projets similaires dans cette région difficile et devrait contribuer à attirer de nouveaux investissements.

Selon Pierre Castel, Président du groupe : "Le groupe Castel est résolu à assurer la réussite de ses investissements dans le Caucase et l'aide de la BERD lui donne toutes les chances d'atteindre cet objectif". Le groupe Castel est également présent en Asie centrale et envisage des investissements supplémentaires dans cette région avec l'aide de la Banque.

L'inflation s'est également aggravée en Arménie du fait de l'augmentation du prix des denrées alimentaires. En revanche, elle est restée faible en Azerbaïdjan, à environ 3,5 %. Les autorités de ces trois pays restent déterminées à appliquer des mesures de stabilisation macroéconomiques et des politiques monétaires restrictives. Les déficits courants de ces trois pays sont parmi les plus élevés de la CEI.

Des progrès ont été réalisés en matière de privatisation des grandes entreprises et de lutte contre la corruption. Toutefois, les trois pays du Caucase ont des défis considérables à relever, en particulier dans les domaines de la restructuration des entreprises, de la réforme des finances publiques et de l'instauration d'un climat favorable aux investisseurs. La région a le potentiel de devenir un couloir de transit entre l'Asie et l'Europe, mais elle devra pour cela acquérir une plus grande stabilité et notamment résoudre les différends concernant le Nagorno Karabakh.

Croissance du PIB réel

	2003 %	2002 %
Arménie	13,9	12,9
Azerbaïdjan	11,2	10,6
Bélarus	6,8	4,7
Géorgie	7,0	5,6
Moldova	6,0	7,2
Ukraine	8,1	4,8

Engagements de la BERD

	Nombre de projets signés ¹	2003 Engagements en millions d'euros	Nombre de projets signés	2002 Engagements en millions d'euros	Nombre de projets signés	Total cumulé Engagements en millions d'euros
Arménie	0	5	1	4	6	90
Azerbaïdjan	3	25	1	52	16	280
Bélarus	1	19	0	8	7	158
Géorgie	3	17	2	17	20	185
Moldova	1	15	2	10	20	162
Ukraine	6	116	5	171	58	1 279
Total	14	196	11	260	127	2 153

Note: Le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays.

Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 83 à 99, dans laquelle les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée. Les chiffres ont été arrondis.

Activités de la BERD

En Europe orientale (Bélarus, Moldova, Ukraine), le montant total des projets signés par la BERD en 2003 s'est élevé à 150 millions d'euros. Parmi les projets les plus importants, on compte un prêt syndiqué au niveau international accordé à une banque privée du Bélarus.

En Ukraine, les investissements de la BERD se sont concentrés sur les agro-industries, le secteur bancaire et le secteur industriel. Les prêts accordés à un grand fabricant d'emballages en carton (voir page 46), au principal armateur ukrainien et à l'un des plus importants verriers du pays sont au nombre des projets les plus ambitieux. D'autres prêts sont allés à des sociétés céréalières et à des détaillants et 33 millions d'euros ont été mis à la disposition de petites et moyennes entreprises (PME) par l'intermédiaire d'une ligne de crédit accordée par la BERD à des banques ukrainiennes. Au cours de l'année 2003, le Mécanisme États-Unis-BERD de financement des PME a déjà consenti plus de 35 000 prêts, dont le montant total est supérieur à 135 millions d'euros.

Au cours de l'exercice, la BERD, le Gouvernement ukrainien et les autorités locales ont débattu de la possibilité de créer un mécanisme qui prêterait directement aux municipalités. La Banque a également continué de diriger le forum

du groupe d'étude sur l'énergie, en coopération avec le Ministère des carburants et de l'énergie.

En Moldova, la BERD a instauré un programme de reçus de stockage qui permet aux agriculteurs d'obtenir des financements en fournissant comme garantie leurs stocks de céréales ou d'autres produits. La BERD a également accordé un prêt à la deuxième banque du pays, la Victoriabank, pour l'aider à répondre à la demande de financement à moyen et long termes des entrepreneurs.

La BERD a soutenu en priorité les banques et entreprises privées locales.

Un prêt de 29 millions d'euros à la plus grande banque privée du Bélarus, la Priobank, permettra à cet établissement d'accorder des prêts à court et à moyen termes dont le secteur privé a grandement besoin. Ce prêt s'inscrit dans la stratégie de la BERD qui consiste à limiter ses investissements dans le pays au secteur privé et notamment aux activités en faveur des PME. La BERD a accordé un investissement de 10 millions d'euros, le solde, soit 19 millions d'euros, étant syndiqué à six banques commerciales internationales. La BERD est actionnaire de Priobank depuis 1997 et a contribué

à la restructuration de cette ancienne banque étatique, devenue le plus grand établissement bancaire privé du pays.

Dans le Caucase (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie), la Banque a accordé la priorité en 2003 au développement des banques et des entreprises privées nationales. Au total, six projets ont été signés pour un montant de 47 millions d'euros.

Une attention particulière a été accordée à l'appui aux banques locales qui prêtent aux micro-entreprises. La BERD a également encouragé les échanges extérieurs, dans le cadre de son Programme d'aide aux échanges commerciaux. Elle a notamment apporté un appui sous forme de lignes de crédits à une banque coopérative arménienne et à un établissement de microfinancement nouvellement créé en Azerbaïdjan (la MFBA). Le prêt accordé à la MFBA aidera cette banque à étendre ses activités en dehors de Baku, à des villes et des régions du pays où l'accès à des sources de financement est difficile. En Géorgie, le Mécanisme États-Unis-BERD de financement des PME a déjà consenti au cours de l'année 2003 plus de 12 000 prêts à des entrepreneurs, pour un montant total d'environ 45 millions d'euros.

La BERD finance directement plusieurs entreprises agro-industrielles du Caucase et a également appuyé le développement du secteur immobilier commercial en Azerbaïdjan.



Préserver les arbres et créer des emplois en Ukraine

Dans un pays comme l'Ukraine, où la forêt est rare, le recyclage des vieux papiers joue un rôle important dans la préservation des ressources naturelles. Le recyclage est judicieux tant sur le plan commercial qu'environnemental. Il préserve les arbres et fournit une matière première à usages multiples, ayant un bon rapport coût-efficacité.

Les bons résultats du premier fabricant ukrainien d'emballages en carton, le combinat Rubizhansky Kartonno-Tarniy, doivent beaucoup au recyclage. En effet, les vieux papiers constituent 90 % des matériaux utilisés par la société. Grâce à un prêt de 11 millions d'euros consenti par la BERD, cette société a entrepris un programme de cinq ans qui aidera à la création d'un réseau de centres de collecte de vieux papiers, qui lui fourniront régulièrement ce matériau essentiel.

La demande de carton d'emballage des pays d'Europe orientale croît d'environ 10 % par an. L'investissement de la BERD aidera donc la société à y répondre et contribuera à augmenter la proportion de vieux papiers recyclée en Ukraine et à promouvoir des pratiques de recyclage commercialement viables.

Le prêt de la BERD aidera à moderniser en profondeur l'usine Rubizhansky, située à Rubinzhe, ainsi qu'à agrandir une autre usine proche de Kiev et à la doter de machines neuves et plus modernes. Le projet prévoit que la société construira une nouvelle unité de production d'électricité qui l'approvisionnera de façon plus régulière et plus efficace.

Selon Gennadiy Minin, Directeur général de Rubizhansky : "Grâce à l'aide de la BERD, nous sommes maintenant en position de mieux servir nos clients étrangers en leur fournissant les produits de haute qualité dont ils ont besoin tout en améliorant l'impact environnemental de nos opérations".

La société est une importante source d'emplois et de revenus pour la collectivité de Rubinzhe où d'autres employeurs traditionnels, tels que l'industrie lourde, ont encore à opérer des réformes structurelles.

Décaissements de la BERD

	2003 en millions d'euros	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Arménie	1	2	82
Azerbaïdjan	5	19	218
Bélarus	5	3	141
Géorgie	13	19	140
Moldova	8	26	133
Ukraine	161	225	748
Total	193	294	1 462

Perspectives

La nouvelle stratégie de la BERD pour la Moldova donne priorité au développement du secteur privé et à l'instauration d'un dialogue avec les autorités sur les mesures à prendre pour améliorer le climat de l'investissement et l'aide aux petites entreprises. Le secteur de l'énergie, qui a grand besoin d'investissements, fera l'objet d'une attention particulière. Au Bélarus, les activités de la BERD se limiteront à des projets du secteur privé qui encourageront le processus de réforme. Toutefois, en cas de progrès sur la voie de la démocratie et de l'économie de marché, la Banque pourrait étendre ses activités, comme l'indique sa stratégie de pays pour le Bélarus.

La stratégie révisée de l'Ukraine confirme l'engagement de la Banque dans le domaine des transports, de l'efficacité énergétique, des petites et grandes entreprises locales, du secteur financier et de l'agriculture. La BERD continuera aussi de mettre l'accent sur la sûreté nucléaire et le secteur de l'énergie. Le niveau des investissements futurs de la Banque sera fonction de l'amélioration du climat de l'investissement, c'est-à-dire des progrès réalisés sur la voie de l'instauration d'un régime fiscal cohérent, de l'adoption et de la bonne administration

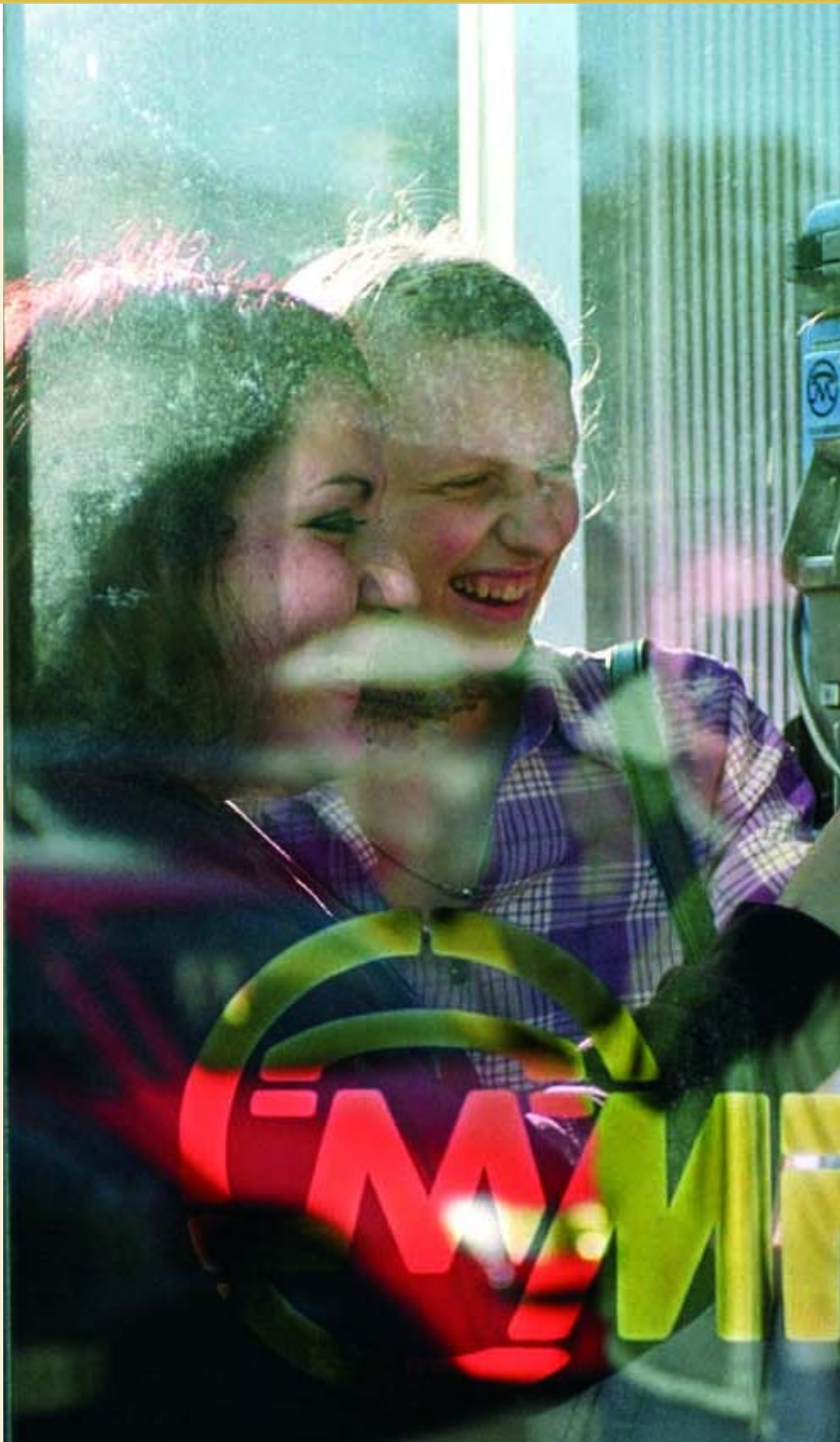
de la réglementation nécessaire, et de la mise en place d'un système judiciaire véritablement indépendant.

En 2003, la BERD a approuvé de nouvelles stratégies de pays pour l'Arménie et l'Azerbaïdjan. La Banque souhaite aider ces pays à attirer des investissements grâce à des activités dans les domaines suivants : amélioration du cadre réglementaire, développement des infrastructures, renforcement du secteur financier et appui aux PME. Elle accroîtra ses financements aux petites entreprises, recherchera des participations au capital prometteuses et fera de gros investissements dans les infrastructures, sous réserve de la mise en œuvre de réformes institutionnelles et réglementaires. En Azerbaïdjan, la Banque appuiera l'application de mesures visant à diversifier l'économie pour la rendre moins dépendante du pétrole et du gaz.

En dépit des formidables défis que doivent relever les pays d'Europe orientale et du Caucase, la BERD a l'intention d'accroître ses investissements dans la région afin d'appuyer la dynamique des réformes, en particulier en Géorgie. La Banque aidera à mettre en place les institutions qui sont nécessaires pour opérer des progrès et encourager la réduction de

la pauvreté, notamment dans le cadre de son appui aux micro et petites entreprises. En 2004, la Moldova et les trois pays du Caucase bénéficieront d'une attention particulière dans le cadre des actions menées par la Banque en faveur des pays les plus pauvres. Sur la base des conclusions d'une étude commandée en 2003, la BERD élaborera de nouveaux instruments pour apporter son aide là où elle est la plus utile.

05 Fédération de Russie





Les bons résultats économiques de la Russie ont permis à la BERD d'investir plus d'un milliard d'euros dans ce pays en 2003. Ces investissements ont bénéficié à de nombreux secteurs, des petites entreprises aux infrastructures, avec le plus important projet de construction routière jamais financé par la BERD.

Climat de l'investissement

En 2003, l'économie russe a continué d'enregistrer de bons résultats, soutenue par le maintien de prix du pétrole élevés et l'application de bonnes politiques macroéconomiques. Le PIB a augmenté de 7,3 %, contre 4,7 % en 2002, et la production industrielle de 7 %.

La consommation des ménages est restée le principal moteur de la demande, mais l'amorce d'une reprise de l'investissement privé est également manifeste. La croissance de l'investissement s'est établie à environ 12,5 %, dopant les secteurs des machines-outils et de la construction. Si les principaux moteurs de la croissance restent les carburants et les métaux non ferreux destinés à l'exportation, de nouveaux secteurs d'activité se développent progressivement. En dépit des fortes pressions inflationnistes causées par des flux de capitaux abondants, les autorités ont réussi à maintenir le taux d'inflation à 12 %, soit en haut de la fourchette-cible.

Le niveau élevé des cours du pétrole et la vigueur de la croissance économique ont assuré de bonnes recettes et en 2003 le budget fédéral a affiché un excédent de 1,7 % du PIB.

Les réserves financières – économies budgétaires résultant de recettes pétrolières exceptionnelles – se sont également considérablement accrues, atteignant 6,9 milliards d'euros au début de l'année 2004. L'ouverture de débouchés favorables à l'exportation a également contribué à accroître les recettes courantes et l'excédent du compte courant est passé de 31,2 milliards d'euros (29,5 milliards de dollars) en 2002 à environ 34,1 milliards d'euros (39,1 milliards de dollars) en 2003.

Les transactions de capital ont été très volatiles. Cependant, les fuites de capitaux et les sorties nettes de capitaux privés ont sensiblement diminué au cours de l'année. Les entrées nettes de capitaux privés ont atteint 2,1 milliards d'euros au cours du quatrième trimestre et étaient principalement constituées d'emprunts à court terme des banques. À la faveur des bons résultats du compte courant et du compte du capital, les réserves internationales ont augmenté de 23,1 milliards d'euros (29,1 milliards

de dollars) et atteint le niveau record de 60,9 milliards d'euros (76,9 milliards de dollars) en fin d'exercice, puis de 65,3 milliards d'euros (84,1 milliards de dollars) à la fin du mois de janvier 2004.

La bonne performance économique globale de l'année 2003 s'est accompagnée d'un ralentissement des fuites de capitaux, d'une augmentation des investissements étrangers et de l'essor des marchés d'actions et d'obligations, en dépit d'une certaine volatilité au cours de l'année. En octobre 2003, l'agence Moody, prenant en compte les bonnes performances et politiques macroéconomiques du pays, a relevé la cote qu'elle attribue à la dette souveraine du pays, la classant dans la catégorie "obligation sans risque". L'agence Standard and Poor's a également relevé sa cote, pour la porter à BB+, soit la catégorie immédiatement inférieure à celle d'"obligation sans risque", en suggérant que l'attribution d'une cote supérieure serait subordonnée à de nouveaux progrès dans les

domaines-clés de la restructuration économique, tels que des réformes dans les secteurs des banques, de la justice, de l'administration, de l'énergie et des monopoles. Toutefois, les relations entre les pouvoirs publics et le milieu des affaires restent à préciser pour ce qui est du respect des obligations fiscales, de la gouvernance des entreprises et des droits de propriété.

En matière de réformes institutionnelles et structurelles, les résultats de l'année ont été mitigés. Malgré le ralentissement intervenu au cours de la campagne électorale, des progrès ont été réalisés en matière de commerce extérieur et de libéralisation monétaire, avec l'adoption du nouveau code des douanes et d'une nouvelle loi sur la réglementation et le contrôle des changes. Des modifications apportées à la loi sur les marques de fabrique et à la loi sur les brevets prévoient des sanctions plus sévères en matière de contrefaçon. Toutefois, le contrôle de l'application de ces lois reste problématique.



En 2003, la croissance a été soutenue par les cours élevés du pétrole et de bonnes orientations économiques.

Des réformes ont été accomplies dans le secteur de l'électricité. Il s'agit notamment de l'adoption de plusieurs lois d'importance majeure ainsi que la clarification des étapes ultérieures de la réforme. Dans le secteur du gaz toutefois, le processus a été retardé par l'incapacité à trouver un accord sur l'orientation et le rythme souhaitables des réformes. Des progrès tangibles ont également été réalisés dans le secteur des établissements financiers non bancaires, notamment en matière de renforcement du cadre institutionnel de la réforme du régime des retraites, de libéralisation du secteur des assurances et d'établissement d'un marché des obligations des sociétés.

Pour l'avenir, la Russie a trois grands défis à relever : mener à bien la restructuration, la modernisation et la diversification de son économie, réduire le poids de la bureaucratie et poursuivre la réforme judiciaire. Des progrès sur ces trois fronts sont nécessaires pour maintenir l'actuelle reprise de la production. L'économie du pays, excessivement dépendante de ressources naturelles non renouvelables dont le prix déterminé sur les marchés internationaux est instable, est vulnérable en cas de chocs nationaux ou internationaux. L'inflation des prix et des coûts intérieurs a été supérieure à la croissance de la productivité dans les secteurs autres que ceux du gaz et du pétrole. Ces deux facteurs, de même que le maintien d'un rouble fort, rendent les gains d'efficacité plus difficiles dans les secteurs autres que celui des ressources naturelles.

Alors que le secteur public russe applique une politique économique et financière prudente, un certain nombre d'entreprises, dont beaucoup appartiennent au secteur

des ressources naturelles, ont fait de lourds emprunts dans des devises fortes. Dans la mesure où les prix du pétrole, du gaz et d'autres matières premières dont le prix est déterminé sur le marché international affectent le taux de change du rouble, nombre des entreprises qui ont emprunté ne bénéficient pas d'une couverture naturelle de leurs engagements en devises fortes, ce qui les rend potentiellement vulnérables.

Une accélération des réformes dans le secteur financier contribuerait à améliorer l'accès au financement, à promouvoir la diversification et à réduire la vulnérabilité du pays en cas de flux massifs de capitaux. Transformer les réserves financières en un véritable fonds de stabilisation à compter de l'année 2004, permettrait sans doute de mieux gérer les conséquences de l'instabilité des prix des produits de base en matière budgétaire, monétaire et de taux de change.

Le décollage de l'aéronautique russe

L'industrie aéronautique russe est l'héritière d'une longue tradition. À l'ère soviétique, les entreprises russes comptaient parmi les premiers constructeurs mondiaux d'avions civils et militaires ; toutefois, après l'effondrement de l'Union soviétique, les investissements dans ce secteur de haute technologie ont brusquement chuté, affaiblissant considérablement la compétitivité de la Russie sur le marché international de l'aéronautique.

Dans le cadre de son premier projet aéronautique, la BERD contribue au financement de la revitalisation du secteur par un prêt de 36 millions d'euros à la société Sirocco Aerospace (Russie) pour le financement de la construction d'un nouveau modèle d'avion cargo Tupolev destiné à l'exportation pour lequel la procédure de certification européenne a été engagée. Cet avion, doté d'un moteur Rolls-Royce, sera assemblé à l'usine d'Aviastar, située dans la région de la Volga, qui emploie environ 7 000 personnes.

Le premier contrat d'exportation concerne 5 appareils commandés par deux lignes aériennes de Chine, pays dont le marché de l'aviation a le taux de croissance le plus rapide du monde. Le prêt de la BERD contribuera aussi à rétablir la compétitivité de la Russie en tant que constructeur d'avions économiques sur les marchés d'Asie, d'Afrique, du Moyen-Orient et du Pacifique.

“Le Tupolev est un avion qui a fait ses preuves, et qui est bien placé pour faire face à la concurrence internationale. Avec l'aide de la BERD, nous pourrions pénétrer plus rapidement sur ces nouveaux marchés” indique M. Kamel, Président de Sirocco Aerospace.

Le projet devrait également contribuer à élever le niveau des compétences dans le secteur, dans la mesure où la construction du Tupolev bénéficiera de l'expertise de compagnies aéronautiques occidentales qui fournissent des pièces détachées et participent au processus de certification.

Le rythme des réformes structurelles et institutionnelles devrait s'accélérer avec la mise en place du nouveau gouvernement, après l'élection présidentielle de mars 2004. Toutefois, le détail du programme de réformes de ce gouvernement et des politiques qu'il compte appliquer ne sera connu que lorsque la nomination du Président du gouvernement aura été approuvée par la Douma et qu'il aura présenté son programme. Selon les informations actuellement disponibles, une priorité élevée serait accordée aux réformes du secteur social et à la poursuite de réformes fiscales et réglementaires, notamment dans le secteur de l'énergie. À moyen terme, la tâche la plus importante est la réforme des institutions publiques, y compris les administrations publiques de la fonction publique et des institutions chargées de faire respecter la loi.

Activités de la BERD

En 2003, les investissements de la BERD en Russie se sont élevés à 1,1 milliard d'euros et les décaissements bruts à 449 millions d'euros, portant le total des engagements de la BERD à 5,2 milliards d'euros. Le niveau élevé de ces engagements reflète les progrès réalisés par le gouvernement dans la mise en œuvre de réformes politiques et économiques qui ont considérablement amélioré le climat de l'investissement.

Les projets de la BERD ont contribué au processus de transition par les activités suivantes : restructuration du secteur des entreprises, modernisation des infrastructures, promotion de la concurrence, appui à la réforme du secteur financier et des petites entreprises, amélioration de la gouvernance et développement des compétences technologiques. Nos projets ont également attiré des investissements étrangers complémentaires.

Le prêt le plus important qui ait été signé au cours de l'année – d'un montant de 230 millions d'euros – contribuera à financer la construction de la rocade est de Saint-Petersbourg et de la route reliant Chita à Khabarovsk dans la partie extrême-orientale de la Russie. En 2003, les projets d'infrastructures ont représenté 29 % du total des opérations de la BERD. Parmi les autres grands projets d'infrastructure signés au cours de l'année, figuraient un prêt pour des usines de traitement d'eaux usées à Saint-Petersbourg et un prêt pour moderniser les services de distribution d'eau de Iaroslavl.

Près d'un tiers des projets signés en 2003 concernent les industries manufacturières. Les deux projets les plus importants étaient, respectivement, un investissement de 63 millions d'euros pour la construction d'une usine de fabrication de panneaux en fibres à Kronospan (Russie) et un prêt de 58 millions d'euros pour aider une société à construire et à exploiter une nouvelle verrerie à Pilkington (Russie).

Un investissement de 45 millions d'euros dans la société Severstal-Arcelor finance une co-entreprise majeure associant un grand sidérurgiste russe au principal sidérurgiste d'Europe de l'Ouest. Un consortium de banques commerciales a financé une part importante de ce prêt (voir en page 15).

Dans le secteur pétrolier et gazier, la BERD a accordé un financement de 56 millions d'euros pour la modernisation du réseau d'oléoducs de Transneftproduct et l'amélioration des pratiques environnementales et opérationnelles de la société Lukoil-Perm. Dans l'agroalimentaire, autre grand secteur qui a bénéficié de l'appui de la BERD en 2003, la Banque a fourni 65 millions d'euros pour le financement de petites entreprises et d'une usine de mise en conserve de légumes, pour l'agrandissement d'une brasserie et pour le commerce des céréales.

Dans le secteur financier, la BERD a investi 258 millions d'euros sous forme de lignes de crédit, de prises de participation et de garanties. Ces financements appuient des projets dans le domaine du commerce extérieur, du crédit-bail, des petites et moyennes entreprises (PME) et de la restructuration et de la modernisation d'entreprises dans l'ensemble de la Russie.

Le Fonds pour les petites entreprises de Russie a fourni 1,5 milliard d'euros aux entrepreneurs.

Les financements de la BERD dans le secteur des micro et petites entreprises (MPE) sont accordés par l'intermédiaire du Fonds pour les petites entreprises de Russie. À la fin de l'année 2003, le Fonds avait consenti plus de 168 000 prêts à des micro et petites entreprises, d'un montant total de 1,5 milliard d'euros.

Au cours de la seule année 2003, il a accordé plus de 50 000 prêts par l'intermédiaire de six banques partenaires et de la banque KMB, spécialisée dans le microfinancement.



Efficacité énergétique et production d'électricité

Le célèbre barrage d'Assouan, en Égypte, n'est que l'un des grands clients internationaux qui font appel à l'expertise de la Russie en matière de production d'électricité. En effet, c'est au plus grand fabricant russe de matériel de production d'électricité, le Power Machines Group (PMG) qu'a été confiée la modernisation des générateurs de ce barrage. Pour aider cette société à s'acquitter de ses obligations au titre de ce contrat prestigieux et à répondre ainsi aux nombreuses offres venant de pays aussi divers que l'Inde, la Chine, le Vietnam et le Brésil, la BERD lui a accordé un prêt de 28 millions d'euros. 40 % environ de ce montant servira à offrir des conditions de paiement plus attrayantes aux autres clients potentiels, ce qui aidera la société à mieux se placer sur ce marché compétitif.

Le solde du prêt financera la modernisation des usines de la PMG situées à Saint-Pétersbourg et à Moscou, l'adoption de mesures destinées à promouvoir des gains d'efficacité qui devraient abaisser les besoins énergétiques du groupe d'environ 30 %. Le prêt accordé par la BERD représente le premier financement fourni à l'entreprise par des bailleurs de fonds occidentaux. Outre sa contribution à la restructuration de la société, le prêt sera utilisé pour améliorer la gouvernance, conformément au nouveau Code de gouvernance des entreprises du pays. Ces activités permettront de définir les principaux critères que les autres sociétés russes devront s'efforcer de remplir. Un audit de l'efficacité énergétique de la PMG a été financé par le gouvernement grec.

"Le prêt de la BERD vient reconnaître les progrès déjà réalisés, mais il aidera surtout notre société à devenir l'un des premiers fabricants mondiaux de matériel de production d'électricité" déclare Evgueny Yakovlev, Directeur de PMG.



Préserver l'eau potable de Saint-Pétersbourg

Le traitement des eaux usées de la ville de Saint-Pétersbourg risque de contaminer l'eau de la ville. Cette situation paradoxale est due au dépôt de grandes quantités de boues sèches dans une décharge proche de la ville, qui dégagent des substances toxiques susceptibles de s'infiltrer dans la nappe d'eau locale.

La décharge étant maintenant presque pleine, Vodokanal, la compagnie d'eau de la ville, construit actuellement un vaste incinérateur afin de brûler les boues et bénéficie à ce titre d'un prêt de 24 millions d'euros fourni par la BERD. L'incinération constitue le moyen d'élimination des boues le plus efficace et le plus respectueux de l'environnement. Elle diminue de 95 % le volume des déchets solides et préserve la qualité des réservoirs d'eau souterraine de la ville. Selon les termes du prêt, Vodokanal prendra également des mesures pour assurer la sécurité de la décharge afin de réduire le risque de pollution.

Lorsque l'incinérateur fonctionnera, l'usine pourra traiter un volume d'eaux usées accru, ce qui permettra de réduire le volume des effluents rejetés dans la Baltique. Il s'agit du premier projet réalisé en Russie à faire appel au secteur privé pour l'exploitation de l'usine après son achèvement.

La Banque a établi des relations étroites avec Vodokanal dans le cadre de trois financements précédents qui ont été couronnés de succès. Selon Felix Karmazinov, Directeur général de Vodokanal : "La BERD nous a aidés à infléchir notre démarche. Les effets positifs de cette évolution sont même plus importants que les avantages tirés des seuls investissements".

Cette opération est le troisième projet financé dans le cadre du Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS, voir page 74). Outre le prêt de la BERD, la Banque nordique d'investissement a accordé un prêt de 9 millions d'euros et le Partenariat un don de 6 millions d'euros. Pour sa part, la Suède a octroyé une subvention de 10 millions d'euros, 2,5 millions d'euros étant fournis à Vodokanal pour l'appui institutionnel. Le Royaume-Uni a financé par des subventions l'analyse environnementale du projet.

Engagements et décaissements de la BERD

	2003	2002	Total cumulé
Nombre de projets signés ¹	27	26	171
(en millions d'euros)			
Engagements	1 100	1 289	5 174
Décaissements	449	655	3 227

Remarque : Le cas échéant, le financement des projets régionaux a été alloué à la Fédération de Russie. Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 83 à 99, dans laquelle les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée. Les chiffres de ce tableau ont été arrondis.

Le Fonds tire ses ressources de prêts de la BERD et de dons octroyés par l'Union européenne et par plusieurs gouvernements.

Au Nord-Ouest de la Russie, des projets très divers appuient les initiatives environnementales menées dans le cadre du Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS). Le PEDS fait appel à des financements des bailleurs de fonds et de la BERD pour réaliser des améliorations dans des domaines tels que la sécurité nucléaire, le traitement des eaux usées, l'approvisionnement en eau et l'efficacité énergétique. En 2003, la BERD a financé quatre projets du Partenariat.

Perspectives

Pour encourager la diversification des activités des grandes entreprises, la BERD continuera à financer des investissements visant à accélérer le rythme de restructuration des grandes sociétés et des entreprises d'État. Elle cherchera à promouvoir la transparence et l'efficacité, et ce faisant, s'efforcera non seulement d'encourager de nouveaux investissements étrangers mais également de répondre aux besoins des nombreux monopoles russes en matière de transition.

La BERD appuiera la consolidation du secteur bancaire russe et visera à stimuler la concurrence et à renforcer les institutions dans le secteur financier. Ses principaux domaines d'intervention seront l'aide à la restructuration des banques d'État, l'appui aux banques régionales et l'aide à la création de banques multiservices. Elle poursuivra

ses activités de financement des PME, en développant ses programmes en faveur des petites entreprises et en les étendant à de nouvelles régions.

La Banque encouragera le fonctionnement des services municipaux selon les lois du marché et la participation du secteur privé à ces services. Ces activités s'accompagneront d'une concertation accrue avec les autorités municipales sur les mesures sectorielles ainsi que d'initiatives visant à renforcer les institutions.

En matière de développement des infrastructures et de systèmes de transport, la BERD s'efforcera de promouvoir la commercialisation et de réformer le financement des infrastructures. En coopération avec les autorités fédérales, elle s'attachera à améliorer le cadre réglementaire de ces services et à préciser les fonctions opérationnelles.

Dans le secteur de l'énergie, la BERD poursuivra le dialogue engagé avec les autorités sur les réformes du secteur de l'électricité et sur la restructuration du secteur du gaz. Elle continuera également à participer à la restructuration de certaines compagnies régionales d'électricité et à l'établissement d'une réserve de projets potentiels afin d'améliorer les politiques tarifaires et l'accès à l'énergie.

06 Asie centrale





Devant l'urgence des besoins de certains des pays les plus pauvres de la région, la BERD a investi près de 300 millions d'euros en 2003 pour soutenir la croissance du secteur privé et encourager les réformes démocratiques dans ces pays.

Climat de l'investissement

La plupart des pays d'Asie centrale ont connu une forte croissance en 2003, à l'exception de l'Ouzbékistan où les résultats ont été médiocres à la suite des restrictions imposées en matière de liquidités après l'assouplissement de la réglementation limitant la convertibilité externe de la monnaie ouzbèke. Le climat de l'investissement privé est resté peu satisfaisant dans ce pays du fait du ralentissement des privatisations et du maintien des restrictions appliquées en matière de commerce et de transit international. En outre, les contrôles bureaucratiques et administratifs omniprésents et la répression économique et politique ont continué de brider l'initiative privée et le fonctionnement des entreprises. Dans les autres pays de la région, on notera que le taux de croissance soutenu part d'une base très faible tandis que dans l'ensemble de la région, l'investissement se heurte à de nombreux obstacles, notamment la faiblesse de la coopération régionale, l'excès de bureaucratie et l'ampleur de la corruption.

Au Kazakhstan, le taux de croissance a atteint 9 % en 2003 grâce à la vigueur de l'investissement et à l'essor de la demande de consommation. La production de pétrole et de gaz a progressé de 15 % et continue de jouer un rôle crucial dans l'économie kazakhe. La croissance économique devrait se poursuivre aussi longtemps que les prix du pétrole se maintiendront à un niveau favorable. Au Tadjikistan, la croissance a été d'environ 10 %, favorisée en partie par les bons résultats du secteur de la construction et du secteur industriel.

Croissance du PIB en termes réels

	2003 %	2002 %
Kazakhstan	9,0	9,8
Ouzbékistan	1,0	4,2
République kirghize	6,3	-0,5
Tadjikistan	10,2	9,1
Turkménistan	11,4	5,1

Après les difficultés rencontrées en 2002, l'économie de la République kirghize a connu en 2003 une forte reprise. Au Turkménistan, les statistiques officielles font également apparaître un taux de croissance rapide, mais les perspectives d'un développement durable du secteur privé resteront limitées tant que l'État contrôlera étroitement les secteurs-clés de l'économie.

Le taux d'inflation reste modéré au Kazakhstan et en République kirghize et s'est considérablement ralenti en Ouzbékistan, mais les pays de la région doivent intensifier la lutte contre l'inflation. Les déficits budgétaires des pays de la région sont généralement faibles, à l'exception de celui de la République kirghize où la gestion des dépenses publiques s'est néanmoins améliorée dans le cadre d'un programme appuyé par le FMI.

Pour l'Asie centrale, le principal défi sera la poursuite de l'intégration dans l'économie mondiale.

Au cours de l'année 2003, des progrès en matière de transition ont été réalisés dans plusieurs domaines, avec notamment la remarquable consolidation du secteur bancaire et la réforme des infrastructures au Kazakhstan. En République kirghize, les autorités ont pris des mesures pour s'attaquer à la corruption et adopté une nouvelle législation pour renforcer la gouvernance des entreprises.

Au Tadjikistan, les tarifs de l'eau, du gaz et de l'électricité augmentent, se rapprochant du niveau de recouvrement des coûts, tandis que le taux d'impayés est en baisse. En Ouzbékistan, les autorités ont institué en octobre 2003 la convertibilité intégrale de la monnaie pour les transactions du compte courant. Toutefois nombre des avantages potentiels que procurerait le libre accès aux devises ne peuvent se matérialiser du fait de la présence d'obstacles considérables au commerce – aux effets de distorsion de plus en plus importants – et des restrictions imposées aux résidents en matière d'accès aux liquidités.

Une grande réforme du droit des sociétés a été entreprise en 2003. Le Kazakhstan et la République kirghize ont tous deux adopté une nouvelle législation sur les sociétés par actions qui accroît sensiblement le montant minimum du capital social requis, forçant un certain nombre d'entreprises à adopter le statut de société à responsabilité limitée, moins coûteux. Des mesures similaires ont été instituées par décret présidentiel en Ouzbékistan.

Pour les pays d'Asie centrale, le principal enjeu des années à venir est de s'intégrer davantage à l'économie mondiale. L'intensification de la coopération régionale et la réduction des coûts de transit dans la région favoriseraient le commerce et l'investissement. Pour leur part, la République kirghize et le Tadjikistan doivent en premier lieu résorber leur endettement et améliorer le climat de l'investissement.

Au Kazakhstan, la stratégie de diversification économique adoptée en mai 2003 par le gouvernement doit s'accompagner d'une levée des obstacles au développement du secteur privé. Pour exploiter pleinement leur potentiel, le Turkménistan et l'Ouzbékistan doivent aussi s'engager sur la voie de grandes réformes structurelles et limiter l'ingérence de l'État dans l'économie.



Amélioration du réseau routier au Kazakhstan

Dans ce pays, dont la superficie est plus vaste que celle de l'Europe de l'Ouest mais dont la population dépasse à peine celle des Pays-Bas, les routes sont un lien essentiel entre les communautés dispersées. Cependant, à la suite des difficultés budgétaires des années 90, environ 65 % des 23 000 kms de routes du pays sont en mauvais état.

Dans la région Ouest du pays, proche des côtes de la mer Caspienne, un prêt de 95 millions d'euros accordé au gouvernement kazakh permettra d'améliorer considérablement la qualité du réseau routier. Ce financement, qui devrait être complété par un prêt d'environ 40 millions d'euros de la Banque asiatique de développement, permettra de moderniser 900 kms de routes, facilitant la liaison entre le principal port kazakh d'Aktau et le centre régional d'Atyrau.

Les travaux de modernisation de cette route ont débuté dans les années 60, mais n'ont jamais été terminés et de nombreux tronçons sont actuellement en mauvais état. La nouvelle route

facilitera l'accès à la riche région pétrolière de l'ouest du Kazakhstan et à la mer Caspienne. Cette route est importante pour l'acheminement de l'équipement et du personnel indispensables à l'exploitation des gisements de pétrole, activité capitale pour le développement économique du pays.

Selon Erik Khamsinovich Sultanov, président du comité gouvernemental kazakh chargé des routes : "Le projet, réalisé avec l'appui de la BERD, jouera un rôle important dans la modernisation d'un important corridor international reliant Turkmenbashi, Atyrau et Astrakhan, et axe d'une importance vitale pour les pays d'Asie centrale et pour la Russie."

Le projet assurera également un meilleur recouvrement des coûts par le biais de péages routiers dont le montant dépendra du type de véhicule utilisé. À l'avenir, le financement du secteur routier en sera facilité. Une subvention du programme TACIS de l'Union européenne a financé une partie du coût de préparation du projet.



Extension du réseau téléphonique au Kazakhstan

Les communautés et entreprises du Kazakhstan ont besoin d'un réseau téléphonique efficace pour communiquer dans ce vaste pays. Kazakhtelecom, l'opérateur national, s'est lancé dans un programme d'extension et de modernisation du réseau, avec notamment l'installation de connexions par fibres optiques dans l'ensemble du pays.

Depuis 1999, la BERD coopère étroitement avec Kazakhtelecom et a aidé la compagnie à réaliser des gains d'efficacité considérables à améliorer sa gestion, sa gouvernance et ses résultats financiers. En 2003, elle a décidé d'accroître son aide en participant à un prêt syndiqué d'un montant de 87 millions d'euros.

Le prêt, d'une durée de 7 ans – un record dans le secteur des télécommunications kazakh – a été mis en place avec la Standard Bank London et syndiqué auprès de plusieurs banques internationales. Ces ressources complémentaires financeront de nouveaux investissements dans le développement du réseau et des services téléphoniques au Kazakhstan.

Kanat Nurov, Vice-Président et Directeur Financier de Kazakhtelecom en parle en ces termes : "Nous sommes très heureux de la confiance que nous a manifestée la BERD en nous accordant ce prêt exceptionnel et nous espérons collaborer avec elle pour de nouveaux projets".

La BERD continuera d'apporter un appui au secteur des télécommunications kazakh pour l'aider à affronter la libéralisation des marchés et l'intensification de la concurrence. Dans le passé, la Banque a aidé le gouvernement kazakh à mettre en place un cadre réglementaire transparent dans le secteur. Les gouvernements du Japon et du Taipei chinois ont chacun apporté une contribution de 200 000 euros à ce programme tandis que le financement de la Communauté européenne s'est élevé à 364 000 euros.

Activités de la BERD

En 2003, la BERD a investi 295 millions d'euros en Asie centrale. Le principal pays bénéficiaire était le Kazakhstan (264 millions d'euros), suivi par l'Ouzbékistan (26 millions d'euros). Ces investissements ont, pour une large part, contribué au développement du secteur privé, qui est essentiel pour créer des emplois et réduire la pauvreté. Le montant total des financements de la BERD en Asie centrale s'élève à 1,7 milliard d'euros, ce qui en fait le premier investisseur parmi les institutions financières internationales opérant dans la région.

Au nombre des projets signés au cours de l'année, figurent un grand projet routier au Kazakhstan (voir page 59), l'appui à l'extension du réseau de Kazakhtelecom et un prêt accordé à l'une des premières sociétés cotonnières ouzbèkes (voir page 63). La BERD a également étendu son programme d'aide aux échanges commerciaux au Tadjikistan et au Turkménistan pour promouvoir le commerce régional et international.

Le Mécanisme d'investissement direct de la BERD a été étendu au Turkménistan à compter de 2003. Ce Mécanisme vise à accroître les investissements sous forme de participations au capital dans les pays où les opérations de la Banque sont peu développées, en octroyant des financements directs à des entreprises du secteur privé dirigées par des entrepreneurs locaux expérimentés.

Par le biais de lignes de crédits à des banques locales, la BERD a notamment réussi à octroyer des prêts à de très petits emprunteurs qui n'ont pas accès à d'autres formes de financement. Les fonds de coopération technique fournis par des pays donateurs ont contribué à renforcer les compétences opérationnelles de ces banques, notamment en ce qui concerne l'octroi de prêts.

Engagements de la BERD

	Nombre de projets signés ¹	2003 Engagements en millions d'euros	Nombre de projets signés	2002 Engagements en millions d'euros	Nombre de projets signés	Total cumulé Engagements en millions d'euros
Kazakhstan	6	264	6	175	32	872
Ouzbékistan	2	26	1	34	21	527
République kirghize	2	2	0	2	14	123
Tadjikistan	0	3	0	0	6	29
Turkménistan	0	1	1	10	5	125
Total	10	295	8	221	77	1 676

Remarque : le financement des projets régionaux a été réparti entre les différents pays.

Les totaux du présent tableau peuvent donc différer de la liste donnée aux pages 83 à 99, où les projets régionaux sont classés séparément.

¹ Les sous-projets signés en vertu d'accords-cadres sont comptabilisés sous forme fractionnée. Les chiffres de ce tableau ont été arrondis

En 2003, la Banque a étendu son programme de prêts aux micro et petites entreprises tadjikes. Elle a financé une ligne de crédit de 5,5 millions d'euros pour la rétrocession de prêts – d'un montant maximum de 80 000 euros – à des petites et micro entreprises par l'intermédiaire des banques locales. Environ 76 000 prêts, d'un montant total supérieur à 300 millions d'euros, ont déjà été accordés dans le cadre du Programme pour les petites entreprises au Kazakhstan, en Ouzbékistan et en République kirghize. Le Programme bénéficie de contributions importantes de la Communauté européenne, des États-Unis, du Japon et du Royaume-Uni.

En 2003, la BERD a étendu son programme de reçus de stockage céréaliers pour aider les agriculteurs et encourager le développement rural. Un prêt complémentaire de 20 millions d'euros a été accordé à la Kazkommertsbank pour lui permettre d'accorder des financements aux agriculteurs, aux sociétés céréalières et aux négociants du Kazakhstan durant toute l'année. En donnant en garantie leurs stocks de céréales et leurs actifs fixes, les agriculteurs peuvent obtenir des moyens de financement pour l'achat de semences, d'engrais et de carburant.

Soucieuse d'encourager la coopération transfrontière, la BERD a acquis une participation de 25 % dans l'Inexim Bank de la République kirghize et a effectué un investissement stratégique dans la Temirbank du Kazakhstan. Cet investissement aidera l'Inexim Bank à développer ses services aux particuliers et à promouvoir la coopération régionale entre les banques kirghizes et kazakhes.

En Asie centrale, la BERD met en œuvre de nouvelles initiatives pour soutenir les pays les plus pauvres.

Pour attirer de nouveaux investissements en Asie centrale, la BERD a utilisé le Fonds spécial de partages de risques en Asie centrale, mis en place au milieu de l'année 2002. Ce fonds combine les dons des bailleurs de fonds et des investissements de la BERD pour le financement de projets en faveur des petites entreprises et de programmes d'aide aux échanges commerciaux. Le fonds vise à mobiliser 30 millions d'euros sous forme de dons.

Au cours de l'exercice, la BERD a examiné avec les gouvernements de la région les moyens d'améliorer le climat de l'investissement et d'accroître la coopération régionale en Asie centrale. Au Kazakhstan, par exemple, la Banque a examiné avec le Conseil des investisseurs étrangers les moyens d'attirer des capitaux privés. Lors de l'Assemblée annuelle de la Banque qui s'est tenue à Tachkent en mai 2003, des rencontres ont eu lieu avec les présidents kazakh, kirghize et tadjik ainsi qu'avec de hauts-responsables gouvernementaux pour débattre des réformes structurelles, de la coopération régionale avec les pays voisins, de la démocratie multipartite et des droits de l'homme. En novembre 2003, la BERD a également participé à la seconde Conférence ministérielle sur la coopération économique en Asie centrale.

En collaboration avec d'autres institutions financières internationales, la BERD a lancé des initiatives afin d'aider les pays les plus pauvres d'Asie centrale (Ouzbékistan, République kirghize et Tadjikistan) qui font partie du CIS-7. En janvier 2003, la Banque a participé à la conférence du CIS-7 qui a réuni à Lucerne des représentants des grandes institutions financières internationales, des bailleurs de fonds bilatéraux et des représentants de ces pays. Cette conférence a débattu de nombreuses questions économiques, institutionnelles et sociales, et a souligné l'importance d'améliorer la gouvernance et de lutter contre la corruption. La BERD a l'intention de lancer au début de l'année 2004 un grand programme visant à accélérer le développement de projets dans les pays du CIS-7.

Perspectives

À l'avenir, la BERD se propose d'accroître le niveau de ses investissements en Asie centrale pour répondre aux besoins les plus pressants. Elle s'emploiera à accroître les flux de capitaux privés et à renforcer les économies de marché de ces démocraties émergentes. Pour attirer les investissements étrangers, les pays d'Asie centrale doivent réduire les obstacles tarifaires, rendre le climat de l'investissement plus prévisible et diversifier leurs économies au-delà du secteur pétrolier et gazier. Des progrès dans ces domaines permettront à ces pays de s'engager sur la voie d'une croissance durable et de consolider leurs acquis.

En 2003, la BERD a adopté de nouvelles stratégies de pays pour l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Ces deux stratégies sont axées sur le développement du secteur privé et des grands projets d'infrastructures, et s'attachent plus particulièrement aux petites entreprises, au secteur financier, à la promotion des investissements étrangers directs et à l'intensification des efforts visant à améliorer le climat de l'investissement.

La nouvelle stratégie de l'Ouzbékistan énonce sept critères dans les domaines politiques et économiques qui précisent les mesures décisives que ces pays doivent prendre pour s'engager durablement sur la voie de la démocratie pluraliste et de l'économie de marché. La Banque a examiné les progrès réalisés



Décaissements de la BERD

	2003 en millions d'euros	2002 en millions d'euros	Total cumulé en millions d'euros
Kazakhstan	188	104	542
Ouzbékistan	19	32	370
République kirghize	1	1	116
Tadjikistan	3	0	13
Turkménistan	8	21	69
Total	220	159	1 110

eu égard à ces critères lors de son Assemblée annuelle qui a eu lieu à Tachkent en mai 2003 et de deux missions de suivi ultérieures. Au début de l'année 2004, une délégation du Conseil d'administration de la Banque s'est rendue en Ouzbékistan afin de préparer l'examen de la stratégie de pays qui sera effectué dans le courant de l'année.

Au Turkménistan, les activités de la BERD se limitent actuellement à la promotion des activités du secteur privé, notamment des petites entreprises. S'agissant des futures interventions de la Banque, la stratégie propose trois options : en cas de situation inchangée dans le pays, la Banque maintiendra le niveau actuel de ses activités. Elle ne les étendra à d'autres

domaines tels que le secteur pétrolier et gazier que si les autorités mettent en œuvre des réformes essentielles dans le sens de la démocratie et de l'économie de marché.

Promotion du développement du secteur privé en Ouzbékistan

L'Ouzbékistan est l'un des principaux pays producteurs de coton et le deuxième exportateur mondial de ce produit. Toutefois, 25 % seulement de la production est transformée dans le pays. Le reste est exporté à l'état brut, ce qui représente une perte de gains potentiels considérable pour le pays.

Le développement des opérations de transformation dans ce secteur vital est donc une priorité pour l'État ouzbek qui a conçu des plans visant à quadrupler au minimum la valeur des exportations de textiles ouzbèkes, qui devrait passer de 95 millions d'euros en 2001 à 397 millions d'euros en 2005.

À cet effet, la BERD a consenti un prêt de 10 millions d'euros à la compagnie textile Bursel Tachkent qui jouera un rôle moteur dans le développement de la fabrication de vêtements de coton destinés à l'exportation. Ce prêt aidera à construire près de Tachkent une nouvelle usine moderne qui produira des articles en maille de coton, tels que des sous-vêtements, des vêtements de nuit et des tee-shirts principalement destinés

aux marchés d'Amérique du Nord et d'Europe. Le projet bénéficiera également d'un prêt de 4 millions d'euros du Fonds OPEP pour le développement international.

Ce projet créera environ 1 200 emplois. L'usine sera la première usine textile du pays dont le capital sera détenu en majorité par des intérêts privés. Accroître le rôle du secteur privé dans ce secteur est un objectif prioritaire du gouvernement et de la BERD.

Le promoteur du projet est la société turque Bursel Textile, appartenant au groupe Bursel qui opère avec succès en Ouzbékistan depuis 1991. Selon Burhan Enustekin, Président de Bursel Textile : "Le prêt de la BERD nous permet de tirer parti de l'avantage concurrentiel de l'Ouzbékistan dans le secteur du coton et de passer à la production de vêtements de haute qualité. Cette opération viendra compléter nos activités dans le pays".

07 Financement des partenaires





Les financements accordés par les pays donateurs et les institutions officielles aident la BERD à préparer ses investissements ultérieurs et à étayer ses projets. Ils permettent également à la Banque de développer ses compétences dans le domaine de la gestion d'entreprises en difficulté, de financer la réforme juridique et de promouvoir la sûreté nucléaire.

La coopération technique

La BERD utilise des dons émanant d'États et de la Communauté européenne pour mettre en place les conditions nécessaires à de nouveaux projets. Ces fonds de "coopération technique" lui permettent de recruter des consultants et d'autres experts qui aident ses clients, aussi bien dans le secteur privé que dans le secteur public, à se préparer à un investissement de la BERD. Ces fonds contribuent également à la mise en œuvre optimale de l'investissement.

En 2003, le total des financements s'est élevé à 73 millions d'euros. Les principaux donateurs ont été la Communauté européenne, les États-Unis, l'Italie, la Suisse et le Japon. Au cours des dix dernières années, près de la moitié de nos projets d'investissement ont bénéficié de dons au titre de la coopération technique.

L'un des principaux objectifs de la coopération technique est de développer le secteur des petites entreprises. Ainsi, en 2003, quelque 45 millions d'euros (soit 60 % du total) sont allés à des petites entreprises. La BERD utilise ces fonds pour informer les banques et autres institutions financières sur la

manière d'encourager et de gérer les prêts et prises de participation dans les micro, petites et moyennes entreprises.

Parmi les programmes destinés aux petites entreprises bénéficiant de fonds de coopération technique, on peut citer le Mécanisme UE-BERD de financement des PME pour les pays candidats à l'adhésion à l'UE (voir page 20) et le Mécanisme États-Unis-BERD de financement des PME pour l'Europe du Sud-Est et les pays aux premiers stades et aux stades intermédiaires de la transition. Les fonds de coopération technique financent également le Fonds pour les petites entreprises de Russie et le Mécanisme d'investissement direct de la Banque, qui prennent des participations dans le capital d'entreprises de certaines régions défavorisées (voir page 21). Parallèlement, la BERD propose des services spécialisés d'aide aux petites entreprises dans le cadre du Programme de redressement des entreprises et du Programme de consultants locaux (voir page 71).

Les projets d'infrastructure reçoivent une part importante des fonds de coopération technique. Ainsi dans les secteurs des services urbains, de l'énergie et des transports, on fait appel à des experts pour concevoir et réaliser des projets. Le plus souvent, leur mission consiste à appuyer le processus de réforme, par exemple en matière de la tarification des services collectifs. Les fonds de coopération technique servent également à aider des municipalités à devenir solvables, ce qui permet à la BERD de financer des projets sans avoir recours à des garanties souveraines. En 2003, environ 11 millions d'euros de ces fonds sont allés à des projets d'infrastructure. Parmi les autres secteurs bénéficiaires figurent l'agro-alimentaire, les banques commerciales, le crédit-bail et les industries manufacturières. La BERD fait également appel aux fonds de coopération technique pour introduire des réformes juridiques et réglementaires par le biais du Programme de transition juridique (voir page 73).

L'une des priorités pour 2004 sera de mettre en place de nouveaux mécanismes de partenariat pour répondre aux besoins de sept pays qui sont aux premiers stades de la transition (l'Arménie, l'Azerbaïdjan, la Géorgie, la Moldova, l'Ouzbékistan, la République kirghize et le Tadjikistan). Dans ces pays, les plus pauvres de la région d'opérations de la BERD, l'investissement se heurte à des obstacles considérables. Au cours des dernières années, les activités de coopération technique dans ces pays ont été axées sur le micro financement et l'aide aux échanges. La Banque y prépare de nouvelles initiatives dans le cadre d'un effort international coordonné destiné à promouvoir l'investissement, la mise en place d'institutions et le développement de compétences de gestion dans cette région.

Pour plus d'informations sur les fonds de coopération technique, veuillez vous reporter au document *2004 Report to the Donor and Official Co-financing Community* (rapport de la BERD aux donateurs et partenaires de cofinancement officiel).

Le financement des petites entreprises kirghizes

Les bailleurs de fonds et la BERD ont lancé avec succès une initiative de financement commercial des petites entreprises en République kirghize. Le Mécanisme de financement des micro et petites entreprises kirghizes a été établi en avril 2002 avec un financement de 12,1 millions d'euros pour offrir, par l'intermédiaire des banques locales, une source de financement durable aux micro et petites entreprises. Ce Mécanisme est financé par la BERD, les États-Unis et la Société financière internationale (SFI). Les États-Unis et la Suisse apportent une aide pour le partage des risques tandis que la Communauté européenne, les États-Unis, les Pays-Bas et la Suisse prennent en charge les services de coopération technique.

Le Mécanisme a déjà permis d'obtenir des résultats. Plus de 2 400 prêts, d'un montant total de 3,6 millions d'euros ont déjà été décaissés en faveur de micro et petites entreprises très diverses et plus de 400 entreprises bénéficient chaque mois d'un financement. Compte tenu des tendances actuelles, le Mécanisme devrait concerner chaque mois plus de 1 000 micro et petites entreprises avant la fin de l'année 2004. Le taux de remboursement des prêts est de 100 %.

Mobilisation des investissements

Les fonds de coopération technique permettent de financer un travail préparatoire essentiel et de développer les compétences en matière de gestion ; ils jouent ainsi un rôle capital lorsqu'il s'agit de lever des capitaux pour des projets d'investissement. Au cours des dix dernières années, 620 millions d'euros ont appuyé à ce titre les investissements de la BERD. La valeur totale de ces projets s'élève à 35 milliards d'euros, dont 11 milliards représentent des investissements de la BERD, le reste venant de clients et de partenaires de cofinancement. Chaque euro versé au titre de la coopération technique a permis de mobiliser 56 euros d'investissement.

La coopération technique comporte des risques et chaque mission ne débouche pas toujours sur un investissement de la BERD. La probabilité qu'elle se traduise par des projets dépend en partie du climat de l'investissement dans le pays concerné, mais le taux de réussite est élevé. Au cours des dix dernières années, près de 85 % des missions de coopération technique ont abouti à la signature de projets par la Banque.

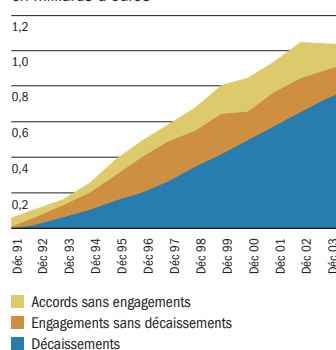
Engagements au titre de la coopération technique, par pays bénéficiaire

	Nombre	en millions d'euros
Fédération de Russie	31	7,6
Ukraine	12	5,0
Mongolie ¹	12	4,0
Serbie-et-Monténégro	9	2,9
Kazakhstan	8	2,6
République kirghize	11	2,5
Roumanie	7	2,1
Tadjikistan	7	1,9
Géorgie	10	1,8
Croatie	7	1,5
Albanie	3	1,4
Bulgarie	4	1,3
Ouzbékistan	8	1,0
Pologne	1	0,8
Slovénie	4	0,8
Bosnie-Herzégovine	4	0,8
République slovaque	3	0,8
Moldova	4	0,7
ERY de Macédoine	8	0,6
Azerbaïdjan	3	0,6
Turkménistan	6	0,2
Hongrie	3	0,2
Lituanie	2	0,1
Arménie	4	0,1
République tchèque	1	0,1
Lettonie	1	<0,1
Projets régionaux	78	32,1
Total	251	73,2

¹ La Mongolie ne fait pas partie des pays d'opérations de la BERD, mais le Conseil d'administration y a autorisé des activités limitées faisant appel à des fonds provenant de donateurs.

Mobilisations, engagements et décaissements cumulés au titre de la coopération technique, 1991-2003

en milliards d'euros



Engagements de dépenses au titre de la coopération technique, par donateur

	2003 en millions d'euros	2002 en millions d'euros
Union européenne	28,5	54,5
États-Unis	10,0	12,3
Italie	6,0	0,8
Suisse	4,9	1,6
Japon	4,6	7,7
Fonds de coopération pour la Mongolie ¹	4,0	2,0
Canada	3,3	1,9
Royaume-Uni	2,6	0,9
Finlande	1,3	0,7
Pays-Bas	1,0	4,2
Fonds d'assistance technique pour la Baltique ²	0,9	0,5
Fonds régional de capital-risque pour la Russie du Nord-Ouest ³	0,9	4,7
Taipei chinois	0,9	1,1
Fonds pour l'environnement mondial	0,8	0,1
Luxembourg	0,6	0,4
Irlande	0,6	0,3
Fonds pour les petites entreprises de Russie ⁴	0,5	3,1
Norvège	0,4	–
France	0,3	0,9
Suède	0,3	0,9
Fonds spécial pour la région des Balkans ⁵	0,2	0,7
Allemagne	0,2	0,2
Danemark	0,2	0,2
Fonds de coopération technique pour le secteur financier en Moldova	0,1	–
Fonds spécial de coopération technique	0,1	0,2
Autriche	0,1	0,5
Espagne	0,1	0,5
Israël	<0,1	–
Fonds de coopération technique pour le secteur financier en Géorgie	<0,1	0,2
Belgique	<0,1	0,2
Total	73,2	101,7

¹ Fonds de coopération pour la Mongolie : Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Taipei chinois

² Fonds d'assistance technique pour la Baltique : Pays nordiques

³ Fonds régional de capital-risque pour la Russie du Nord-Ouest : Finlande, Norvège, Suède

⁴ Fonds pour les petites entreprises de Russie : Pays du G7, Suisse

⁵ Fonds spécial pour la région des Balkans : Canada, Danemark, Taipei chinois

Cofinancement provenant de sources officielles

En 2003, les cofinancements mobilisés par la BERD auprès de sources officielles s'élevaient à 597 millions d'euros, à l'appui de 51 projets. Sur ce total, 304 millions d'euros (soit 51 %) venaient d'institutions financières internationales, 87 millions d'euros (soit 14 %) de la Communauté européenne et 207 millions d'euros (soit 35 %) d'autres entités publiques, telles que les organismes gouvernementaux et les institutions financières bilatérales. Ce financement a revêtu des formes différentes : les prises de participation (23 %) et les dons (25 %) représentaient la moitié des opérations de cofinancement, les prêts parallèles (39 %) et les participations à des prêts (13 %) l'autre moitié.

Institutions financières internationales

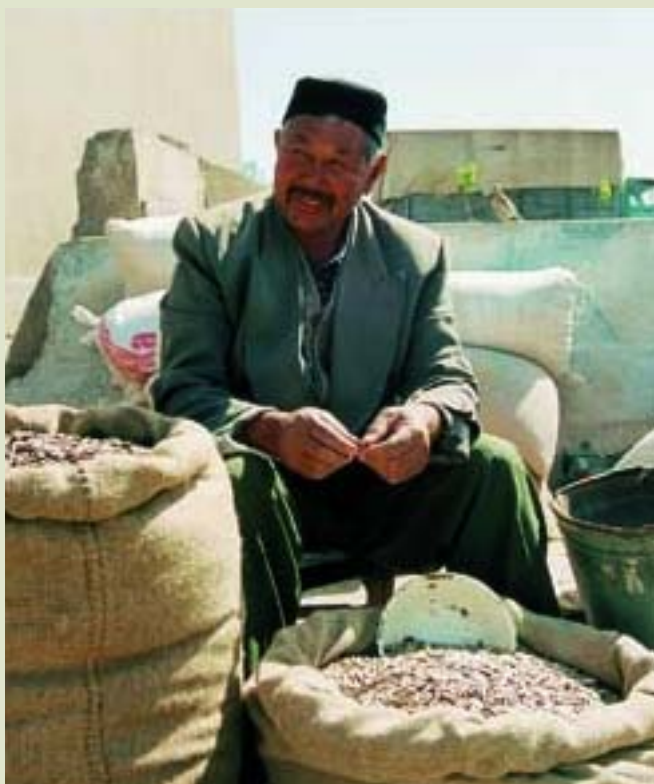
La contribution la plus importante, a été celle de la Société financière internationale (SFI), dont le financement s'est élevé à 162 millions d'euros, principalement sous forme de prises de participation dans les secteurs suivants : banque, microfinancement, télécommunications et industrie manufacturière. Les pays bénéficiaires ont été l'Albanie, la Bulgarie, la Fédération de Russie, la Moldova et la République kirghize.

La Banque nordique d'investissement (BNI) a accordé des montants importants, soit 54 millions d'euros, pour le cofinancement de deux projets concernant des usines de traitement des eaux usées à Saint-Petersbourg. La Société financière nordique pour l'environnement a également participé à l'un de ces projets à concurrence de 4 millions d'euros. En Europe centrale, le Fonds européen d'investissement

a participé à deux fonds de placements privés en Hongrie et en République tchèque, pour un total de 25 millions d'euros. En Slovaquie, la BERD a conclu un accord de cofinancement de 8 millions d'euros avec le Fonds pour l'environnement mondial en faveur d'une ligne de crédit pour l'environnement.

En 2003, les institutions financières internationales ont fourni plus de 300 millions d'euros pour soutenir les projets de la BERD.

En Europe du Sud-Est, la Banque européenne d'investissement a consenti deux prêts de 31 millions d'euros pour moderniser l'aéroport du Monténégro et le réseau d'électricité de la Serbie-et-Monténégro. En Bulgarie, la Banque pour le commerce et le développement de la Mer Noire a fourni un cofinancement d'un montant de 20 millions d'euros



Une priorité croissante accordée aux pays aux premiers stades de la transition

La BERD et la communauté internationale des donateurs ont compris les besoins particuliers des pays d'Europe du Sud-Est, du Caucase et d'Asie centrale qui se trouvent aux premiers stades de la transition. Dans ces pays, il est de plus en plus nécessaire, pour réduire la pauvreté, de soutenir le secteur privé local et de financer des projets d'infrastructure. Outre le soutien important que la SFI apporte aux petites entreprises, les institutions et instances bilatérales apportent un concours financier dans des domaines qui ont un impact majeur sur le processus de transition. On peut citer par exemple le Programme d'aide aux échanges commerciaux, qui bénéficie de l'appui de l'Allemagne, de la Suisse et des Pays-Bas (FMO). Dans le secteur des services municipaux, la Communauté européenne, le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse octroient des dons pour des projets de modernisation du traitement des eaux usées, du chauffage urbain et des transports. Le secteur des petites entreprises bénéficie de dons de l'Allemagne, de la Communauté européenne, du Japon, du Royaume-Uni, de la Suisse et des États-Unis tandis que le développement d'entreprise est financé par l'Allemagne (DEG), la Communauté européenne, l'Italie, la Suisse et l'ICDF-Taïwan.

pour mettre la centrale de Maritza Est III en conformité avec les normes environnementales.

En 2003, la BERD et la Banque de développement du Conseil de l'Europe ont décidé d'examiner les domaines de coopération possibles lorsqu'elles ont des clients communs.

Communauté européenne

La Communauté européenne, par le biais des programmes PHARE et TACIS et de ses instruments structurels de pré-adhésion (ISPA), a apporté une contribution de 87 millions d'euros, principalement sous forme de dons pour l'infrastructure environnementale municipale en Roumanie et en Fédération de Russie, le solde d'environ 8 % finançant des prises de participation dans les pays en voie d'adhésion à l'UE.

Financement bilatéral

En 2003, les financements des institutions financières bilatérales ont atteint 123 millions d'euros. La contribution la plus importante a été celle de la Société néerlandaise de financement du développement (FMO), qui a cofinancé des projets en Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie, en ERY de Macédoine, en Roumanie et en Ukraine, soit au total 60 millions d'euros. Ces projets concernaient essentiellement dans les secteurs suivants : micro, petites et moyennes entreprises, aide aux échanges commerciaux, télécommunications et industrie manufacturière. Par ailleurs, la Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) et la Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft (DEG) ont contribué ensemble à hauteur de 46 millions d'euros, à des projets dans les domaines du microfinancement, des télécommunications et des fonds de placement ainsi que dans le secteur de l'énergie.

Swedfund a accordé 9 millions d'euros en faveur de deux projets d'infrastructure municipale et de fonds de placement. Parmi les autres financements accordés par des institutions bilatérales figure une contribution de Finnfund, soit 4 millions d'euros pour un projet d'infrastructure en

Sources de cofinancement officiel en 2003

Institutions financières internationales		En millions d'euros
Société financière internationale		161,7
Banque nordique d'investissement (y compris NEFCO)		58,0
Banque européenne d'investissement		30,9
Fonds européen d'investissement		25,0
Banque pour le commerce et le développement de la mer Noire		20,0
Fonds pour l'environnement mondial		7,9
		303,5

Institutions officielles¹

<i>Agences bilatérales, organismes gouvernementaux et programmes</i>		En millions d'euros
Communauté européenne (y compris ISPA, PHARE et TACIS)		87,0
Pays-Bas (Société néerlandaise de financement du développement et Ministère des Affaires étrangères)		62,8
Allemagne (Kreditanstalt für Wiederaufbau et Deutsche Investitions- und Entwicklungsgesellschaft)		46,4
Suède (Agence suédoise d'aide au développement international et Swedfund International AB)		22,4
Suisse (Secrétariat d'État à l'Économie)		21,1
Finlande (Ministère de l'Environnement et FinnFund)		14,0
États-Unis (Département du Trésor, Western NIS Fund et Fonds spécial EU-BERD pour les PME)		4,0
Danemark (Fonds IØ)		1,5
Italie		0,5
		259,7

Fonds multi-donneurs

Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale ²	11,8
Fonds spécial pour la région des Balkans ³	9,3
Fonds spécial de partage des risques pour l'Asie centrale ⁴	5,6
Fonds pour les petites entreprises de Russie ⁵	5,2
Fonds spécial d'investissement pour le financement intermédiaire ⁶	2,2
	34,1
Total	597,3

¹ Le financement fourni par ces bailleurs de fonds s'est fait essentiellement sous la forme de dons et de prises de participation.

² Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale – Allemagne, Canada, Communauté européenne, Danemark, Fédération de Russie, Finlande, France, Pays-Bas, Norvège, Suède, Royaume-Uni

³ Fonds spécial pour la région des Balkans – Allemagne, Autriche, Canada, Norvège, Pays-Bas, Suisse

⁴ Fonds spécial de partage des risques pour l'Asie centrale – Allemagne et Suisse

⁵ Fonds pour les petites entreprises de Russie – Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon, Suisse

⁶ Fonds spécial d'investissement pour le financement intermédiaire – États-Unis, Taipei Chinois

Fédération de Russie et une contribution de 2 millions d'euros de l'IØ Fund danois pour un projet en Lituanie. Enfin, le Fonds international de coopération et de développement (ICDF-Taiwan) a apporté 2 millions d'euros pour deux projets en faveur de petites entreprises en Azerbaïdjan et en Lituanie.

Organismes et programmes gouvernementaux

Les contributions des organismes et programmes gouvernementaux se sont élevées à 84 millions d'euros, la plupart sous forme de prêts pour des projets en Europe du Sud-Est, en Fédération de Russie et en Asie centrale.

Les secteurs bénéficiaires principaux étaient les suivants : aide aux échanges, infrastructure, micro et petites entreprises, et financement par prise de participation. Les pays donateurs étaient l'Allemagne, les États-Unis, la Finlande, l'Italie, les Pays-Bas, la Suède et la Suisse.

Le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS) et le Fonds pour les petites entreprises de Russie ont également

apporté une contribution financière (voir page 53). En 2003, le plus grand projet financé par les donateurs a été de loin le projet de station d'épuration des eaux usées du Sud-Ouest de Saint-Petersbourg. Le projet, financé par des institutions internationales et bilatérales, a en outre bénéficié de dons de la Communauté européenne, de la Finlande, du PEDS, et de l'Agence suédoise de coopération internationale au développement (ASDI).

Programme de redressement des entreprises

Grâce au Programme de redressement des entreprises, des sociétés d'Europe centrale comme d'Asie centrale bénéficient de l'expertise de chefs d'entreprise parmi les plus expérimentés du monde. D'anciens administrateurs et cadres dirigeants d'entreprises de premier plan ont mis leurs compétences au service d'entreprises en difficulté dans la région, pour les aider à moderniser leurs pratiques et à accroître leur chiffre d'affaires.

Le Programme de redressement des entreprises a comme objectif de développer les compétences de gestion et d'encadrement, ainsi que le "savoir-faire" commercial et technique. Entièrement financé par des donateurs, le Programme contribue à développer l'économie locale et, ce faisant, à réduire la pauvreté et à améliorer les conditions sociales. Il est administré pour le compte de la BERD par le Groupe de redressement des entreprises.

Le Programme s'adresse directement aux entreprises et les aide dans les domaines suivants : développement des compétences de gestion, préparation des plans d'exploitation, restructuration, production, conception, marketing et développement de produits. Il les aide également à réduire leurs coûts d'exploitation et à développer les marchés locaux et les marchés d'exportation.

Le Programme permet de sensibiliser les entreprises à l'incidence de leurs activités sur l'environnement, de réaliser des économies d'énergie et d'établir des normes d'hygiène industrielle. Contribuant



à améliorer les résultats des entreprises, il aide en outre à les faire connaître à d'éventuels partenaires commerciaux ou investisseurs.

L'aide du Programme de redressement des entreprises a permis aux petites compagnies d'accroître leur chiffre d'affaires de plus de 30 %

Le Programme de redressement des entreprises s'est révélé un outil efficace, aussi bien dans les pays candidats à l'adhésion à l'UE que dans les pays aux premiers stades de la transition. Il continuera à jouer un rôle essentiel dans les régions moins développées des pays qui vont adhérer à l'UE. Enfin, ses activités se sont développées en Europe du Sud-Est, en Asie centrale, dans le Caucase, en Fédération de Russie et dans l'ensemble des pays de l'ex-Union soviétique.

Le Programme a reçu depuis sa création en 1993 des dons d'un total de plus de 66 millions d'euros émanant de 27 donateurs, parmi lesquels figure la Communauté européenne. Cela a permis au Groupe de redressement des entreprises de réaliser plus de 1 000 projets dans des entreprises de 27 pays. Ces entreprises emploient au total plus de 800 000 personnes et représentent un chiffre d'affaires cumulé de 18 milliards d'euros.

Les projets entrepris dans le cadre du Programme ont permis de renforcer considérablement la gestion d'entreprise et les contrôles financiers, d'introduire de nouvelles approches en matière de conception et de marketing, d'améliorer la productivité, d'augmenter les ventes et de créer des emplois. Dans les entreprises de moins de 250 salariés, le chiffre d'affaires moyen a augmenté d'environ 34 % et le niveau des effectifs d'environ 15 %. Dans les grandes entreprises, la productivité et le chiffre d'affaires ont augmenté mais une certaine rationalisation est généralement nécessaire pour que les entreprises restent viables. Plus de 80 % de tous

les projets de redressement des entreprises ont été jugés "satisfaisants" ou "très satisfaisants" par des évaluateurs indépendants.

Programme de consultants locaux

Le Programme de consultants locaux aide les petites et moyennes entreprises (PME), aux effectifs compris entre 10 et 500 personnes, à obtenir des services de conseil. Il permet à ces entreprises, dont la majorité compte moins de 100 salariés, de se développer et d'accroître leur compétitivité.

L'objectif du Programme est de développer les capacités des cabinets de conseil locaux en leur donnant l'occasion de réaliser des missions à caractère commercial et en organisant une formation pratique à leur intention. Le Programme combine également, si nécessaire, les compétences d'experts étrangers et de cabinets locaux et contrôle chaque mission afin d'assurer la qualité du travail du consultant. Ce Programme est administré par le Groupe de redressement des entreprises de la BERD.

Chaîne de supermarchés en Serbie-et-Monténégro

Le client : Une chaîne de distribution souhaitait qu'on l'aide à mettre en place une stratégie d'entreprise pour lever des fonds externes.

Le projet : L'équipe du Programme a aidé la direction à préparer une véritable stratégie de marketing, suggéré des améliorations dans l'aménagement des magasins et proposé de nouvelles structures hiérarchiques. Cela a permis d'augmenter l'efficacité de la société dans tous les domaines. L'équipe et les cadres dirigeants ont consacré beaucoup de temps à préparer un plan d'exploitation détaillé.

Le résultat : L'équipe de direction a bien accueilli les propositions soumises par l'équipe du Programme. L'entreprise a élaboré un plan d'exploitation à long terme et un budget équilibré. À la fin du projet, le chiffre d'affaires de l'entreprise était passé de 100 à 180 millions d'euros.

Producteur de jus de fruits en Azerbaïdjan

Le client : Ce producteur de jus de fruits a récemment diversifié ses activités et produit également de la confiture et des légumes en conserve.

Le projet : Lors du démarrage du projet, l'entreprise n'avait ni structure formelle ni procédures efficaces de gestion. La première étape a donc été de concevoir une nouvelle structure d'encadrement et de préparer des profils de postes pour la direction et les salariés. L'équipe du Programme a introduit des outils permettant d'améliorer la productivité, de réduire les dépenses en énergie et de mettre en place le premier système informatique de gestion.

Le résultat : Une fois le Programme achevé et en dépit d'une mauvaise récolte l'année suivante, l'entreprise a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires et de ses bénéfices et a augmenté ses effectifs de 25 %.



Tourisme en Arménie

Le client : la municipalité de Sevan Hamaynq

L'objectif : développer le tourisme dans la région du lac Sevan ; augmenter le nombre de touristes sur l'ensemble de l'année.

Le projet : en accord avec les pouvoirs locaux, le Programme de consultants locaux a élaboré une stratégie en deux temps. Dans un premier temps, il s'agit de mettre en place la structure et de fixer les règles de fonctionnement d'une association régionale de développement du tourisme. Celle-ci regroupera les principaux acteurs et bénéficiaires, parmi lesquels les établissements de tourisme, les organisations non gouvernementales et les élus locaux. Une fois en place, l'association sera chargée d'évaluer les ressources, d'élaborer un plan marketing et un projet de développement des activités. L'objectif sera de mettre en œuvre une stratégie de développement du tourisme.

Ce projet devrait contribuer de façon significative à l'essor du tourisme en Arménie, déjà rapide au cours des dernières années, et permettre d'attirer davantage de touristes étrangers à la recherche de séjours à thème dans la région.

Systèmes d'alarme en Bulgarie

Le client : TeleTek, société spécialisée dans la fabrication, la distribution et l'entretien de systèmes de sécurité et d'alarme.

L'objectif : élargir la clientèle en réorganisant la distribution et en repositionnant l'entreprise pour en faire le numéro un des systèmes d'alarmes.

Le projet : Avec l'aide du Programme de consultants locaux, l'entreprise a été restructurée grâce à la mise en place d'un nouveau modèle opérationnel et d'exploitation. Une nouvelle stratégie et un nouveau plan de marketing ont également été élaborés au cours de l'exercice de restructuration. De nouveaux profils de poste ont été rédigés et un nouveau logiciel installé. La nouvelle structure a nécessité le recrutement de douze personnes. Les ventes nationales ont connu une augmentation considérable. Enfin, l'entreprise a créé un nouvel organe de direction.

Ce Programme soutient des projets bien définis, concernant par exemple des études de marché, des systèmes informatiques de gestion et des plans d'exploitation, et susceptibles de produire rapidement des résultats. Il est financé par divers donateurs à hauteur d'environ 32 millions d'euros, ce qui a permis de réaliser 2 860 projets dans 15 pays.

Le Programme de consultants locaux a démarré dans les États baltes il y a plus de huit ans. À la fin 2003, le Programme balte avait permis de réaliser 1 680 projets dans plus de 1 260 entreprises qui rassemblaient plus de 237 000 salariés et dont les ventes cumulées atteignaient environ 8 milliards d'euros. C'est en partie grâce à ce Programme que ces entreprises sont arrivées à lever 43 millions d'euros de financement externe. Le Programme balte a été financé au départ par les pays nordiques qui ont versé 11,2 millions d'euros, puis par la Communauté européenne qui a apporté 3,7 millions d'euros. Il a été très bien coté par des évaluateurs externes. Les entreprises de moins de 100 salariés sont celles qui ont connu la croissance la plus forte et créé le plus d'emplois.

En Fédération de Russie (à Kaliningrad, Saint-Petersbourg et Samara) et dans d'autres pays de la CEI (Arménie, Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan et Ouzbékistan), 551 projets ont été entrepris auprès de 536 entreprises rassemblant plus de 51 000 salariés. Ces programmes ont été financés par l'Allemagne, le Danemark, la Finlande, le Japon, le Luxembourg, la Norvège, le programme TACIS de l'Union européenne, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse pour un montant total d'environ 10 millions d'euros. Il est prévu d'étendre le Programme de consultants locaux à la partie extrême-orientale de la Fédération de Russie (Khabarovsk, Sakhaline et Vladivostok) en 2004, grâce à une contribution du Japon.

En Europe du Sud-Est, le Programme de consultants locaux opère en Bosnie-Herzégovine, en Bulgarie, en Croatie, en ERY de Macédoine, en Serbie-et-Monténégro et en Slovénie. Il est financé par l'Allemagne, l'Autriche, l'Initiative centre-européenne, le programme PHARE de l'Union européenne, et le Royaume-Uni. À la fin 2003, 629 projets avaient été entrepris, soit un financement total de 8,5 millions d'euros.

Programme de transition juridique

Un système juridique équitable et prévisible est essentiel pour attirer les investissements étrangers. Pour aider la région à atteindre cet objectif, la BERD fournit une aide juridique spécialisée, financée par les donateurs dans le cadre du Programme de transition juridique. En 2003, ce programme compte trois réalisations à son actif : la révision de la législation lituanienne ayant pour objectif d'attirer des investisseurs privés, le suivi des progrès de la réforme juridique dans l'ensemble de la région et l'organisation d'une série de colloques et de conférences visant à promouvoir les normes internationales dites de "meilleures pratiques".

Nouvelle loi sur les concessions en Lituanie

Le système des concessions permet aux investisseurs du secteur privé d'intervenir dans des projets du secteur public. Il présente l'avantage de réduire les dépenses à la charge du budget de l'État et de faire bénéficier le secteur public des technologies modernes et de l'efficacité du secteur privé. En 2003, la BERD a aidé le gouvernement lituanien à rédiger une nouvelle loi sur les concessions qui devrait permettre d'intéresser des investisseurs privés au secteur public du pays. La loi est entrée en vigueur en octobre dernier.

La Lituanie disposait déjà d'un cadre juridique en la matière, mais aucune concession n'avait été accordée au cours

des sept dernières années. À la demande du gouvernement lituanien, la BERD a étudié la loi existante, identifié ses lacunes et recommandé des modifications. C'est ainsi que la nouvelle loi offre un régime beaucoup plus souple pour ce qui est de la participation du secteur privé.

La nouvelle loi autorise tout investisseur, lituanien ou non, à devenir concessionnaire. Elle énumère un certain nombre d'activités et de secteurs pour lesquels des concessions sont explicitement prévues et décrit les procédures à suivre pour octroyer ces concessions. La loi tient également compte des normes internationales, telles que celles qui figurent dans le Guide législatif de la Commission des Nations unies pour le droit commercial international (CNUDCI) sur les projets d'infrastructure à financement privé, élaboré avec la participation de la BERD.

La BERD espère que cette nouvelle loi donnera aux investisseurs et aux autorités locales de nouveaux instruments favorisant la participation du secteur privé à des projets publics – projets d'infrastructure et projets municipaux notamment. Ce projet a été financé par le Royaume-Uni.

Nouvelle étude sur le progrès des réformes juridiques

En 2003, la BERD a lancé une nouvelle étude sur les indicateurs juridiques, pour mesurer les progrès des réformes juridiques dans l'ensemble de la région. Cette étude mesure l'efficacité de la législation dans différents secteurs, en se fondant sur des études de cas.

Pour la première étude de cas, la BERD s'est intéressée aux transactions garanties. Dans cette étude, il s'agissait d'examiner les chances pour un créancier de recouvrer une créance en réalisant la sûreté qu'il possède sur les équipements de production et les machines. Dans le scénario envisagé, une banque créancière tentait de recouvrer des fonds qu'elle avait prêtés à un client local : il s'agissait d'un prêt garanti de 100 000 euros, pour lequel l'entreprise concernée était en défaut de paiement à la suite de difficultés de trésorerie. Dans chacun

des pays d'opérations de la Banque, un cabinet d'avocats a été chargé d'étudier l'issue de ce scénario. Il devait déterminer quelle somme le créancier en question, bénéficiant d'une sûreté, avait des chances de recouvrer, dans quels délais et au prix de quelles difficultés. Cette étude examinait également d'autres aspects : le traitement des créanciers privilégiés (autorités fiscales par exemple), l'impact de la corruption, le champ d'application des garanties et l'impact de l'insolvabilité du débiteur sur l'ensemble du processus d'exécution.

L'étude a révélé que la réalisation des sûretés reste fort problématique, même dans les pays où est intervenue une réforme du droit des sûretés, comme l'Albanie, la Moldova, la Pologne, la République kirghize et la Roumanie. Les résultats de l'étude sont publiés dans le *Transition Report* (rapport sur la transition) de 2003. Une analyse plus détaillée sera publiée dans l'édition du printemps 2004 de la publication juridique de la Banque, *Law in transition* (Droits en transition). La réalisation de l'étude a été financée par les États-Unis et le Royaume-Uni.

Promotion des normes internationales par des conférences publiques

À l'automne 2003, la BERD a organisé deux colloques publics pour faire connaître ses évaluations en matière de gouvernance d'entreprise et d'insolvabilité dans ses pays d'opérations. Ces évaluations examinent les progrès réalisés dans l'application des normes juridiques internationales ; les documents figurent également sur le site web de la BERD. (www.ebrd.com/law).

En octobre 2003, la BERD a organisé au Kazakhstan une conférence sur la régulation dans le secteur des télécommunications, à laquelle ont participé des autorités nationales des télécommunications, des autorités antitrust, des décideurs, des entreprises de télécommunications et des experts internationaux. La conférence a examiné les obstacles au développement du secteur des télécommunications et à l'investissement en Asie centrale.

En décembre 2003, la BERD a accueilli une conférence internationale sur l'exécution des contrats. Les participants étaient des hauts magistrats, des experts, des praticiens et des universitaires d'Europe occidentale et des pays d'opérations de la BERD. La conférence a conclu qu'il était nécessaire de prendre des initiatives internationales pour renforcer l'efficacité judiciaire. Ces initiatives pourraient comprendre des activités directes de formation, l'élaboration de documents écrits ou le détachement de juges locaux dans les pays occidentaux. Cette manifestation était parrainée par le Royaume-Uni.

Le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale

Le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale (PEDS) s'attaque à certains des problèmes environnementaux les plus graves du Nord-Ouest de la Russie, en particulier dans le domaine de l'approvisionnement en eau, de l'épuration des eaux usées, du traitement des déchets solides, de l'efficacité énergétique et de la sûreté nucléaire. Il associe, au sein de son Groupe directeur, l'expertise du gouvernement russe, de la Commission européenne, de la BERD, de la Banque européenne d'investissement, de la Banque nordique d'investissement et de la Banque mondiale. Le Groupe directeur identifie les projets prioritaires et monte des financements constitués de don du PEDS, de prêts des institutions financières internationales et de contributions bilatérales. Le coût total des projets identifiés à ce jour s'élève à 1,3 milliard d'euros. La BERD a assuré la présidence du Groupe au cours du premier semestre de l'année 2003.

La BERD gère le Fonds de soutien au PEDS sous la surveillance de l'Assemblée des contributeurs. L'Accord cadre relatif au

Programme environnemental multilatéral en matière d'énergie nucléaire en Fédération de Russie (MNEPR) a été signé en mai 2003. L'Allemagne, le Canada, la France, les Pays-Bas et le Royaume-Uni sont devenus contributeurs du Fonds, rejoignant la Communauté européenne, le Danemark, la Finlande, la Norvège, la Russie et la Suède. Fin 2003, les contributions du fond s'élevaient à 196 millions d'euros, dont 148 millions pour le volet nucléaire du Fonds.

Le Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale a permis de mobiliser plus de 850 millions d'euros d'investissements dans le Nord-Ouest de la Russie.

Dans le Nord-Ouest de la Russie, l'assemblée a approuvé des cofinancements du PEDS pour un montant de 39 millions d'euros répartis sur sept projets environnementaux, soit un investissement total supérieur à 850 millions d'euros. Le montant non engagé des fonds du PEDS susceptible d'être affecté à des projets autres que nucléaires est légèrement inférieur à 9 millions d'euros.

En décembre 2003, les donateurs ont approuvé le financement de deux grands projets : un plan directeur stratégique et une évaluation environnementale stratégique pour le Nord-Ouest de la Russie. Ces deux études vont fournir un cadre permettant d'identifier et de réaliser des projets nucléaires dans cette région. Ces projets auront pour objectif d'évaluer les risques éventuels que présentent, pour la population et l'environnement, le fonctionnement et le déclassé de sous-marins nucléaires et d'autres bâtiments dans la mer de Barents et ses environs.

Sûreté nucléaire

La BERD joue un rôle essentiel dans la promotion de la sûreté nucléaire. Ainsi elle gère le Compte pour la sûreté nucléaire (CSN), le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl (FST), les trois fonds internationaux pour le déclassé des centrales de Bulgarie, de Lituanie et de République slovaque, ainsi que le volet nucléaire du Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la Dimension septentrionale. Les pays donateurs ont annoncé des contributions à ces fonds supérieures à 1,6 milliard d'euros. Le plus gros donateur est, de loin, la Communauté européenne qui a apporté une aide très importante aux fonds internationaux pour le déclassé.

Conformément aux règles établies, lors de l'assemblée des contributeurs de chacun des Fonds la BERD fait rapport aux pays donateurs qui contrôlent la gestion du Fonds, approuvent les programmes de travail et les comptes financiers annuels et décident du financement de chaque projet. La BERD fournit des services techniques, financiers, juridiques, administratifs et assure la gestion des projets ; elle est défrayée par les Fonds de toutes les dépenses engagées.

Le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl

La transformation du sarcophage de Tchernobyl en une structure stable et sans risques pour l'environnement a continué à progresser en 2003. Dans le cadre du Plan d'exécution du sarcophage les activités préparatoires aux gros travaux de construction qui démarreront en 2004 se sont poursuivies. Il s'agit de stabiliser le sarcophage qui entoure le réacteur détruit et de construire une nouvelle enceinte de confinement autour de la structure.

La nouvelle enceinte de confinement protégera le sarcophage des infiltrations d'eau et évitera l'émission de poussières radioactives. Lorsque tous ces éléments seront en place, la structure assurera une sécurité à long terme et constituera une base solide pour toute opération ultérieure. Ces travaux devraient être achevés en 2007.

Le financement du Plan d'exécution du sarcophage est assuré par le Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl, qui a été créé en 1997 pour aider l'Ukraine après la destruction du réacteur nucléaire en 1986. La communauté internationale des donateurs a annoncé des contributions d'un total de 681 millions d'euros, sur un coût total estimé à 730 millions d'euros.

Au 31 décembre 2003, les membres de l'assemblée des contributeurs étaient les suivants : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Canada, la Communauté européenne, le Danemark, l'Espagne, les États-Unis, la Finlande, la France, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Japon, le Koweït, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, la Pologne, le Royaume-Uni, la Suède, la Suisse, et l'Ukraine. En outre, la Corée, l'Islande, l'Israël, le Portugal, la République slovaque et la Slovaquie ont le statut de donateurs.

Le Compte pour la sûreté nucléaire

L'achèvement de deux installations de déclassement à Tchernobyl et la réalisation d'une analyse indépendante de la sûreté des réacteurs RBMK en Fédération de Russie sont les deux tâches que doit encore accomplir le Compte pour la sûreté nucléaire, qui a été créé en 1993. Les dates d'achèvement du déclassement des installations de stockage du combustible irradié de traitement des déchets radioactifs liquides seront fixées prochainement.

La toute première analyse indépendante d'un rapport de sûreté relatif à un réacteur russe de première génération (tranche 1 du réacteur de Koursk) a démarré en 2003. Des experts occidentaux et russes ont finalisé l'analyse et le rapport final devrait être produit en 2004. Ce rapport évaluera la qualité de l'étude de sûreté russe, ce qui aidera l'autorité de sûreté et la compagnie de production d'électricité à déterminer l'avenir de la centrale.

Le principal objectif du Compte pour la sûreté nucléaire était de financer des améliorations de sûreté à court terme sur des réacteurs de conception soviétique de première génération (VVER 440/230 et RBMK) afin de réduire le risque d'accidents avant leur mise hors service. Ces programmes ont été couronnés de succès. Le programme financé par le Compte pour la sûreté nucléaire à Tchernobyl (qui comprenait les améliorations de la sécurité et le développement des installations de déclassement) a largement contribué à la décision de fermer en 2000 la dernière tranche en exploitation.

Le mandat actuel du Compte pour la sûreté nucléaire court jusqu'à la fin 2004. Au 31 décembre 2003, les membres de l'assemblée du Compte pour la sûreté nucléaire étaient la Communauté européenne et les pays suivants : Allemagne, Belgique, Canada, Danemark, États-Unis, Finlande, France, Italie, Japon, Norvège, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

Les fonds internationaux pour le déclassement

Trois fonds internationaux pour le déclassement ont été créés en 2001 pour aider les pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne à mettre hors service leurs réacteurs de première génération de conception soviétique, conformément à un calendrier convenu avec l'UE. La Bulgarie a fermé les tranches 1 et 2 de la centrale de Kozloduy à la fin de 2002 et s'est engagée à fermer les tranches 3 et 4 d'ici à 2006. La Lituanie s'est engagée à fermer la tranche 1 de la centrale d'Ignalina avant 2005 et la tranche 2 avant 2009. La République slovaque s'est engagée à mettre hors service les tranches 1 et 2 (V1) de la centrale de Bohunice en 2006 et 2008 respectivement.

En 2003, les donateurs ont approuvé le financement de la construction d'installations destinées à la manutention et au stockage de combustible irradié et de déchets nucléaires en Bulgarie et en Lituanie. Des marchés d'une valeur totale de 200 millions d'euros doivent être attribués en 2004. De plus, des contrats d'une valeur totale d'environ 70 millions d'euros pour des projets d'infrastructure destinés à faciliter la fermeture d'Ignalina et de Bohunice ont été signés en 2003 et au début de 2004. Dans le cadre du programme de fermeture, les donateurs ont approuvé un cofinancement de 10 millions d'euros pour permettre la réalisation de projets d'efficacité énergétique dans le secteur privé en Bulgarie.

Les contributions annoncées pour les trois fonds s'élèvent à plus de 500 millions d'euros. Certains donateurs envisagent actuellement d'augmenter leurs contributions. Les membres des trois assemblées des contributeurs sont les suivants : l'Autriche, la Communauté européenne, le Danemark, l'Espagne, la France, les Pays-Bas, le Royaume-Uni, la Suisse. La Belgique est membre des fonds internationaux pour le déclassement d'Ignalina et de Kozloduy. L'Allemagne, la Finlande, le Luxembourg, la Norvège, la Pologne et la Suède sont membres du fonds pour le déclassement d'Ignalina, et la Grèce du fonds international pour le déclassement de Kozloduy. L'Irlande contribue aux trois fonds.

08 Évaluation des projets et appels d'offres





La BERD tire de l'évaluation des résultats de ses projets des enseignements précieux pour l'ensemble des opérations ultérieures, aussi bien pour le choix des projets que pour les procédures d'appel d'offres.

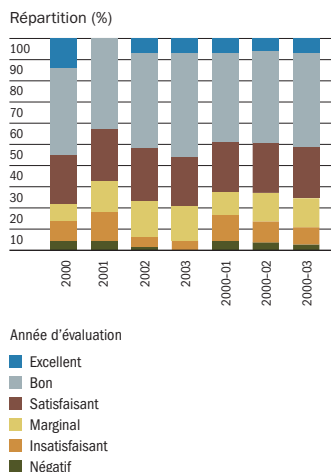
Évaluation des projets de la BERD

L'évaluation des projets consiste à dresser un bilan des opérations au terme de l'investissement. Les projets de la BERD sont généralement évalués un ou deux ans après la fin de tous les décaissements. Le Département de l'évaluation des projets (DEP) de la BERD cherche à déterminer si les opérations de la Banque ont atteint leurs objectifs et dans quelle mesure elle s'est acquittée de son mandat. Les enseignements tirés de cette évaluation sont mis à profit pour améliorer la sélection et la conception des opérations ultérieures.

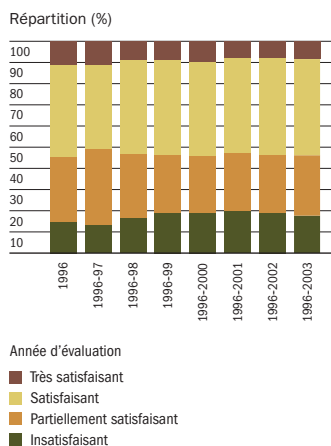
Impact sur la transition et résultats d'ensemble de la BERD

Afin d'évaluer l'impact des projets de la BERD sur la transition, le DEP considère en particulier leur plus large impact sur le secteur ou sur l'ensemble de l'économie. Au moment de l'évaluation des projets, il mesure l'impact sur la transition selon les mêmes critères que ceux que la Banque applique à la sélection et à l'approbation des projets. Certains indicateurs clés servent à apprécier dans quelle mesure le projet a favorisé la privatisation, développé les compétences, encouragé la concurrence et facilité l'expansion des marchés. D'autres aspects importants concernent le renforcement des institutions en vue d'améliorer le fonctionnement des marchés, les effets de démonstration positifs du projet et l'établissement de nouvelles normes en matière de conduite des affaires et de gouvernance des entreprises.

Impact sur la transition des projets de la BERD, 2000-2003



Classement des résultats d'ensemble des projets évalués de la BERD, 1996-2003



Le graphique ci-contre montre l'impact sur la transition des opérations évaluées par la BERD pendant la période 2000-2003. Sur les 190 opérations évaluées, 52 % ont eu un impact sur la transition jugé *bon* ou *excellent* et 26 % un impact jugé *satisfaisant*.

En 2003, un total de 20 % des projets évalués ont reçu une note d'impact sur la transition allant de *marginal* à *négatif*, soit une notation similaire à celle des années précédentes. Cette absence de progrès apparente s'explique par le fait que la Banque opère dans des régions où les risques commerciaux et financiers sont élevés. Cela compromet la viabilité de certaines opérations du secteur privé, qui ne peuvent par conséquent avoir tous les effets escomptés sur la transition. La part des projets dont l'impact sur la transition a reçu une note allant de *satisfaisant* à *excellent* en 2003 a été de 80 %.

En 2003, 80 % des projets de la BERD ont eu un impact sur la transition allant de "Satisfaisant" à "Excellent".

Le graphique ci-contre classe les résultats d'ensemble des projets évalués par la BERD : cette notation donne un poids considérable à l'impact sur la transition, mais tient également compte d'autres indicateurs tels que la réalisation des objectifs des projets, les résultats financiers, les résultats environnementaux et l'additionnalité (aptitude de la Banque à compléter les sources de financement privées sans s'y substituer). Pendant la période 1996-2003, 53 % des projets évalués ont obtenu la note *satisfaisant* ou *très satisfaisant*, c'est-à-dire une proportion nettement inférieure au pourcentage des projets (74 %) dont l'impact sur la transition a été noté de *satisfaisant* à *excellent*.

L'écart entre la note d'impact sur la transition et celle des résultats d'ensemble s'explique principalement par la dégradation des notes relatives aux résultats financiers imputable à un climat de l'investissement à haut risque dans les pays d'opérations de la Banque, en particulier dans ceux qui se trouvent aux premiers stades ou aux stades intermédiaires de la transition. Comme au cours des années précédentes, il est apparu que la Banque aurait pu encore atténuer les risques propres aux différents secteurs et qu'il lui incombait de mieux exploiter les indications fournies par les spécialistes lors de l'évaluation et de la structuration des projets. En 2003, six projets ont obtenu la note globale *très satisfaisant*. Le DEP en a conclu que la Banque avait mené ses opérations avec un succès relatif, conformément à son mandat, compte tenu en particulier de l'environnement difficile dans lequel elle opère.

Importance des enseignements tirés de l'expérience

Une des principales fonctions de l'évaluation est de veiller à ce que les enseignements tirés de l'expérience soient pris en compte dans les nouveaux projets. Cela commence par des consultations approfondies avec les équipes du Département des opérations bancaires de la BERD sur les enseignements tirés des projets antérieurs. Les informations en retour sont régulièrement communiquées à chaque étape du processus d'approbation du projet pour fournir aux équipes des données d'expérience. Des ateliers sur des études de cas sont organisés et adaptés aux besoins des équipes. Le Département de l'évaluation des projets présente également des exposés à la direction de la banque et gère une base de données à usage interne sur les enseignements tirés. Une base de données à usage externe est également en cours d'élaboration.

Exemples d'évaluation de projets de la BERD

Projets satisfaisants

Financement garanti de stocks de produits agricoles

Un engagement de la BERD de 110 millions d'euros a financé un programme qui aide les agro-industries et les négociants à financer leurs stocks. Dans le cadre de ce programme, une banque locale, le plus souvent une filiale d'une banque internationale, prend possession des produits financés et les conserve dans un entrepôt agréé jusqu'au moment où ils sont vendus aux négociants ou aux transformateurs. Le programme avait pour objectif d'instituer un financement garanti du fonds de roulement des agro-industries et de faciliter l'élaboration d'une nouvelle législation sur les reçus de stockage.

L'investissement de la BERD dans le projet a été augmenté par deux fois en trois ans tandis que la liste des produits éligibles a été allongée. Les procédures de délivrance et de contrôle appliquées offrent un bon exemple de ce qui pourrait constituer une nouvelle loi sur les reçus de stockage. Le Département de l'évaluation des projets a observé que le programme, bien que lucratif, n'avait pas encore été reproduit par d'autres établissements financiers et que les progrès attendus en matière de transition juridique ne s'étaient pas matérialisés. Ce projet pourrait toutefois servir de modèle pour des transactions similaires dans le secteur.

Concession de services d'eau et de traitement des eaux usées

En 2000, la BERD a réalisé son premier investissement dans un projet de concession de services municipaux de distribution des eaux et de traitement des eaux usées. Cet investissement contribuera à améliorer l'entretien du réseau d'adduction d'eau de la ville, à développer les services à la clientèle et à promouvoir l'application d'un système de facturation plus efficient et plus convivial. L'investissement total, y compris les fonds de coopération technique, est estimé à 134 millions d'euros pour les 15 premières années de la concession de 25 ans et la BERD y participe par un prêt de 31 millions d'euros.

Selon l'étude d'évaluation, le succès du projet tient en grande partie au fait que l'État n'en soit pas devenu partenaire. Ainsi, la compagnie des eaux n'avait qu'un actionnaire – la municipalité – ce qui a rendu le processus de concession simple et direct. Un des autres atouts du projet a été que, même après les récentes augmentations tarifaires, le prestataire offrait le meilleur tarif du pays pour ses services combinés de distribution d'eau et de traitement des eaux usées. Le projet a donc été très bien accueilli par le public. Le concessionnaire a réduit ses effectifs avec succès, procédé aux réparations d'urgence et modernisé ses services, tout en améliorant leur qualité.

L'un des enseignements tirés de l'évaluation est qu'il est capital pour le succès à long terme du projet que la Banque s'engage dans l'opération aux premiers stades. Un autre facteur essentiel à la réussite de la privatisation de ces services a été l'utilisation de fonds de coopération technique pour développer le concept du projet en collaboration avec les organismes publics.

Études spéciales

Le Fonds pour les petites entreprises de Russie

Le Département de l'évaluation des projets a réalisé une étude spéciale sur le Fonds pour les petites entreprises de Russie en s'attachant particulièrement aux effets des opérations du Fonds sur la transition et à leur viabilité. À la suite de projets pilotes menés avec succès en 1994, le Fonds a démarré ses opérations en 1995. En 2001, il a étendu ses activités à de nouvelles régions et la durée du programme a été prorogée jusqu'à 2010. Au total, l'engagement de la BERD dans ce programme s'établit à environ 240 millions d'euros et des financements complémentaires de 140 millions d'euros ont été accordés par les pays du G7.

Lors de son établissement, le Fonds avait deux objectifs interdépendants : fournir des financements à court et moyen termes aux micro et petites entreprises, et contribuer au renforcement des institutions du secteur financier russe par des activités de formation et de coopération technique en faveur des banques prêteuses.

Au 31 décembre 2002, les décaissements cumulés atteignaient 870 millions d'euros, pour environ 116 000 prêts répartis dans 116 villes. Ces résultats sont remarquables si l'on sait que le programme a failli sombrer à la suite de la crise financière de 1998. Grâce aux mesures qui ont rapidement été prises pour limiter les pertes, il a cependant pu repartir. Deux banques nationales et deux banques régionales ont continué à y participer, rejointes par trois nouvelles banques régionales au cours des deux dernières années. Le même cabinet de consultants assure seul les services de conseils en matière de crédit depuis fin 1998. Les financements accordés par les bailleurs de fonds, par l'Union Européenne et par d'autres sources, au titre de la coopération technique, ont permis d'affecter environ 60 millions d'euros à l'exécution de plus de 70 projets de coopération technique jusqu'à la fin de l'année 2002.

L'étude spéciale a conclu que si le programme avait réussi à accroître le nombre, le volume et la qualité des prêts, on ne disposait pas encore de résultats suffisants pour en évaluer la viabilité. Sur la base des résultats évalués alors, le programme a donc reçu la note globale *partiellement satisfaisant*. La viabilité du programme ne pourra être évaluée qu'après son achèvement (actuellement prévu pour l'année 2010). Si le programme remplit ses objectifs en matière de renforcement des institutions, le Fonds pourra alors obtenir la note *très satisfaisant* ou *satisfaisant*.

L'impact du Fonds sur la transition a été évalué eu égard à sa capacité de mettre des financements commerciaux à la disposition de micro et petites entreprises, tout en contribuant à établir un dialogue sur les mesures à prendre dans le secteur et en créant un environnement favorable aux prêts aux petites entreprises. Devant les hésitations de l'un des principaux participants, le programme a été réduit dans certaines régions. En attendant le résultat des discussions avec ce participant, l'étude spéciale a accordé au programme la note d'impact sur la transition *satisfaisant* (pour les résultats obtenus à ce jour).

Le programme a le potentiel d'obtenir la note d'impact sur la transition *bon* ou *excellent* mais il doit pour cela relever plusieurs défis. Pour obtenir la note *bon* il doit éliminer certains obstacles institutionnels, identifier et recruter de nouvelles banques régionales solvables, ajouter de nouvelles composantes et introduire de nouvelles technologies. Pour que le programme obtienne la note *excellent*, les partenaires devront en outre associer aux financements du programme des fonds venant d'autres sources.

Exemples d'évaluation de projets de la BERD

Projets moins satisfaisants

Fabrication de pièces détachées

En 1994, la Banque a accordé un prêt de 17 millions d'euros à un fabricant appartenant à un grand groupe industriel, pour financer l'achat de machines-outils. Ce projet était la première opération réalisée par la Banque dans une société dont le capital et la gestion étaient entièrement aux mains d'acteurs locaux. L'emprunteur commerçait essentiellement avec d'autres entreprises du groupe – la plupart des machines devaient être fournies par l'une des entreprises du groupe – ce qui le rendait fort dépendant de la situation financière du groupe et donc vulnérable. Bien que la Banque ait conclu des contrats pour gérer ces risques, ceux-ci sont restés sans effet lorsque le groupe est devenu insolvable.

À la suite de retards dans l'installation du matériel et dans le décaissement du prêt, l'emprunteur n'a pu rembourser la deuxième échéance due à la BERD. La Banque, à juste titre, a donc refusé de procéder à de nouveaux décaissements, limitant ainsi ses pertes et préservant son impact sur la transition.

Les efforts faits par la Banque pour restructurer le prêt se sont heurtés aux déficiences du système juridique du pays. Après l'effondrement du groupe et de plusieurs banques, l'État a pris l'initiative de restructurer les prêts et a, en fin de compte, vendu ce qu'il restait du groupe à un nouveau propriétaire privé. La BERD a essayé pendant cinq ans de récupérer le montant du prêt et a finalement accepté un remboursement de 9 millions d'euros, soit 68 % du montant décaissé.

En matière de recouvrement des montants décaissés dans la région, l'expérience de la Banque montre que l'absence de législation adéquate sur la faillite reste un obstacle crucial. Dans ses stratégies de pays, la Banque devrait par conséquent envisager de subordonner les projets qui ne bénéficient pas d'un promoteur étranger solide à une réforme de la législation sur la faillite et à la mise en place d'institutions judiciaires appropriées.

Projet d'oléoduc pour le transport de pétrole brut

En 2000, la BERD a investi 40 millions d'euros dans la construction d'un oléoduc trans-frontière pour l'acheminement du pétrole brut, dans le cadre d'un projet plus vaste de modernisation d'une raffinerie. Le projet d'oléoduc était l'un des plus gros investissements étrangers directs (IED) dans le pays et s'inscrivait dans le cadre de l'action menée par les pouvoirs publics pour libéraliser considérablement le secteur pétrolier. Le projet global avait pour objectif de privatiser la société, d'introduire de nouvelles technologies dans le secteur et de rendre le marché plus efficient et plus transparent par des mesures de libéralisation. Le projet devait également appliquer des normes rigoureuses en matière d'environnement et de strictes règles de sécurité.

L'évaluation a accordé une note élevée à la partie technique de la composante oléoduc, en se fondant sur les délais et le coût de construction ainsi que sur les avantages environnementaux considérables offerts par ce moyen de transport. Elle a toutefois également souligné que la Banque n'avait pas réussi à obtenir un engagement ferme des autorités locales à l'égard du projet dans le cadre de sa concertation sur les politiques sectorielles. Elle a relevé en outre que les pratiques commerciales peu rigoureuses des autorités locales et leur apathie compromettraient à l'avenir d'éventuels investissements étrangers directs.

L'un des enseignements tirés de l'évaluation est que lorsque la Banque ne finance qu'une seule composante d'un projet plus vaste, elle ne peut faire abstraction du risque qu'encourt sa réputation lorsqu'une autre composante du projet échoue. Cela est d'autant plus vrai quand l'importance du projet par rapport aux autres investissements étrangers directs dans le pays lui confère une forte visibilité. Un deuxième enseignement est que la Banque devrait se garder de surestimer l'efficacité de ses discussions avec les autorités sur des questions touchant à l'intégrité de fonctionnaires.

Evaluation des opérations de coopération technique

Le Département de l'évaluation des projets a évalué près de 350 missions de consultants financées par la coopération technique, pour un montant de près de 100 millions d'euros, provenant de 30 donateurs au titre du Programme de fonds de coopération technique de la Banque. Si l'on tient compte des missions de coopération technique évaluées dans le cadre des études spéciales du Département, ce nombre dépasse 900 missions, soit un financement de plus de 250 millions d'euros.

Exemples d'évaluation des opérations de coopération technique

Conception d'un système de gestion commerciale

La BERD a consenti un prêt à une société pétrolière d'Asie centrale pour l'aider à augmenter le rendement de l'une de ses raffineries et à améliorer ses normes environnementales et de sécurité. Les opérations de coopération technique associées à ce prêt devaient appuyer la préparation du projet et renforcer les capacités de gestion et les services commerciaux de la raffinerie, préalablement à la privatisation.

Les composantes du projet relatives à la coopération technique étaient techniquement bien définies et ont largement contribué au développement et à la rentabilité du projet. Leurs résultats ont toutefois été compromis par le faible niveau d'utilisation des capacités et l'absence d'engagement du promoteur envers le processus de privatisation.

Selon l'évaluation du DEP, la conception relativement étroite de la coopération technique, axée sur les questions techniques et administratives, a limité l'impact du projet sur la transition. Il a également été freiné par la lenteur des réformes et les rigidités structurelles d'une économie aux premiers stades de la transition. Une analyse complémentaire des marchés environnants et des perspectives de la privatisation aurait pu favoriser l'exécution du projet et le renforcement des institutions et faciliter la privatisation. Un effort de concertation accru, en étroite coordination avec les autres institutions financières internationales, est également nécessaire pour exercer un effet de levier permettant d'amorcer les réformes sectorielles.

Modernisation d'une raffinerie en Russie

Deux opérations de coopération technique, d'un montant total de 1,2 million d'euros, financées par deux bailleurs de fonds, ont été entreprises pour appuyer la modernisation d'une raffinerie russe. Ce financement a été utilisé pour les audits techniques de diligence sur divers projets de modernisation susceptibles de faire l'objet d'un investissement de la BERD. En outre, le premier audit international et les services nécessaires à l'adoption de normes comptables internationales ont été financés dans le cadre des activités de coopération technique.

Le Département de l'évaluation des projets a donné à ces opérations la note partiellement satisfaisant en dépit de l'excellent travail des consultants et de la contribution qu'ils avaient apportée en vue de la modernisation future de la raffinerie. Toutefois, le principal objet de la coopération technique – obtenir un investissement de la BERD – n'a pas été atteint. Ce fait a été imputé à la crise russe de 1998 ainsi qu'au changement de propriétaire : la raffinerie fait désormais partie d'une compagnie pétrolière totalement intégrée. L'évaluation a également émis certains doutes sur la possibilité de réaliser un montage financier pour un projet de modernisation de raffinerie aussi complexe.

Les études techniques réalisées étaient de haute qualité et ont notablement contribué au processus de programmation de la modernisation de la raffinerie. Toutefois, il aurait sans doute été utile de mener d'abord une étude de délimitation, qui aurait plafonné le montant des fonds de coopération technique utilisables avant l'investissement de la BERD dans le projet. Le Département de l'évaluation des projets a également posé la question de savoir si les opérations de coopération technique n'auraient pas dû être élargies, de façon à englober une ou deux autres raffineries, ce qui aurait augmenté les chances qu'une opération de la Banque se matérialise dans ce secteur.

Appels d'offres

Lorsqu'un projet de la BERD prévoit l'acquisition de biens, de services ou de travaux, la Banque exige que les marchés soient passés selon des principes de non discrimination, d'équité et de transparence. Ces principes fondamentaux sont inscrits dans les Politiques et règles de passation de marchés de la Banque. Ils visent à promouvoir l'efficacité et à réduire les risques de crédit lors de l'exécution de projets qu'elle finance. La BERD tient à ce que tous les participants au processus de passation des marchés se conforment aux normes de conduite et d'éthique les plus rigoureuses.

La BERD applique des méthodes de passation des marchés distinctes selon qu'il s'agit de projets du secteur public ou du secteur privé. Un client du secteur privé peut appliquer ses propres règles de passation des marchés à condition que la BERD juge ces pratiques commercialement saines, que les prix du marché soient appliqués, qu'il n'y ait pas de conflits d'intérêts et que les intérêts des clients soient respectés. Des règles strictes s'appliquent aux marchés du secteur public. La BERD demande aux clients d'utiliser des procédures structurées et transparentes favorisant l'esprit de concurrence et garantissant des chances égales à tous les participants. Elle suit et contrôle étroitement les opérations de passation des marchés aux principaux stades du processus.

Au cours de l'exercice 2003, la BERD a continué de collaborer étroitement avec d'autres banques multilatérales de développement afin d'harmoniser les documents utilisés pour la passation de marchés dans le secteur public. Elle a en particulier publié un projet d'étude sur l'harmonisation des procédures d'achats de biens. Des progrès significatifs ont été réalisés dans la rédaction des documents relatifs à la présélection des marchés de travaux de génie civil et aux demandes de proposition de services de consultants.

Leur mise en œuvre devrait intervenir en 2004. S'agissant des documents relatifs aux travaux de génie civil, la concertation avec des représentants du secteur privé a démarré.

Au cours de l'exercice, la BERD a collaboré étroitement avec les organismes de marché public des pays candidats à l'adhésion à l'Union européenne afin que les questions relatives à la passation des marchés soient traitées de façon satisfaisante – notamment en cas de cofinancement avec la Communauté européenne. En outre, en collaboration avec la Banque mondiale, la BERD a participé à un examen des procédures de passation des marchés du Tadjikistan.

Pendant toute l'année 2003, la BERD a continué de fournir des services dans le domaine de la passation des marchés, notamment en organisant des séminaires et ateliers sur la passation des marchés à l'intention de ses clients et de leurs représentants dans les pays d'opérations ainsi que des manifestations destinées aux milieux d'affaires.

En 2003, la BERD a financé au total 181 marchés publics, d'un montant total de 721 millions d'euros, contre 174 marchés, d'un montant total de 505 millions d'euros, en 2002. La valeur totale des contrats signés après appel d'offres ouvert a atteint 679 millions d'euros, soit 94 % de la valeur totale des marchés attribués. Les marchés conclus dans le secteur des transports représentaient plus de 66 % de tous les marchés publics attribués en 2003. Pour améliorer l'efficacité de ses procédures dans ce domaine, la Banque fournit divers documents et publie régulièrement des informations sur les marchés à venir dans la page de son site web intitulée *Procurement Opportunities* (www.ebrd.com/oppor/procure) que les entreprises peuvent consulter gratuitement.

Au 31 décembre 2003

Guide

Les projets sont comptabilisés sous forme de nombres fractionnaires si plusieurs sous-prêts sont signés au titre d'un seul accord. Le nombre de projets attribués à chaque pays dans la liste ci-après peut différer des totaux présentés aux chapitres 2 à 6, dans lesquels les chiffres ont été arrondis et les projets régionaux répartis dans les différents pays concernés.

Les prêts sont calculés aux taux de change en vigueur au 31 décembre 2003. Les prises de participation sont converties en euros aux taux de change en vigueur à la date de décaissement. Les chiffres ayant été arrondis, il se peut que les totaux ne correspondent pas exactement à la somme des éléments constitutifs.

Catégories d'examen environnemental préalable

Le projet demande :

- A – une évaluation préalable complète de l'impact sur l'environnement
- B – une analyse environnementale
- C – aucune évaluation ou analyse d'impact sur l'environnement
- O – aucun audit environnemental
- 1 – un audit environnemental
- FI – Intermédiaire financier

Ces chiffres ne tiennent pas compte des éléments suivants :

- garanties d'aide aux échanges commerciaux émises et arrivées à terme en 2003
- investissements multiples pour les mécanismes de financement pré-exportation dans le cadre du Programme d'aide aux échanges commerciaux (PAEC)
- rétrocession des engagements de la BERD
- investissements dans le cadre de fonds d'actions privés qui sont financés par des institutions et gestionnaires de fonds privés.

Les fonds financés par les donateurs, comme les fonds régionaux de capital-risque, les fonds de post-privatisation et les fonds d'actions pour la reconstruction offrent une combinaison de prises de participation et de soutien sous forme de subventions. Les investissements réalisés dans le cadre de ces fonds sont inclus dans la liste des projets signés, à la condition qu'il s'agisse de comptes gérés par la BERD.

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
--------	---------	--------------	------------------------------	---	--	---	---

Albanie

Fonds d'actions pour la reconstruction de l'Albanie

Kaon

Développement des activités d'une petite brasserie.	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	0,8	0,0	0,2	0,2
---	-----------------	---------------	----	-----	-----	-----	-----

INSIG

Prise de participation avant privatisation dans une importante compagnie d'assurances.

Institutions financières non bancaires

Secteur privé	FI	9,4	4,7	0,0	4,7
---------------	----	-----	-----	-----	-----

Vodafone Albanie

Développement d'un réseau GSM de téléphonie mobile.	Télécommunications	Secteur privé	B/O	85,0	42,5	0,0	42,5
---	--------------------	---------------	-----	------	------	-----	------

Arménie

Mécanisme-cadre multibanques d'Arménie

ACBA

Financement de petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	2,4	2,4	0,0	2,4
---	-----------------	---------------	----	-----	-----	-----	-----

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux

Soutien au commerce extérieur.

Armeconombank

Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,4	0,4	0,0	0,4
-----------------	---------------	----	-----	-----	-----	-----

Azerbaïdjan

Landmark I (Neptun)

Modernisation et acquisition d'immeubles de bureau.	Immobilier et tourisme	Secteur privé	C/1	4,9	4,9	0,0	4,9
---	------------------------	---------------	-----	-----	-----	-----	-----

Landmark II (Libra)

Modernisation et acquisition d'immeubles de bureau.	Immobilier et tourisme	Secteur privé	C/1	3,2	3,2	0,0	3,2
---	------------------------	---------------	-----	-----	-----	-----	-----

Banque de microfinancement d'Azerbaïdjan

(MFBA, anciennement AMB)

Prise de participation dans une institution de microfinancement.

Financement des petites entreprises

Secteur privé	FI	5,3	0,0	4,0	4,0
---------------	----	-----	-----	-----	-----

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux

Soutien au commerce extérieur.

Banque internationale d'Azerbaïdjan

Prêts bancaires	Secteur privé	FI	7,9	7,9	0,0	7,9
-----------------	---------------	----	-----	-----	-----	-----

Azerdemiryolbank

Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,1	0,1	0,0	0,1
-----------------	---------------	----	-----	-----	-----	-----

Unibank

Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,8	0,8	0,0	0,8
-----------------	---------------	----	-----	-----	-----	-----

Unibank

Prise de participation dans la principale banque privée d'Azerbaïdjan.

Prises de participation dans les banques

Secteur privé	FI	0,9	0,0	0,9	0,9
---------------	----	-----	-----	-----	-----

Bélarus

Syndication Priorbank

Financement de prêts à court et moyen terme aux clients de Priorbank appartenant au secteur privé.

Prêts bancaires	Secteur privé	FI	28,6	9,5	0,0	9,5
-----------------	---------------	----	------	-----	-----	-----

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux

Soutien au commerce extérieur.

Priorbank

Prêts bancaires	Secteur privé	FI	9,3	9,3	0,0	9,3
-----------------	---------------	----	-----	-----	-----	-----

Bosnie-Herzégovine

Raiffeisen Bank d.d.

Financement de prêts à moyen et long terme à des clients du secteur privé.

Prêts bancaires	Secteur privé	FI	45,0	15,0	0,0	15,0
-----------------	---------------	----	------	------	-----	------

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux Soutien au commerce extérieur.							
<i>Raiffeisen Bank d.d. (anciennement Market)</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	4,5	4,4	0,0	4,4
<i>Universal Banka d.d.</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	<0,1	<0,1	0,0	<0,1
<i>UPI Banka d.d.</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,2	0,2	0,0	0,2
Prêt subordonné Volksbank Lignes de crédit pour le soutien aux PME et aux entrepreneurs locaux.							
	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	7,5	7,5	0,0	7,5
Ligne de crédit Volksbank Ligne de crédit pour le soutien aux PME.							
	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	2,5	2,5	0,0	2,5

Bulgarie

Bulgarian Post Bank – Crédit hypothécaire Ligne de crédit offrant des prêts hypothécaires à long terme.							
	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	5,0	5,0	0,0	5,0
Compagnie bulgare de télécommunications Privatisation de l'opérateur bulgare de téléphonie fixe.							
	Télécommunications	Secteur privé	B/1	138,0	0,0	13,0	13,0
Herfztzon Restructuration de cette société spécialisée dans les assurances et les prestations de retraite.							
	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	5,5	5,5	0,0	5,5
Maritza Est III Modernisation de cette centrale électrique fonctionnant au lignite pour renforcer ses normes environnementales.							
	Électricité et énergie	Secteur privé	A/0	651,3	112,1	0,0	112,1
Opet-Aygaz Bulgarie Développement des opérations grâce à l'acquisition de stations service et l'investissement dans de nouveaux sites.							
	Ressources naturelles	Secteur privé	C/1	73,3	32,0	0,0	32,0
ProCredit Bank Bulgarie Financement de micro et petites entreprises.							
	Financement des petites entreprises	Secteur privé	FI	5,1	0,0	1,2	1,2
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux Soutien au commerce extérieur.							
<i>Unionbank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,2	0,1	0,0	0,1
TBI AD Restructuration de cette société spécialisée dans les assurances et les prestations de retraite.							
	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	15,6	0,0	15,6	15,6
TBIF Bulgaria AD Restructuration de cette société spécialisée dans les assurances et les prestations de retraite.							
	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	0,9	0,0	0,9	0,9

Croatie

Corridor 10 Élargissement en autoroute à quatre voies du dernier tronçon du corridor transeuropéen 10.							
	Transports	Secteur public	B/0	90,0	45,0	0,0	45,0
HVB Bank Croatia d.d. Ligne de crédit pour des prêts hypothécaires à long terme.							
	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	15,0	15,0	0,0	15,0
Nasicecement – Projet de développement Acquisition de producteurs de matériaux de construction et modernisation des chaînes de production.							
	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	40,0	20,0	0,0	20,0
Rijeka – Programme de modernisation du réseau d'assainissement Conception et construction d'un sous-système d'égouts.							
	IME	Secteur public	B/0	4,4	0,6	0,0	0,6

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
UNIQA – Osiguranje Développement des activités de cette importante compagnie d'assurances autrichienne.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	5,0	0,0	1,0	1,0
Zagrebacka banka Soutien aux projets municipaux et aux infrastructures.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	20,0	20,0	0,0	20,0
ZGOS – Programme de traitement des déchets solides de Zagreb Refinancement d'un prêt existant et dernière phase de la mise en place de deux décharges.	IME	Secteur public	C/1	33,0	18,8	0,0	18,8

Estonie

Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II – Prolongation 2

*Hansa Capital*¹

Financement de petites et moyennes entreprises.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	12,0	12,0	0,0	12,0
---	--	---------------	----	------	------	-----	------

¹ Hansa Capital est une société enregistrée en Estonie. Les volumes utilisés dans ses filiales de Lettonie et de Lituanie sont indiqués dans la liste des progrès régionaux en page 99..

ERY de Macédoine

Mécanisme d'investissement direct

Kimico Gardine

Développement de la gamme de produits d'une entreprise textile.	Industries manufacturières	Secteur privé	FI	2,2	0,0	2,2	2,2
---	----------------------------	---------------	----	-----	-----	-----	-----

Elektrostopanstvo na Makedonija

Construction d'une ligne de transport d'énergie et d'une nouvelle sous-station et modernisation des sous-stations existantes.	Électricité et énergie	Secteur public	A/0	50,5	40,5	0,0	40,5
---	------------------------	----------------	-----	------	------	-----	------

Projet de routes régionales

Modernisation de routes prioritaires et construction de la voie de contournement de Skopje (phase 2).	Transports	Secteur public	A/0	147,4	40,0	0,0	40,0
---	------------	----------------	-----	-------	------	-----	------

Prilep Marble Kombinat

Modernisation d'une entreprise d'extraction et de transformation du marbre.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	11,0	8,0	0,0	8,0
---	----------------------------	---------------	-----	------	-----	-----	-----

ProCredit Bank

Création d'une institution de microcrédit.	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	28,2	0,0	6,5	6,5
--	------------------------------------	---------------	----	------	-----	-----	-----

Programme régional d'aide aux échanges commerciaux

Soutien au commerce extérieur.

<i>Komercijalna Banka</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	4,1	4,1	0,0	4,1
<i>Stopanska Banka</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,1	0,1	0,0	0,1
<i>Tutunska Banka AD Skopje</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,4	0,4	0,0	0,4

Fédération de Russie

Archangelsk – développement du service des eaux municipal

Amélioration des services d'adduction et de traitement de l'eau de la municipalité d'Archangelsk.	IME	Secteur public	B/0	24,7	9,4	0,0	9,4
---	-----	----------------	-----	------	-----	-----	-----

Bondouelle Russie

Construction d'une nouvelle conserverie dans la région de Krasnodar.	Agro-industries	Secteur privé	B/0	15,0	0,0	15,0	15,0
--	-----------------	---------------	-----	------	-----	------	------

Bor Glass

Réparation et modernisation de la chaîne de production.	Industries manufacturières	Secteur privé	C/1	50,0	25,0	0,0	25,0
---	----------------------------	---------------	-----	------	------	-----	------

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Mécanisme d'investissement direct							
SCI (Structured Component Industries) Investissement dans les systèmes de câblage structurés reliant les ordinateurs.	Industries manufacturières	Secteur privé	FI	0,7	0,0	0,1	0,1
Hansa Leasing Russia Prise de participation pour le développement d'une entreprise russe de crédit-bail.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	41,4	0,0	10,5	10,5
Kronospan Russie Construction d'une usine de production de panneaux de fibres (MDF).	Industries manufacturières	Secteur privé	B/0	120,0	63,0	0,0	63,0
Lenenergo Achèvement d'une tranche de 180MW à la centrale électrique TETS-5 CHP de Saint-Petersbourg.	Électricité et énergie	Secteur privé	B/1	40,0	40,0	0,0	40,0
Lukoil-Perm Investissements dans des projets environnementaux et développement des réserves de pétrole et de gaz.	Ressources naturelles	Secteur privé	B/1	63,5	31,7	0,0	31,7
Moscow Efes Développement de la brasserie moscovite Efes grâce à l'acquisition d'unités régionales.	Agro-industries	Secteur privé	B/1	19,8	9,9	0,0	9,9
News Outdoor Russia Développement des activités publicitaires et de la gamme de produits de cette entreprise.	Médias	Secteur privé	C/0	59,4	15,9	0,0	15,9
Nidera (Russie) Développement des activités de cette entreprise de négoce en céréales.	Agro-industries	Secteur privé	C/1	7,9	7,9	0,0	7,9
NTC II Développement des services de téléphonie fixe et mobile GSM.	Télécommunications	Secteur privé	C/0	4,0	4,0	0,0	4,0
Pestovo – Scierie Construction et démarrage des activités d'une scierie produisant du bois blanc débité.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/0	47,0	15,0	0,0	15,0
Pilkington Russia Construction et exploitation d'une usine de verre flotté.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	190,0	57,5	0,0	57,5
Power Machines Modernisation et amélioration de l'efficacité énergétique de trois usines de construction électrique.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	32,3	27,8	0,0	27,8
Probusinessbank – prêt subordonné convertible Acquisition de banques régionales russes de taille moyenne.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	11,1	11,1	0,0	11,1
Système régional de sécurité de la navigation Construction de trois pylônes radio sur les îles de Gogland, Seskar et Sommers.	Transports	Secteur public	B/1	7,4	4,3	0,0	4,3
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux							
Soutien au commerce extérieur.							
<i>Probusinessbank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	6,9	6,9	0,0	6,9
<i>Uraltransbank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	4,9	4,9	0,0	4,9
<i>Center-Invest Bank, Rostov</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	4,9	4,5	0,0	4,5
<i>Chelindbank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	5,1	3,3	0,0	3,3
<i>IMB</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	47,6	47,2	0,0	47,2
<i>Savings Bank of Russia</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	43,1	29,8	0,0	29,8
<i>Vneshtorgbank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	102,1	102,1	0,0	102,1

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Fonds régional de capital-risque – Russie centrale							
Modernisation et restructuration d'entreprises en Russie centrale.							
<i>Bridgetown Foods</i>	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	2,1	0,0	1,7	1,7
<i>Morion (acquisition des parts Hoffman)</i>	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	0,5	0,0	0,5	0,5
<i>Morion (acquisition des parts KVG)</i>	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	0,4	0,0	0,4	0,4
<i>Speech Technology Center (STC)</i>	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	0,6	0,0	0,6	0,6
Fonds régional de capital-risque – Ouest et Nord-Ouest de la Russie							
Modernisation et restructuration d'entreprises de l'Ouest et du Nord-Ouest de la Russie.							
<i>ESTA Telecom</i>	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	0,2	0,0	0,1	0,1
<i>ESTA Tversviazinform</i>	Fonds d'actions	Secteur privé	A/0	0,2	0,0	0,1	0,1
<i>Pokrovsky III</i>	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	1,8	0,0	1,8	1,8
<i>ROK (Usine de transformation du poisson OAO)</i>	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	0,9	0,0	0,9	0,9
Fonds régional de capital risque Russia Partners (basse vallée de la Volga)							
<i>RBMH Broadcast Media</i>	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	3,2	0,0	3,2	3,2
Fonds régional de capital-risque – Saint-Petersbourg							
<i>ROK (Usine de transformation du poisson OAO N° 1)</i>	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	0,9	0,0	0,9	0,9
Fonds régional de capital-risque – Sibérie occidentale							
<i>Protector-M</i>	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	1,3	0,0	0,3	0,3
Réforme du secteur routier en Russie (2)							
Construction de la rocade est de Saint-Petersbourg et de la route entre Chita et Khabarovsk.	Transports	Secteur public	A/0	327,0	230,2	0,0	230,2
Fonds pour les petites entreprises de Russie							
Financement de micro et petites entreprises.							
<i>Sibakadembank</i>	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	2,4	1,2	0,0	1,2
<i>NBD</i>	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	1,6	0,8	0,0	0,8
<i>Uralsib</i>	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	7,9	6,3	0,0	6,3
Programme dans le secteur russe des produits agricoles							
Financement pour les PME du secteur de l'agro-industrie.	Agro-industries	Secteur privé	FI	149,2	31,7	0,0	31,7
Russian Standard Bank							
Développement des activités de crédit à la consommation et des opérations régionales.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	15,9	15,9	0,0	15,9
Saint-Gobain Isover Russie							
Construction et exploitation d'une usine de matériaux isolants.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	38,5	10,0	0,0	10,0
Severstal – Arcelor (coentreprise)							
Construction d'une installation de galvanisation de l'acier par immersion à chaud.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	134,9	45,0	0,0	45,0
Sirocco Aerospace							
Production de l'avion Tupolev 204-120.	Industries manufacturières	Secteur privé	C/1	127,0	35,7	0,0	35,7
Saint-Petersbourg Nord – Installations d'incinération pour le traitement des eaux usées							
Construction d'un calcinateur de boues.	IME	Secteur public	B/1	49,4	23,8	0,0	23,8
Saint-Petersbourg Sud-Ouest – Installations de traitement des eaux usées							
Achèvement d'une usine de traitement des eaux usées permettant de réduire la pollution dans le golfe de Finlande.	IME	Secteur privé	B/0	188,7	35,5	0,0	35,5

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Stora Enso – Mécanisme multiprojets							
<i>Arzamas Packaging</i> Investissement dans une usine de fabrication d'emballages en carton ondulé.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/0	38,8	10,0	0,0	10,0
Stora Enso – Mécanisme multiprojets							
<i>Nebolchi</i> Investissement dans une scierie.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/0	8,0	2,0	0,0	2,0
Transnefteproduct							
Modernisation du réseau de pipelines pour le transport du pétrole raffiné et des infrastructures annexes.	Ressources naturelles	Secteur public	B/1	59,5	23,8	0,0	23,8
Uralkaly							
Modernisation des installations de ce producteur de permanganate de potassium, y compris la construction d'un groupe électrogène.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	59,5	29,8	0,0	29,8
UralSib							
Ligne de crédit pour soutenir des petites et moyennes entreprises utilisant le crédit-bail.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	11,9	11,9	0,0	11,9
Vestel-Record							
Construction et exploitation d'installations de production télévisuelle.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	37,7	11,9	0,0	11,9
Wirtgen							
<i>ABZ-1</i> Mécanisme de crédit-bail destiné aux entreprises russes pour la modernisation et le développement de leur équipement de construction routière.	Industries manufacturières	Secteur privé	FI	0,6	0,6	0,0	0,6
Wirtgen							
<i>Centrodorstroy</i> Mécanisme de crédit-bail destiné aux entreprises russes pour la modernisation de leur équipement de construction routière.	Industries manufacturières	Secteur privé	FI	1,0	0,7	0,0	0,7
Yaroslavl – programme de développement du service municipal des eaux							
Modernisation de l'adduction d'eau et renforcement institutionnel du service local des eaux.	IME	Secteur public	B/0	17,9	13,3	0,0	13,3
Géorgie							
Bank of Georgia							
Ligne de crédit pour le soutien aux PME.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	3,2	3,2	0,0	3,2
Mécanisme d'investissement direct							
<i>Iberia Refreshments</i> Création d'une franchise Pepsi, avec réparation des installations de production.	Agro-industries	Secteur privé	FI	4,9	0,8	0,0	0,8
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux							
Soutien au commerce extérieur.							
<i>Banque de Géorgie</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	8,7	5,7	0,0	5,7
<i>TBC Bank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,4	0,4	0,0	0,4
<i>United Georgian Bank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,3	0,3	0,0	0,3
TBC – ligne de crédit aux PME							
Ligne de crédit pour le soutien aux petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	2,4	2,4	0,0	2,4
Tbiluniversalbank							
Prêt convertible pour le soutien aux petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	1,2	1,2	0,0	1,2

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Hongrie							
Cora – Hongrie Développement des hypermarchés.	Agro-industries	Secteur privé	B/0	283,3	55,0	0,0	55,0
Dalkia Prometheus III Fourniture de services énergétiques à des municipalités et à des clients du secteur privé.	Efficacité énergétique	Secteur privé	C/0	3,0	0,0	0,6	0,6
Mécanisme UE-BERD de financement de PME							
<i>Budapest Leasing</i> Financement de petites et moyennes entreprises.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	20,0	20,0	0,0	20,0
Euroventures Hungary III Fonds d'actions privé pour le soutien aux petites et moyennes entreprises.	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	23,0	0,0	10,0	10,0
Internet Framework							
<i>Laserbit</i> Investissement dans une entreprise spécialisée dans la transmission par laser.	Télécommunications	Secteur privé	B/0	5,7	0,0	1,7	1,7
Invitel (anciennement Vivendi Telecom Hongrie) Consolidation des activités d'Invitel.	Télécommunications	Secteur privé	B/0	162,0	49,2	0,0	49,2
M5 – Refinancement							
Refinancement des investissements existants dans cette autoroute à péage.	Transports	Secteur privé	C/0	221,3	51,3	0,0	51,3
MOL – Prêt environnemental							
Amélioration des performances environnementales des raffineries et des stations de transfert et de chargement.	Ressources naturelles	Secteur privé	B/1	750,0	150,0	0,0	150,0
MOL-Duna – Installation de traitement des eaux usées							
Agrandissement et modernisation des installations de traitement des eaux usées de la raffinerie MOL Duna.	IME	Secteur privé	B/1	38,8	13,4	0,0	13,4
Volsbank Hungary SME II							
Financement de petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	5,0	5,0	0,0	5,0
Volsbank Hongrie – Prêt subordonné							
Financement de lignes de crédit pour soutenir les petites et moyennes entreprises et les entrepreneurs locaux.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	10,0	10,0	0,0	10,0
Winterthur – Mécanisme multiprojets							
Prise de participation dans les secteurs des assurances et des prestations de retraite.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	5,0	0,0	1,9	1,9
<i>CS L&P Biztosito</i>	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	2,2	0,0	0,8	0,8
<i>L&P Penztárszolgálat</i>							

Kazakhstan

Bank TuranAlem – Prêt senior syndiqué Financement d'entreprises du secteur privé.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	23,8	7,9	0,0	7,9
BTA Ipoteka – Prêt hypothécaire Ligne de crédit pour des prêts hypothécaires à long terme.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	4,0	4,0	0,0	4,0

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Kazakhstan – Programme de petites entreprises II							
Financement de micro et petites entreprises.							
<i>Bank Center Credit</i>	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	7,9	7,9	0,0	7,9
<i>Banque TuranAlem</i>	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	7,9	7,9	0,0	7,9
<i>HSBK</i>	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	7,9	7,9	0,0	7,9
<i>Kazkommertsbank</i>	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	7,9	7,9	0,0	7,9
Kazakhtelecom – Prêt							
Rationalisation de la structure de financement de l'entreprise et développement de son réseau.							
	Télécommunications	Secteur public	C/1	87,3	47,6	0,0	47,6
Kazakhstan – Programme de reçus de stockage							
<i>Bank Center Credit</i> Prêts à court terme en échange de reçus de stockage pour les entreprises agro-alimentaires, les agriculteurs et les négociants.							
	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	2,4	2,4	0,0	2,4
Kazkommerts Policy							
Participation au capital d'une compagnie d'assurances locale.							
	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	1,1	1,1	0,0	1,1
Kazkommertsbank							
Prise de participation dans la principale banque privée du Kazakhstan.							
	Prises de participation dans les banques	Secteur privé	FI	29,0	0,0	29,0	29,0
Eagle Kazakhstan – Fonds de post-privatisation							
<i>Spectrum</i> Prises de participation et opérations apparentées dans des moyennes entreprises kazakhes.							
	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	0,7	0,0	0,1	0,1
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux							
Soutien au commerce extérieur							
<i>ATFBank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	4,0	4,0	0,0	4,0
<i>Bank Center Credit</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	2,3	2,3	0,0	2,3
<i>Banque TuranAlem</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	14,8	14,8	0,0	14,8
<i>Halyk Savings Bank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	9,7	1,1	0,0	1,1
<i>Kazkommertsbank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	23,1	14,9	0,0	14,9
Restructuration du secteur routier							
Modernisation d'un tronçon de 900 km entre Atyrau et Aktau.							
	Transports	Secteur public	B/0	198,6	94,6	0,0	94,6

Lettonie

Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II – Prolongation 1

Unilizings

Financement de petites
et moyennes entreprises.

Institutions financières
non bancaires

Secteur privé

FI

15,0

15,0

0,0

15,0

Riga Water Company

Amélioration de l'approvisionnement en eau,
installation de compteurs et modernisation
des usines de traitement.

IME

Secteur public

B/0

44,6

9,0

0,0

9,0

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Lituanie							
Vilnius – Projet d'infrastructure municipale Modernisation des routes et amélioration des accès piétonniers.	IME	Secteur public	B/0	8,5	7,0	0,0	7,0
Lietuvos Draudimas Participation au capital d'une importante compagnie d'assurances.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	1,8	0,0	1,5	1,5
Litesko II Participation au capital d'une entreprise de services énergétiques.	Efficacité énergétique	Secteur privé	C/0	3,8	0,0	3,8	3,8
Moldova							
Programme de reçus de stockage <i>WJ Group</i> Prêts à court terme en échange de reçus de stockage pour les entreprises agro-alimentaires, les agriculteurs et les négociants.	Agro-industries	Secteur privé	FI	9,7	4,8	0,0	4,8
Victoria Bank – ligne de crédit III Ligne de crédit pour le soutien aux petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	3,2	3,2	0,0	3,2
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux Soutien au commerce extérieur.							
<i>Mobias Banca</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	2,9	2,9	0,0	2,9
<i>MICB</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,9	0,9	0,0	0,9
<i>Moldova-Agroindbank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	1,3	1,3	0,0	1,3
<i>Victoria Bank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	2,9	1,7	0,0	1,7
Ouzbékistan							
Bursel Tachkent Textile JV Création d'une usine textile fabriquant des vêtements de coton à mailles de haute qualité.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/I	34,9	10,3	0,0	10,3
Nestlé Ouzbékistan-LLC Mécanisme de garantie permettant à ce producteur de biens de consommation d'accéder à des financements en monnaie locale.	Agro-industries	Secteur privé	FI	2,5	2,5	0,0	2,5
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux Soutien au commerce extérieur.							
<i>Asaka Bank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	14,4	8,5	0,0	8,5
<i>UzDaewoo</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	<0,1	<0,1	0,0	<0,1
Réhabilitation de l'aéroport de Tachkent Modernisation du terminal de passagers et des voies de circulation.	Transports	Secteur public	B/0	21,6	1,8	0,0	1,8
Pologne							
Aster City Acquisition d'un exploitant de télédiffusion par câble et fournisseur de bande large.	Télécommunications	Secteur privé	B/0	137,1	20,7	0,0	20,7
Basell Orlen Polyolefins Développement d'un complexe pétrochimique.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	350,0	85,0	0,0	85,0
Dalkia Termika II Prise de participation dans une entreprise de services énergétiques.	Efficacité énergétique	Secteur privé	C/0	20,0	0,0	7,0	7,0

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Dom Development SA Développement de nouveaux projets d'immobilier résidentiel dans l'agglomération de Varsovie.	Immobilier et tourisme	Secteur privé	B/0	30,0	30,0	0,0	30,0
Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II – Prolongation 2 <i>BZ WBK Leasing SA</i> Financement de petites et moyennes entreprises.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	15,0	15,0	0,0	15,0
Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II – Prolongation 2 <i>PKO BP</i> Financement de petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	20,0	20,0	0,0	20,0
Europa – Centre de distribution Construction par étapes de bâtiments destinés au stockage et à l'industrie légère.	Immobilier et tourisme	Secteur privé	B/0	15,0	15,0	0,0	15,0
Franfinance Leasing Polska Prêt UE-BERD pour le développement des petites et moyennes entreprises.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	10,0	10,0	0,0	10,0
Intermarché – Pekao Framework Financing Financement de franchises Intermarché et développement de 50 nouveaux magasins.	Agro-industries	Secteur privé	FI	71,6	21,2	0,0	21,2
Limagrain Financement destiné aux agriculteurs polonais pour l'achat de produits.	Agro-industries	Secteur privé	FI	10,0	9,0	0,0	9,0
Polonia – Fonds de biens immobiliers Prise de participation dans un fonds régional de biens immobiliers.	Immobilier et tourisme	Secteur privé	FI	60,0	0,0	25,0	25,0
Spearhead (Top Farms) Refinancement d'un prêt existant pour permettre le développement des activités d'une entreprise de distribution alimentaire.	Agro-industries	Secteur privé	B/1	6,8	6,8	0,0	6,8
UNIQA TU Prise de participation dans une compagnie générale d'assurances.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	16,3	0,0	16,3	16,3
UNIQA TU na Zycie Prise de participation dans une compagnie générale d'assurances.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	3,5	0,0	3,1	3,1
Winterthur – Mécanisme multiprojets <i>CS L&P Zycie</i> Prise de participation dans le secteur des assurances et des prestations de retraite.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	4,9	0,0	4,9	4,9
Wroclaw Water – Projet de financement Modernisation d'installations de traitement des eaux.	IME	Secteur public	B/0	54,5	10,0	0,0	10,0

République kirghize

Demirbank Kyrgyzstan Ligne de crédit et prise de participation dans une banque kirghize.	Prises de participation dans les banques	Secteur privé	FI	1,9	0,1	0,0	0,1
Inexim Bank Prise de participation dans la banque Inexim avec la banque Temir Kazakhstan.	Prises de participation dans les banques	Secteur privé	FI	3,1	1,1	0,0	1,1
Kyrgyz MSE – Mécanisme de financement <i>AKB Kyrgyzstan</i> Financement de micro et petites entreprises.	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	2,4	1,0	0,0	1,0

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux							
Soutien au commerce extérieur.							
<i>Inexim Bank (anciennement Eridan Bank)</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,2	<0,1	0,0	<0,1
Kyrgyz Investment and Commercial Bank (KICB)							
Financement de petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,1	<0,1	0,0	<0,1

République slovaque

Allianz-Slovenska Poistovna²							
Participation au capital de cette compagnie d'assurances.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	–	–	–	–
Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II – Prolongation 1							
<i>Tatra Leasing</i>							
Financement de petites et moyennes entreprises.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	5,0	5,0	0,0	5,0
Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II – Prolongation 1							
<i>VUB</i>							
Financement de petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	30,0	20,0	0,0	20,0
Fonds de post-privatisation							
<i>SkyEurope Holding</i>							
Investissement dans des entreprises privées de taille moyenne.	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	5,9	0,0	1,9	1,9
ZSE – Privatisation de la distribution d'électricité							
Privatisation de cette entreprise de distribution d'électricité.	Électricité et énergie	Secteur privé	C/1	165,0	60,5	0,0	60,5

² Ce projet est soumis à un accord de confidentialité.

République tchèque

Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II – Prolongation 1							
<i>Raiffeisen (crédit-bail)</i>							
Financement de petites et moyennes entreprises.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	10,0	10,0	0,0	10,0
Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II – Prolongation 2							
<i>Ceska Sportelna – Prolongation</i>							
Financement de petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	10,0	10,0	0,0	10,0
Franfinance République tchèque (crédit-bail)							
Financement de petites et moyennes entreprises.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	20,0	20,0	0,0	20,0
Genesis – Fonds d'actions privé							
Fonds d'actions privé pour le soutien aux PME.	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	16,0	0,0	6,0	6,0
Siemens – SKV							
Modernisation d'une usine de fabrication de wagons porte-rails et de trains.	Transports	Secteur privé	B/1	10,0	10,0	0,0	10,0
Spearhead (Eurofarms)							
Refinancement d'un prêt existant pour permettre le développement des activités d'une entreprise de distribution alimentaire.	Agro-industries	Secteur privé	B/1	4,9	4,9	0,0	4,9
TIW Czech N.V							
Prise de participation dans Cesky Mobil par l'intermédiaire de TIW Czech.	Télécommunications	Secteur privé	C/0	189,5	0,0	2,3	2,3
Volksbank CZ – Prêt subordonné							
Financements destinés aux particuliers, aux petites entreprises et aux municipalités.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	10,0	10,0	0,0	10,0

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Roumanie							
Astral Telecom Développement et modernisation d'un réseau de télévision par câble.	Télécommunications	Secteur privé	C/1	32,4	5,6	0,0	5,6
Banc Post – Prêt hypothécaire Ligne de crédit pour des prêts hypothécaires à long terme.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	20,0	20,0	0,0	20,0
Banca Comerciala Romana – Prêt hypothécaire Ligne de crédit pour des prêts hypothécaires à long terme.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	50,0	50,0	0,0	50,0
Banca Comerciala Romana – Pré-privatisation Prise de participation avant privatisation pour soutenir la réforme du secteur financier.	Prises de participation dans les banques	Secteur privé	FI	176,2	0,0	88,1	88,1
Mécanisme EU-BERD de financement des PME							
<i>Banca Romaneasca</i> Financement de petites et moyennes entreprises.	Financement des petites entreprises	Secteur privé	FI	4,0	3,2	0,0	3,2
Banca Tiriac Prise de participation dans la Banca Tiriac.	Prises de participation dans les banques	Secteur privé	FI	0,5	0,0	0,5	0,5
Banca Transilvania Ligne de crédit pour le soutien aux petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	5,0	5,0	0,0	5,0
Banca Transilvania – Prêt hypothécaire Ligne de crédit pour des prêts hypothécaires à long terme.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	10,0	10,0	0,0	10,0
BRD SocGen – Reçus de stockage Préfinancements et prêts à court terme en échange de reçus de stockage pour les entreprises agro-alimentaires.	Agro-industries	Secteur privé	FI	88,9	40,0	0,0	40,0
BT Leasing – Ligne de crédit pour les PME Ligne de crédit pour soutenir des petites et moyennes entreprises de crédit-bail.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	5,0	5,0	0,0	5,0
Bucarest – Projet multisecteurs Amélioration des services de transport et de chauffage urbain et modernisation des infrastructures.	IME	Secteur public	B/0	23,0	16,3	0,0	16,3
Bucarest – Projet multisecteurs (Radet) Amélioration des services de transport et de chauffage urbain et modernisation des infrastructures.	Efficacité énergétique	Secteur public	B/0	26,5	17,8	0,0	17,8
CFR – projet de modernisation de gares ferroviaires Modernisation des gares ferroviaires dans cinq villes, amélioration des installations destinées aux passagers.	Transports	Secteur public	B/0	27,9	24,0	0,0	24,0
Domenia Credit S.A. Création de la société de prêts hypothécaires RO-FIN.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	13,2	5,8	0,0	5,8
Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II							
<i>Alpha Bank Romania SME Facility II</i> Financement de petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	10,0	10,0	0,0	10,0
Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II							
<i>BRD Sogelease – Ligne de crédit pour les PME</i> Financement de petites et moyennes entreprises.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	11,3	10,0	0,0	10,0
Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II – Prolongation 1							
<i>RZB Leasing Romania</i> Financement de petites et moyennes entreprises.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	5,0	5,0	0,0	5,0

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Italian-Romanian Industrial Development Enterprise Développement d'installations pour le stockage, la distribution et l'industrie légère.	Immobilier et tourisme	Secteur privé	B/0	18,9	2,5	0,0	2,5
Michelin Roumanie Modernisation des installations du fabricant de pneumatiques et amélioration des méthodes de production.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	19,0	3,2	0,0	3,2
Microfinance Bank Romania (MIRO) Financement de micro et petites entreprises.	Financement des petites entreprises	Secteur privé	FI	5,0	4,9	0,0	4,9
		Secteur privé	FI	2,1	0,0	0,7	0,7
Mécanisme de prêt pour les infrastructures municipales et environnementales <i>Targu Mures</i> Modernisation des installations de traitement des eaux usées et amélioration des services d'adduction et de traitement des eaux.	IME	Secteur public	B/0	27,9	7,0	0,0	7,0
Mécanisme de prêt pour les infrastructures municipales et environnementales <i>Timisoara</i> Modernisation des installation de traitement des eaux usées et du réseau d'égouts.	IME	Secteur public	B/0	50,6	6,5	0,0	6,5
Fonds de post-privatisation <i>Continental</i> Investissement dans des entreprises privées moyennes.	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	0,7	0,0	0,2	0,2
Fonds de post-privatisation <i>Remayer</i> Investissement dans des entreprises privées moyennes.	Fonds d'actions	Secteur privé	B/0	1,8	0,0	0,3	0,3
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux Soutien au commerce extérieur. <i>Banc Post</i> <i>Banca Transilvania</i> <i>Robank</i>	Prêts bancaires Prêts bancaires Prêts bancaires	Secteur privé Secteur privé Secteur privé	FI FI FI	1,4 3,8 2,9	1,4 3,6 2,9	0,0 0,0 0,0	1,4 3,6 2,9
Romanian Industrial Energy Efficiency Fund Investissements dans des systèmes de cogénération sur site pour réduire la consommation d'énergie.	Efficacité énergétique	Secteur privé	A/0	7,4	7,0	0,0	7,0
Terapia SA Prise de participation dans une entreprise pharmaceutique roumaine.	Industries manufacturières	Secteur privé	C/1	19,6	0,0	4,4	4,4
Wienerberger Construction d'une usine de briques.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/0	18,0	2,0	0,0	2,0

Serbie-et-Monténégro

Eksimbanka Prise de participation dans Eksimbanka.	Prises de participation dans les banques	Secteur privé	FI	1,2	0,0	0,7	0,7
Eksimbanka – Mécanisme de prêt senior Financement pour les PME du secteur de l'agro-industrie.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	3,0	3,0	0,0	3,0
EPS Power II Modernisation des équipements de cette mine de lignite et du réseau électrique associé.	Électricité et énergie	Secteur public	A/1	150,5	60,0	0,0	60,0
Fresh & Co Développement des opérations et du réseau de distribution de cette entreprise de production de jus de fruit.	Agro-industries	Secteur privé	B/1	17,2	0,0	10,0	10,0

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
GTC House Belgrade Construction, location et gestion d'un immeuble de bureaux.	Immobilier et tourisme	Secteur privé	B/0	16,9	5,1	0,0	5,1
Kombinat Aluminium Podgorica Prêt pour faciliter la privatisation de ce producteur d'aluminium.	Industries manufacturières	Secteur public	C/1	3,0	3,0	0,0	3,0
Fonds d'actions pour la reconstruction du Kosovo <i>Rezonanca</i> Prise de participation dans des petites et moyennes entreprises du Kosovo.	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	0,5	0,0	0,1	0,1
Aéroports du Monténégro Modernisation de deux aéroports monténégrins.	Transports	Secteur public	B/1	22,5	11,0	0,0	11,0
Opportunity Bank Financement de micro et petites entreprises.	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	3,0	2,7	0,0	2,7
ProCredit Bank (anciennement MFB Serbia) Ligne de crédit pour soutenir des petites et moyennes entreprises utilisant le crédit-bail.	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	6,0	5,9	0,0	5,9
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux Soutien au commerce extérieur.							
<i>Eksimbanka</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	2,1	1,5	0,0	1,5
<i>Euromarket Banka</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,2	0,2	0,0	0,2
<i>Raiffeisenbank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,3	0,3	0,0	0,3
SFIR (Fabrika Secera Te-To Senta A.D) Prêt garanti accordé à cette usine de transformation du sucre pour l'achat de matières premières.	Agro-industries	Secteur privé	FI	14,0	9,0	0,0	9,0
SFIR (Star Secer A.D) Prêt garanti accordé à cette usine de transformation du sucre pour l'achat de matières premières.	Agro-industries	Secteur privé	FI	7,0	7,0	0,0	7,0
Société Générale Yugoslav Bank Diversification du capital de base de la banque.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	8,5	8,5	0,0	8,5
Volksbank Serbia Prise de participation dans Volksbank Serbia.	Prises de participation dans les banques	Secteur privé	FI	10,3	0,0	2,6	2,6
Programme de reçus de stockage <i>EPH</i> Prêts à court terme en échange de reçus de stockage pour les entreprises agro-alimentaires, les agriculteurs et les négociants.	Agro-industries	Secteur privé	FI	18,0	6,0	0,0	6,0

Slovénie

Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II – Prolongation 1

RZB Leasing Slovenia

Financement de petites et moyennes entreprises.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	7,0	7,0	0,0	7,0
--	---	---------------	----	-----	-----	-----	-----

Volksbank – GEF (Global Environment Facility)

Financement de projets d'investissement environnemental pour le Danube.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	7,0	7,0	0,0	7,0
--	-----------------	---------------	----	-----	-----	-----	-----

Lafarge Slovenia

Restructuration et développement de cette cimenterie et mise en œuvre d'un programme environnemental.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	66,0	0,0	20,0	20,0
--	-------------------------------	---------------	-----	------	-----	------	------

Volksbank Slovenia

Prolongation de lignes de crédit pour le soutien aux petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	10,0	10,0	0,0	10,0
--	-----------------	---------------	----	------	------	-----	------

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Tadjikistan							
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux							
Soutien au commerce extérieur.							
<i>Tajprombank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,4	0,4	0,0	0,4
Turkménistan							
Mécanisme d'investissement direct							
<i>TMS Wool Scouring</i>							
Création d'installations de dégraissage de la laine.	Industries manufacturières	Secteur privé	FI	1,7	0,0	0,6	0,6
Ukraine							
Consumers Sklo Zorya							
Développement des capacités de production de cette verrerie.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	17,3	12,1	0,0	12,1
Nidera (Ukraine)							
Développement des activités de cette entreprise de négoce en céréales.	Agro-industries	Secteur privé	C/1	4,0	4,0	0,0	4,0
ProCredit Bank Ukraine (anciennement MFB)							
Financement de micro et petites entreprises.	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	13,7	0,0	4,0	4,0
	Financement de petites entreprises	Secteur privé	FI	4,7	0,0	0,9	0,9
Raiffeisenbank Ukraine II							
Financement de petites et moyennes entreprises.	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	4,0	4,0	0,0	4,0
Programme régional d'aide aux échanges commerciaux							
Soutien au commerce extérieur.							
<i>Aval Bank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	9,9	9,9	0,0	9,9
<i>FUIB (First Ukrainian International Bank)</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	9,4	0,4	0,0	0,4
<i>Forum Bank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	2,3	2,3	0,0	2,3
<i>Hypovereinsbank Ukraine</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	2,5	2,5	0,0	2,5
<i>Kredyt Bank Ukraina (anciennement WUCB)</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,8	0,8	0,0	0,8
<i>Nadra Bank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	2,2	1,6	0,0	1,6
<i>Raiffeisenbank Ukraine</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	0,3	0,3	0,0	0,3
<i>UkrSotsBank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	5,6	5,6	0,0	5,6
Rubizhansky – Usine de carton et de matériel d'emballage							
Modernisation et développement des activités de fabrication de papier et d'emballages en carton ondulé.	Industries manufacturières	Secteur privé	B/1	35,2	11,1	0,0	11,1
Mécanisme de financement des PME II							
Financement de petites et moyennes entreprises.							
<i>Aval Bank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	11,9	11,9	0,0	11,9
Ukrichflot II							
Acquisition de quatre navires à cargaison sèche.	Transports maritimes	Secteur privé	B/1	27,3	17,1	0,0	17,1
Programme de reçus de stockage							
Prêts à court terme en échange de reçus de stockage pour les entreprises agro-alimentaires, les agriculteurs et les négociants.							
<i>Aval Bank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	6,3	2,4	0,0	2,4
<i>UkrSotsBank</i>	Prêts bancaires	Secteur privé	FI	7,9	7,9	0,0	7,9

Projet	Secteur	Portefeuille	Code environne- mental	Valeur du projet (en millions d'euros)	Prêt de la BERD (en millions d'euros)	Prise de participation de la BERD (en millions d'euros)	Financement de la BERD (en millions d'euros)
Projets régionaux							
Askembla – Fonds de croissance Fonds d'actions privé soutenant des entreprises de taille moyenne.	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	27,1	0,0	12,9	12,9
Billa Développement d'une chaîne de supermarchés en Bulgarie, Roumanie et Ukraine.	Agro-industries	Secteur privé	B/0	202,2	45,0	0,0	45,0
Groupe Castel Restructuration et développement des activités de ce distributeur de bière, d'eau et de vin.	Agro-industries	Secteur privé	C/1	15,9	15,9	0,0	15,9
DBG Osteuropa Holding II Prises de participation dans des entreprises privées établies en Hongrie, Pologne, République slovaque et République tchèque.	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	66,0	0,0	20,0	20,0
Efes – EBI Financement pour les brasseries Efes.	Agro-industries	Secteur privé	C/0	7,3	0,7	0,0	0,7
Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase I – Prolongation 1 <i>Global Growth Fund</i> Financement de petites et moyennes entreprises	Fonds d'actions	Secteur privé	FI	17,0	0,0	6,5	6,5
Mécanisme UE-BERD de financement des PME – Phase II – Prolongation 2 <i>Hansa Capital</i> Financement de petites et moyennes entreprises.	Institutions financières non bancaires	Secteur privé	FI	18,0	18,0	0,0	18,0
Grand Expansion transfrontières des activités de ce producteur de café et développement de sa gamme de produits.	Agro-industries	Secteur privé	B/0	7,0	7,0	0,0	7,0
International Water United Utilities Acquisition de trois entreprises d'adduction d'eau.	IME	Secteur privé	C/I	39,3	0,0	17,8	17,8
Marbo Développement régional des activités de ce producteur alimentaire.	Agro-industries	Secteur privé	B/I	28,3	10,0	0,0	10,0
Orco Aparthotels Développement de cette chaîne d'hôtels de long séjour.	Immobilier et tourisme	Secteur privé	B/0	136,2	0,0	14,4	14,4
TUI – Paiements anticipés Modernisation et agrandissement d'hôtels en Bulgarie, Croatie, Hongrie et Serbie-et-Monténégro.	Immobilier et tourisme	Secteur privé	C/1	41,2	41,2	0,0	41,2

Gouverneurs et gouverneurs suppléants

31 décembre 2003

Membre

Albanie
Allemagne
Arménie
Australie
Autriche
Azerbaïdjan
Biélorus
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Bulgarie
Canada
Chypre
Corée (République de)
Croatie
Danemark
Égypte
ERY de Macédoine
Espagne
Estonie
États-Unis d'Amérique
Fédération de Russie
Finlande
France
Géorgie
Grèce
Hongrie
Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Kazakhstan
Lettonie
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Malte
Maroc
Mexique
Moldova
Mongolie
Norvège
Nouvelle-Zélande
Ouzbékistan
Pays-Bas
Pologne
Portugal

République kirghize
République slovaque
République tchèque
Roumanie
Royaume-Uni
Serbie-et-Monténégro
Slovénie
Suède
Suisse
Tadjikistan
Turkménistan
Turquie
Ukraine
Banque européenne
d'investissement
Communauté européenne

Gouverneur

Arben Malaj
Hans Eichel
Vardan Khachatryan
Peter Costello
Karl-Heinz Grasser
Farhad Aliyev
Sergei Sidorsky
Didier Reynders
Mladen Ivanic
Milen Velchev
Ralph Goodale
Markos Kyprianou
Jin-Pyo Kim
Mato Crkvenac
Bendt Bendtsen
Hassan Ali Ali Khedr
Nikola Popovski
Rodrigo Rato
Taavi Veskimägi
John W Snow
German O Gref
Antti Kalliomäki
Francis Mer
Teimuraz Mamatsashvili
Nikolaos Christodoulakis
Csaba László
Charlie McCreedy
Valgerdur Sverrisdóttir
David Klein
Giulio Tremonti
Sadakazu Tanigaki
Erbolat Askarbekovich Dosayev
Valdis Dombrovskis
Hansjörg Frick
Dalia Grybauskaite
Jean-Claude Juncker
John Dalli
Fathallah Oualalou
Francisco Gil Díaz
Marian Lupa
Chultemiin Ulaan
Per-Kristian Foss
Phil Goff
Rustam Sadykovich Azimov
Gerrit Zalm
Leszek Balcerowicz
Manuela Ferreira Leite

Djoomart Otorbaev
Ivan Mikloš
Bohuslav Sobotka
Mihai N Tanasescu
Gordon Brown
Bozidar Djelic
Dušan Mramor
Gunnar Lund
Joseph Deiss
Abdujabor Shirinov
—
Ibrahim H Çanakci
Mykola Azarov

Philippe Maystadt
Pedro Solbes Mira

Gouverneur suppléant

Adriana Berberi
Caio Koch-Weser
Tigran Sargsyan
Chris Gallus
Thomas Wieser
Avaz Alekperov
Nikolai P Zaichenko
Jean-Pierre Arnoldi
Jusuf Kumalic
Bojidar Kabaktchiev
Peter Harder
Christos Patsalides
Seung Park
Josip Kulisic
Michael Dithmer
Youssef Boutros-Ghali
Stefco Jakimovski
Francisco Utrera
Aare Järvan
Alan P Larson
Sergei I Kolotukhin
Pekka Lintu
Jean-Pierre Jouyet
—
Georgios Zaniias
Zoltán Kazatsay
Tom Considine
Benedikt Árnason
Yossi Bachar
Lorenzo Bini Smaghi
Toshihiko Fukui
Anvar Saidenov
Aigars Kalvitis
Roland Marxer
Arvydas Kregžde
Jean Guill
Michael C Bonello
Abderrazak Lazraq
Alonso García Tamés
Dumitru Ursu
Ochirbatyn Chuluunbat
Helle Hammer
Russell Marshall
Abdurafik A Akhadov
Bernard Bot
Ryszard Michalski
Francisco Gusmão Esteves
de Carvalho
Ulan Sarbanov
Marián Jusko
Zdeněk Tůma
Mugur Isarescu
Hilary Benn
Miroslav Ivanisevic
Sibil Svilan
Karin Rudebeck
Oscar Knapp
Maruf Saifiev
Guvanch Geoklenov
Aydin Karaöz
Sergiy L Tigipko

Wolfgang Roth
Klaus Regling

Président du Conseil des gouverneurs

Gouverneur représentant le
Luxembourg
(Jean-Claude Juncker)

Vice-Présidents du Conseil des gouverneurs

Gouverneur représentant
l'Allemagne
(Hans Eichel)
Gouverneur représentant
la Roumanie
(Mihai N Tanasescu)

Le Conseil des gouverneurs est investi de tous les pouvoirs dans le cadre de la BERD. Il délègue la majeure partie de ces pouvoirs au Conseil d'administration, qui conduit les opérations générales de la Banque et qui, entre autres, fixe les politiques et prend les décisions concernant les prêts, les prises de participation et les autres opérations conformément aux orientations générales arrêtées par le Conseil des gouverneurs.

Le Président de la Banque préside le Conseil d'administration. Il dirige l'institution selon les orientations fournies par ce dernier et, en sa qualité de chef de l'administration, est responsable de l'organisation de la Banque et des mouvements de personnel.

Administrateurs et administrateurs suppléants

31 décembre 2003

Administrateurs

Konstantin Andreopoulos
Scott Clark
António de Almeida
Jos de Vries
Susumu Fujimoto
Torsten Gersfelt
Laurent Guye

Sven Hegelund
Igor Kovtun
Jean-Pierre Landau
Michael Neumayr
Igor Očka
Philippe Petit-Laurent
Yuri Poluneev
Enzo Quattrocioche
Gonzalo Ramos
Kaarina Rautala
Simon Ray
Peter Reith
Gerd Saupé
Jean-Louis Six
Mark Sullivan
Tadeusz Syryjczyk

Administrateurs suppléants

Grammatiki Tsingou-Papadopetrou
David Plunkett
Stefanos Vavalidis
Hidde van der Veer
Osamu Sakashita
Desmond O'Malley
Ayşe Dönmezer

Tomas Danestad
Mikhail Jernov
Marc Jullien
Ohad Bar-Efrat
Imre Tarafás
Vassili Lelakis
Ionut Costea
Francesco Saverio Nisio
León Herrera
Tor Hernæs
Jonathan Ockenden
Byung-Hwa Jin
Clemens Kerres
Georges Heinen
—
Kalin Mitrev

Pays ou entités représentés

Banque européenne d'investissement
Canada / Maroc
Portugal / Grèce
Pays-Bas / Mongolie
Japon
Danemark / Irlande / Lituanie / ERY de Macédoine
Suisse / Turquie / Liechtenstein / Ouzbékistan /
République kirghize / Azerbaïdjan / Turkménistan / Serbie-et-Monténégro
Suède / Islande / Estonie
Fédération de Russie / Bélarus / Tadjikistan
France
Autriche / Israël / Chypre / Malte / Kazakhstan / Bosnie-Herzégovine
République tchèque / Hongrie / République slovaque / Croatie
Communauté européenne
Ukraine / Roumanie / Moldova / Géorgie / Arménie
Italie
Espagne / Mexique
Finlande / Norvège / Lettonie
Royaume-Uni
Australie / Corée / Nouvelle-Zélande / Égypte
Allemagne
Belgique / Luxembourg / Slovaquie
États-Unis d'Amérique
Pologne / Bulgarie / Albanie

Composition des comités du Conseil d'administration

31 décembre 2003

Comité d'audit

Jos de Vries (*Président*)
Mark Sullivan (*Vice-Président*)
António de Almeida
Scott Clark
Sven Hegelund
Jean-Pierre Landau
Gonzalo Ramos
Simon Ray

Comité de la politique financière et des opérations

Enzo Quattrocioche (*Président*)
Igor Očka (*Vice-Président*)
Torsten Gersfelt
Laurent Guye
Igor Kovtun
Philippe Petit-Laurent
Yuri Poluneev
Peter Reith

Comité du budget et des questions administratives

Susumu Fujimoto (*Président*)
Jean-Louis Six (*Vice-Président*)
Konstantin Andreopoulos
Michael Neumayr
Kaarina Rautala
Gerd Saupé
Tadeusz Syryjczyk

Comité directeur du Conseil d'administration

Torsten Gersfelt (*Président*)
Laurent Guye (*Vice-Président*)
Jos de Vries
Susumu Fujimoto
Igor Očka
Enzo Quattrocioche
Jean-Louis Six
Mark Sullivan

Le Comité d'audit examine les questions concernant la nomination et le mandat des auditeurs externes et passe en revue les comptes annuels et les principes comptables généraux de la Banque, le programme de travail de l'auditeur interne, l'autorisation des dépenses, les mécanismes de contrôle, les règles de passation des marchés et l'évaluation des projets.

Le Comité de la politique financière et des opérations examine la politique financière, y compris la politique d'emprunt et les grandes lignes des opérations ; il examine en outre les procédures ainsi que les règles applicables en matière de notification.

Le Comité du budget et des questions administratives examine la politique générale, les propositions, les procédures et les rapports en matière budgétaire. Il examine en outre les questions relatives au personnel, à l'administration, ainsi que les questions administratives concernant les administrateurs et leurs collaborateurs.

Le Comité directeur du Conseil d'administration a été institué en 1994 afin d'améliorer la coordination entre le Conseil d'administration et la direction en ce qui concerne l'organisation des réunions du Conseil, des comités et des ateliers.

Principaux responsables

2 mars 2004

Président	Jean Lemierre	Finance	
		Vice-Président	Steven Kaempfer
Opérations bancaires		Trésorerie	
Premier Vice-Président	Noreen Doyle	Trésorier	Poste à pourvoir
Vice-Président adjoint	David Hexter	Trésorier adjoint et responsable de la gestion de l'actif et du passif	Axel van Nederveen
Bureau de direction		Analytique / Recherche	Andrey Gorbachev
Stratégie, planification et budget, Directeur (rapport conjoint au Département finance)	Josué Tanaka	Gestion des risques clients	Grant Metcalfe-Smith
Comité des opérations, Secrétariat	Frédéric Lucenet	Financement	Isabelle Laurent
Unité de soutien au développement des entreprises	Bruno Balvanera	Crédits d'investissements	Steen Camdorf
Gestion des contentieux (rapport conjoint au Service de la gestion des risques)	Mary Ellen Collins	Taux d'intérêt pour les investissements	Bart Mauldin
Groupe des petites entreprises (rapport au Vice-Président adjoint, Opérations bancaires)	Elizabeth Wallace	Planification stratégique, planification des entreprises et budget	
		Directeur principal	Josué Tanaka
Énergie et télécommunications		Cofinancement commercial	
Groupe d'affaires, Directeur	Peter Reiniger	Directeur	Lorenz Jorgensen
Efficacité énergétique	Jacquelin Ligot	Comptabilité, notification et contrôle financier	
Ressources naturelles	Kevin Bortz	Directeur	Nigel Kerby
Électricité et énergie	Tony Marsh	Notification financière et contrôle des dépenses	Julie Williams
Télécommunications, informatique et presse	Izzet Güney	Contrôle financier des fonds	Teresa Godwin-Coombs
		Contrôle financier des opérations de trésorerie	Terry Cullen
Institutions financières		Opérations, informatique et Unité d'administration des opérations	
Groupe d'affaires, Directeur	Kurt Geiger	Opérations, informatique et Unité d'administration des opérations, Responsable	Chris Holyoak
Participations	Maria-Luisa Cicognani	Systèmes informatiques	Tim Goldstone
Prêts	Rogers LeBaron	Opérations de prêts et de participations	Mark Smith
Fonds d'actions	Kanako Sekine	Opérations de trésorerie	Chris Swinchatt
Institutions financières non bancaires	Jonathan Woollett	Unité d'administration des opérations	Lieve Reckers
Appui aux participations	Lindsay Forbes		
Infrastructures		Gestion des risques	
Groupe d'affaires, Directeur	Gavin Anderson	Vice-Président	Fabrizio Saccomanni
Infrastructures municipales et environnementales	Thomas Maier		
Transports	Riccardo Puliti	Gestion des risques	
		Directeur	Mike Williams
Europe centrale et industries spécialisées		Crédits / Analyse des transactions	Bob Harada
Groupe d'affaires, Directeur	Alain Pilloux	Gestion des risques de trésorerie	Jean-André Sorasio
États baltes	Salvatore Candido	Examen du portefeuille-crédits	Irena Postlava
Pologne (Bureau de Varsovie)	Irene Grzybowski	Gestion des contentieux (rapport conjoint au Département des opérations bancaires)	Mary Ellen Collins
République tchèque et République slovaque (Bureau de Bratislava)	Alexander Auboeck		
Croatie (Bureau de Zagreb)	Andrew Krapotkin	Environnement	
Hongrie (Bureau de Budapest)	Hubert Warsmann	Directeur	Alistair Clark
Slovénie (Bureau de Ljubljana)	Murat Yildiran	Sûreté nucléaire	
Agro-industries	Hans Christian Jacobsen	Directeur	Vince Novak
Immobilier et tourisme	Edgar Rosenmayr	Cofinancement officiel	
		Directeur	Gary Bond
Europe méridionale et orientale et Caucase		Ressources humaines et administration	
Groupe d'affaires, Directeur	Olivier Descamps	Vice-Présidente	Hanna Gronkiewicz-Waltz
Ukraine (Bureau de Kiev)	Kamen Zahariev	Ressources humaines	
Serbie-et-Monténégro (Bureau de Belgrade)	Dragica Pilipovic-Chaffey	Directeur	Paolo Gallo (par intérim)
Albanie, Bosnie-Herzégovine, ERY de Macédoine, Kosovo	Jean-Marc Peterschmitt	Administration	
Roumanie (Bureau de Bucarest)	Hildegard Gacek	Directeur	John McNess
Bulgarie (Bureau de Sofia)	John Chomel-Doe	Passation des marchés et achats et Unité des services de consultants	
Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Géorgie et Moldova	George Krivicky	Vice-Président adjoint	Jean-François Maquet
Mécanisme d'investissement direct	Frances Reid	Passation des marchés et achats, Directeur	Maurice Lepage
Groupe de redressement des entreprises	Chris Walker	Services de consultants, Responsable	Dilek Macit
Fédération de Russie et Asie centrale			
Groupe d'affaires, Directeur	Hubert Pandza		
Fédération de Russie (Bureau de Moscou)	Victor Pastor		
Asie centrale	Masaru Honma		
Kazakhstan, République kirghize et Tadjikistan (Bureau d'Almaty)	Mike Davey		

Secrétariat général

Secrétaire général

Johnny Åkerholm

Actionnaires et affaires institutionnelles

Secrétaire général adjoint

Nigel Carter

Communications

Directrice

Brigid Janssen

Évaluation des projetsDirecteur principal (*rapport au Président*)

Fredrik Korfker

Bureau des affaires économiques

Directeur des affaires économiques

Willem Buiters

Directeur adjoint et Directeur des études d'orientation
et de la stratégie sectorielle

Steven Fries

Directeur de la stratégie de transition

Steven Fries (*par intérim*)Directeur des études d'orientation
et de la stratégie sectorielleSam Fankhauser (*par intérim*)Directeur de la conception et
de l'évaluation des projets

Jose Carbajo

Bureau des affaires juridiques

Directeur des affaires juridiques

Emmanuel Maurice

Directeur adjoint des affaires juridiques

Norbert Seiler

Assistant du Directeur des affaires juridiques

Stephen Petri

Assistant du Directeur des affaires juridiques

Gerard Sanders

Bureau de la déontologie

Responsable de la déontologie

Chris Holyoak (*par intérim*)**Audit interne**

Responsable

Tarek Rouchdy

Responsable adjoint

Ray Portelli

Cabinet du Président

Directeur

Arnaud Prudhomme

Changements au sein des ressources humaines et de l'équipe de direction

Changements structurels

La BERD a mis en place une nouvelle structure organisationnelle en 2003, conformément aux meilleures pratiques financières et aux normes de bonne gouvernance. La nouvelle organisation sépare les opérations bancaires et la Trésorerie des activités de gestion des risques associés. La Banque a également créé une nouvelle vice-présidence chargée de la gestion du risque et modifié la structure hiérarchique de différents départements dans un souci de bonne gestion et d'amélioration de la répartition de la charge de travail.

Personnel

En 2003, la BERD a développé son programme de formation et mis en place une nouvelle structure de perfectionnement en gestion. L'accent a notamment été mis sur la mobilité interne et sur le développement des perspectives de carrière au siège de la Banque comme dans les différents bureaux de la région d'opérations.

En 2003, la BERD a effectué une enquête au sein du personnel et pu ainsi évaluer les progrès réalisés depuis la première étude de ce type (année 2000). Par exemple, le personnel a approuvé l'initiative prise pour améliorer l'équilibre travail/vie privée et a noté une évolution positive des relations entre la Banque et ses clients. Bien que, selon l'enquête, le niveau de satisfaction professionnelle au sein de la Banque soit élevé, des améliorations restent nécessaires dans plusieurs domaines, notamment le renforcement des compétences des gestionnaires et la collaboration entre les équipes et services.

Fin décembre 2003, les effectifs permanents du siège de la BERD étaient de 906 personnes, contre 907 en 2002. Le personnel local des bureaux résidents de la Banque comptait 229 agents, contre 237 l'année précédente. Le ratio hommes/femmes chez les cadres de l'institution est d'environ 1,82/1. La stratégie de recrutement continue de traduire la diversité et le caractère multinational de l'institution.

Changements au sein de l'équipe de direction

En 2003, Fabrizio Saccomanni est devenu vice-président de la Banque en remplacement de Joachim Jahnke, parti en retraite en décembre 2002. M. Saccomanni a exercé les fonctions de directeur principal des affaires internationales à la *Banca d'Italia* et bénéficie d'une expérience approfondie des opérations bancaires et monétaires au niveau international. Après la réorganisation de la Banque, M. Saccomanni a été nommé Vice-Président chargé de la gestion des risques.

Johnny Åkerholm a été nommé Secrétaire général de la BERD. M. Åkerholm a exercé les fonctions de sous-secrétaire d'État aux Affaires économique de la Finlande et de président du Comité économique et financier de l'Union européenne.

Fin 2003, la Banque était sur le point de conclure la procédure de recrutement de son responsable de la déontologie, de son trésorier et de son directeur des ressources humaines.

Renseignements complémentaires et notes aux lecteurs

Site web

La BERD publie un grand nombre de documents, dossiers de politique générale et notes d'information sur son site web (www.ebrd.com). Les coordonnées des bureaux résidents de la Banque figurent également sur le site.

Assemblée annuelle

L'assemblée annuelle de la BERD comprend un programme d'affaires ouvert aux investisseurs potentiels de la région. Pour de plus amples renseignements, s'adresser au Service de l'organisation des Assemblées annuelles (téléphone : +44 20 7338 6625 ; télécopie : +44 20 7338 7320).

L'Assemblée annuelle de 2005 se tiendra à Belgrade (Serbie-et-Monténégro).

Notes aux lecteurs

Taux de change

Les monnaies ont été converties en euros, lorsqu'il y a eu lieu, sur la base des taux de change en vigueur au 31 décembre 2003 (taux de change approximatif de l'euro : 0,71 livre sterling, 1,26 dollar des États-Unis, 134,70 yen japonais.)

Décompte des opérations

Les opérations sont présentées sous forme de nombres décimaux lorsque plusieurs sous-prêts sont regroupés dans un même accord-cadre. Dans les tableaux, les totaux peuvent ne pas correspondre, les chiffres ayant été arrondis.

Calcul des engagements de la BERD

Les opérations renouvelables réalisées avec le même client dans le cadre de mécanismes saisonniers ou à court terme comme les financements garantis ne sont pas prises en compte dans le calcul des engagements de la BERD pour l'année.

Classement du stade d'avancement dans la transition

La BERD classe ses pays d'opérations en fonction de leur stade d'avancement dans la transition vers une économie de marché (la Fédération de Russie est traitée séparément) :

- Pays aux premiers stades ou aux stades intermédiaires de la transition : Albanie, Arménie, Azerbaïdjan, Bélarus, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, ERY de Macédoine, Géorgie, Kazakhstan, Moldova, Ouzbékistan, République kirghize, Roumanie, Serbie-et-Monténégro, Tadjikistan, Turkménistan, Ukraine
- Pays aux stades avancés de la transition : Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, République slovaque, République tchèque, Slovénie

Abréviations et sigles

La Banque, BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BEI	Banque européenne d'investissement
BNI	Banque nordique d'investissement
CE	Communauté européenne
CEI	Communauté d'États indépendants
CPP	Comité de préparation des projets
CSN	Compte pour la sûreté nucléaire
CT	Coopération technique
EIE	Études d'impact environnemental
ENVAC	Conseil consultatif dans le domaine de l'environnement
ERY de Macédoine	ex-République yougoslave de Macédoine
ESCO	Entreprise de services éco-énergétiques
FID	Fonds international pour le déclassement
FMI	Fonds monétaire international
FPP	Fonds de post-privatisation
FRCR	Fonds régional de capital-risque
FST	Fonds pour le sarcophage de Tchernobyl
G-7	Groupe des 7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni)
IED	Investissement étranger direct
IFI	Institution financière internationale
IME	Infrastructures municipales et environnementales
MID	Mécanisme d'investissement direct
MMP	Mécanisme multi-projets
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
ONG	Organisation non gouvernementale
PAE	Plan d'action environnemental
PAEC	Programme d'aide aux échanges commerciaux
PEDS	Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale
PFCT	Programme de fonds de coopération technique
PIB	Produit intérieur brut
PME	Petites et moyennes entreprises
PRE	Programme de redressement des entreprises
SFI	Société financière internationale
TACIS	Assistance technique pour les pays de la CEI (UE)
UE	Union européenne

Production

Chef de projet et responsable de la rédaction
Anthony Martin

Soutien à la rédaction et recherche photographique
Angela Hill

Responsables de la conception graphique et de l'impression
Jon Page, Steven Still

Soutien à la conception graphique
Kate Hardy

Coordinatrice de la traduction
Olga Lioutyi

Traducteurs
Philippe Gaillard, Françoise Monceaux, Françoise Comte

Correcteurs d'épreuves
Eric C Ortega, Patricia Gruel

Soutien à la traduction
Patricia Gruel, Béatrice Bollon

Photographies	Page
Richard Bate	19
Sue Cunningham	6 à droite
Bursel Tachkent Textile	62
Digital Vision	15, 16, 30, 46 à droite
Mike Ellis	couverture et 5 à gauche, 7, 24, 28, 38, 40, 44, 48, 54, 60, 65, 70, 77
Sergei Guneyev	56
Jim Hodson	12, 14, 32, 42, 59 à gauche
Andy Lane	10
Andrzej Luc	5 à droite, 27, 59 à droite
Compagnie d'électricité Maritza Est III	36
Partenariat pour l'environnement dans le cadre de la dimension septentrionale	22
Groupe Power Machines	53
Rubizhansky – Cartons et emballages	46 à gauche
Jazz Singh	68
Sirocco Aerospace	50
Jon Spaull	6 à gauche, 6 au centre
TUI	34
UPM	20 et 23
Michael Yamashita	72

Publié par la

Banque européenne pour la reconstruction et le développement

Rédigé et édité par le Service des publications du Département de la communication.
Versions allemande, française et russe établies par le Service des langues.
Maquette conçue et document produit par le Service du graphisme.

Imprimé en Angleterre par Fulmar Colour Printing, dans le cadre de programmes de recyclage des déchets et du papier.



Le papier utilisé pour la couverture et le texte est un papier qui ménage l'environnement.
Imprimé sur Consort Royal Silk, papier à base de pâte sans chlore élémentaire issue de la sylviculture.

ref: 5969

Couverture : Construction routière en Fédération de Russie.
Photographe : Mike Ellis.

Le plus important projet signé par la BERD en 2003 a été un prêt de 230 millions d'euros pour soutenir la construction routière en Russie.

Banque européenne pour la reconstruction et le développement

One Exchange Square
London EC2A 2JN
Royaume-Uni

Standard téléphonique

Téléphone : +44 20 7338 6000
Télécopie : +44 20 7338 6100
SWIFT: EBRDGB2L

Site web

www.ebrd.com

Demandes relatives aux publications

Téléphone : +44 20 7338 7553
Télécopie : +44 20 7338 6102
Courriel : pubsdesk@ebrd.com

Demandes de renseignements sur la BERD

Téléphone : +44 20 7338 6372
Télécopie : +44 20 7338 6102
Courriel : generalenquiries@ebrd.com

Demandes de renseignements sur les projets existants

Téléphone : +44 20 7338 7168
Télécopie : +44 20 7338 7380
Courriel : projectenquiries@ebrd.com